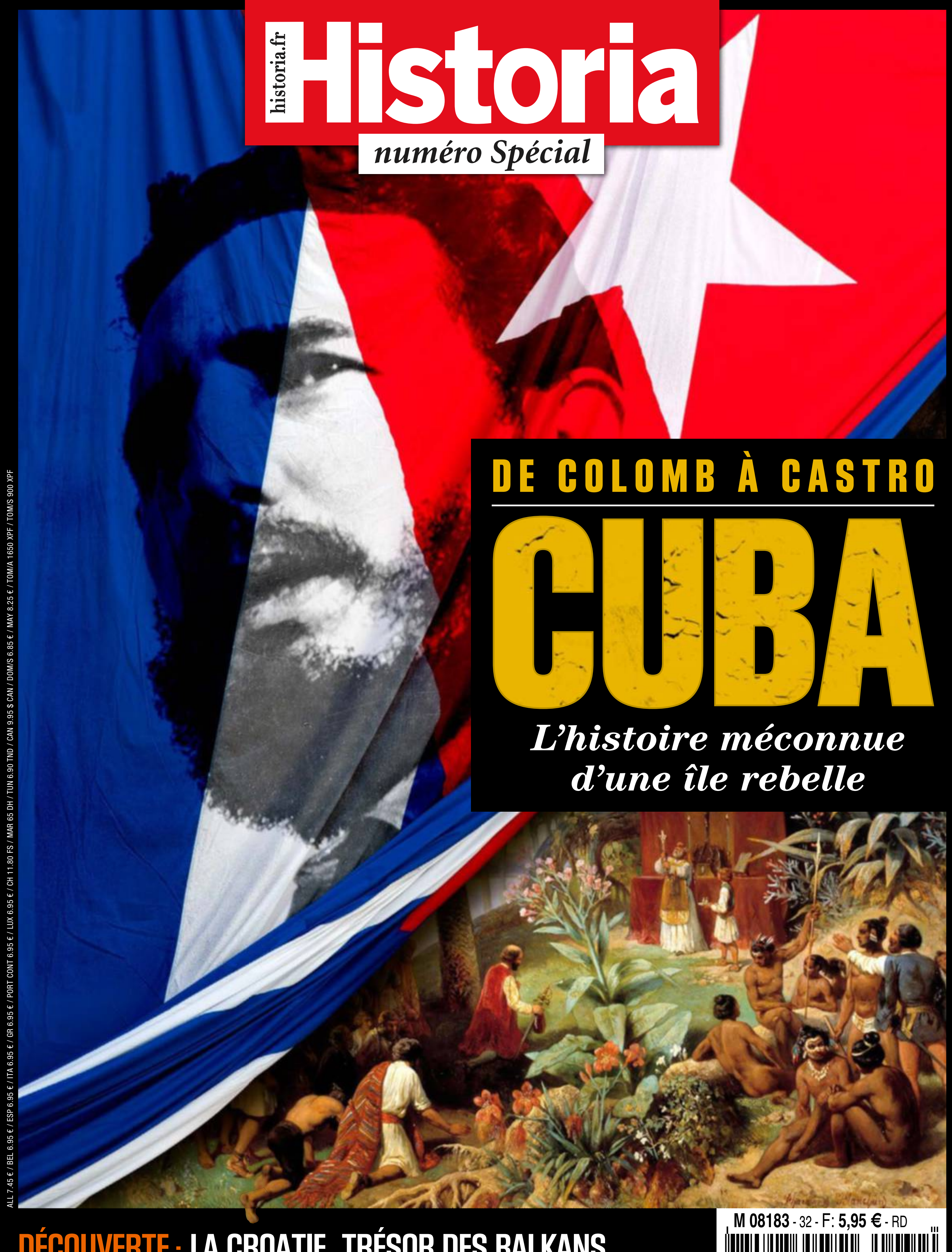

historia.fr
Historia
numéro Spécial
DE COLOMB À CASTRO
CUBA
L’histoire méconnue d’une île rebelle
ALL 7.45 € / BEL 6.95 € / ESP 6.95 € / ITA 6.95 € / GR 6.95 € / PORT CONT 6.95 € / LUX 6.95 € / CH 11.80 FS / MAR 65 DH / TUN 6.90 TND / CAN 9.95 $ CAN / DOM/S 6.85 € / MAY 8.25 € / TOM/A 1650 XPF / TOM/S 900 XPF
M 08183 - 32 - F: 5,95 € - RD
DÉCOUVERTE : LA CROATIE, TRÉSOR DES BALKANS

Cuba libre…

RHUM, COCA-COLA, CITRON VERT… Le cocktail exotique fait un malheur l'été, au bord de la mer ou en soirées. Est-ce qu'un noceur, un clubbeur connaît seulement les origines de ce breuvage ambré et le message politique de son nom, *Cuba libre* ? Rien n'est moins sûr. Sa création remonterait au lendemain de la guerre d'indépendance, vers 1900. Les Américains ayant bouté les Espagnols hors de l'île, l'heure fut venue de trinquer à la libération du peuple cubain. Et, au passage, à la santé de l'Oncle Sam, qui, grâce à cette campagne victorieuse, réussit à mettre le grappin sur ce bout de terre stratégique, porte d'accès d'un canal transocéanique. C'est compter sans l'esprit insoumis des insulaires. Après quatre cents ans sous le joug hispanique et déjà deux autres guerres d'indépendance – celle des Dix Ans (1868-1878) et la *Guerra Chiquita* (1879-1880), hélas moins heureuses –, les Cubains aspirent à une légitime liberté. Totale. C'est leur terre, leur pays et leur vie.



JEANLUCBERTINI

Victor Battaggion
Rédacteur en chef adjoint
chargé du *Spécial*

Mais il faut laisser du temps au temps. Les présidents se succèdent à une vitesse vertigineuse, le général Batista prend fermement en main le destin de l'île, puis Fidel Castro, accompagné de son frère Raúl et du *comandante* Che Guevara, mène une révolution sans précédent. Quitte à froisser l'ami d'hier. Et s'en faire un nouveau, tout aussi puissant. Cela tombe bien, l'URSS de Khrouchtchev lui ouvre les bras. Entre Cuba et les États-Unis, c'est le début d'une longue guerre froide émaillée d'épisodes mémorables, comme le débarquement de la baie des Cochons (1961) et la crise des missiles (1962). Depuis les discours simultanés de Barack Obama et de Raúl Castro, le 17 décembre 2014, le gel des relations diplomatiques connaît un réchauffement significatif. Comme le futur est par essence imprévisible, nous vous proposons de découvrir l'étonnante histoire de ce magnifique pays au centre de l'attention internationale depuis toujours. Un voyage ensoleillé, parfois éprouvant (lire les tribunes contradictoires et passionnées sur la révolution castriste), mais brûlant d'actualité. ■

SOMMAIRE N° 32 NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2016



COSTA/LEEMAGE

UN BASTION DE L'EMPIRE ESPAGNOL

LE CHEMIN VERS L'INDÉPENDANCE



BUYENLARGE ARCHIVE/UIG/BRIDGEMAN IMAGES

LES AUTEURS

FARID AMEUR Docteur en histoire, il a publié plusieurs ouvrages sur les États-Unis, dont *Les Français dans la guerre de Sécession* (PU Rennes, 2016).

VINCENT BLOCH Chercheur au Centre d'études des mouvements sociaux, à l'EHESS, il vient de publier *Cuba, une révolution* (Vendémiaire).

GÉRARD DE CORTANZE Romancier, Prix Renaudot, il a notamment écrit les biographies de Frida Kahlo (Le Livre de poche, 2013) et de Hemingway (Le Rocher, 2011).

EDMOND DZIEMBOWSKI Professeur d'histoire moderne à l'université de Franche-Comté, il a publié chez Perrin *La Guerre de Sept Ans* (2015).

JACOBO MACHOVER Cubain exilé, maître de conférences à l'université d'Avignon, il est l'auteur notamment de *La Face cachée du Che* (Buchet/Chastel, 2007, rééd. en 2017).

VINCENT MICHELOT Professeur d'histoire politique des États-Unis à Sciences po et biographe de Kennedy (Folio, 2013).

IGNACIO RAMONET Ancien directeur du *Monde diplomatique*, auteur de nombreux ouvrages,



THE VISUAL EXPLORER/SHUTTERSTOCK

¡REVOLUCIÓN !

DÉCOUVERTE

CNTB

dont *L'Empire de la surveillance* (Galilée, coll. « L'espace critique », 2015).

ÉRIC ROULET Professeur d'histoire moderne à l'université du Littoral-Côte d'Opale, il a écrit de nombreux articles sur le monde hispanique et l'esclavage dans les Antilles.

GREGORIO SALINERO Spécialiste des mondes hispaniques, maître de conférences à Paris I, il a signé en 2014 *La Trahison de Cortés* (PUF).

ISABELLE VAGNOUX Professeur de civilisation américaine à Aix-Marseille. Ses publications portent essentiellement sur les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine et sur la minorité hispanique aux États-Unis.

BERTRAND VAN RUYMBEKE Professeur à Paris VIII, spécialiste des États-Unis. Dernier ouvrage paru : *L'Amérique avant les États-Unis : une histoire de l'Amérique anglaise, 1497-1776* (Flammarion, 2013).

PIERRE VAYSSIÈRE Professeur émérite à Toulouse II-Le Mirail, auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'Amérique latine, dont une biographie de Simon Bolivar et *Fidel Castro : l'éternel révolté* (Payot, « Biographie », 2011).

EMMANUEL VINCENOT Maître de conférences en civilisation latino-américaine, il enseigne à l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée et à Sciences po Paris. Son *Histoire de La Havane* (800 p.) vient de sortir chez Fayard.

LE TRAIT D'UNION DES AMÉRIQUES



Chronologie

1492
Le 28 octobre, Christophe Colomb touche terre (dans une « île très grande ») dans le nord-est, à proximité de la ville de Banes.

1511-1513
Cuba est conquise par Diego Velázquez. Début de l'exploitation des Indiens comme main-d'œuvre servile. (Population : 500 000 Indo-Cubains.)

v. 1550
Extinction du cycle de l'or et introduction des cultures du sucre et du tabac. Premiers navires négriers.

1762-1763
Les Anglais triomphent des Espagnols et prennent possession de Cuba pendant un an ; ouverture de l'île au commerce international.(Pop. : 170 000 hab., dont 30 000 esclaves.)

v. 1840
Le chemin de fer permet d'étendre la culture sucrière à l'est et au centre. Développement de l'industrie du tabac. (Pop. : 437 000 esclaves, 150 000 gens de couleur libres, 420 000 Blancs.)



1868-1878
Guerre des Dix Ans. L'insurrection aboutit, en 1880, à l'abolition de l'esclavage. Transition du capitalisme colonial à l'impérialisme, sous l'impulsion des États-Unis.

1895-1898
Guerre hispano-américaine : indépendante, Cuba est néanmoins soumise à un gouvernement militaire américain. (Pop. : 1,5 million.)

1933
L'autocrate président Gerardo Machado est renversé par un putsch fomenté, entre autres, par Fulgencio Batista. Début du « règne » en sous-main de celui-ci.

1959
Batista est chassé du pouvoir par les rebelles emmenés par Fidel Castro. Réforme agraire ; nationalisation des raffineries de sucre et de pétrole ; mainmise des communistes. (Pop. : 6,8 millions.)

2015
Rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, rompues en 1961, mais le blocus de l'île imposé par Washington en 1962 demeure. (Pop. : 11,2 millions.)

UNE NOUVELLE DONNE POLITIQUE

Après cinq décennies de fermeture, voulue ou subie, Cuba s'apprête à écrire une nouvelle page de son histoire : l'après-Castro. *Par Isabelle Vagnoux*

« Je suis venu ici pour enterrer le dernier vestige de la guerre froide dans les Amériques. Je suis venu ici pour tendre la main de l'amitié », clame Barack Obama lors de son voyage officiel à Cuba en mars 2016, le premier d'un président américain depuis Calvin Coolidge en 1928. L'histoire bégaie parfois avant de tourner la page d'une période. Déjà, le président Jimmy Carter avait tenté de faire évoluer la relation entre les deux pays en négociant l'ouverture en 1977 de « sections d'intérêts » – pour des tâches essentiellement consulaires – à La Havane et à Washington, pour la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques en 1961. Peu de chose, mais un bel effort tout de même, vite anéanti par les soutiens cubains en Amérique centrale et en Afrique, et par la tentative d'« invasion » de la Floride par les migrants cubains rejetés par Castro depuis le port de Mariel, en 1980. Certes, par des voies officieuses, par l'intermédiaire de pays tiers (le Mexique notamment), les contacts n'ont jamais été totalement rompus entre les deux capitales. Certes, des négociations ont pu se tenir de temps à autre, sur la migration, par exemple, mais provocations et mesures de rétorsion ont le plus souvent marqué de leur sceau la relation bilatérale à l'ère Castro. En 1998, au lendemain de la visite papale à Cuba, Bill Clinton assouplit l'embargo. Mais, après le durcissement des années George W. Bush, c'est Obama qui, profitant d'évolutions internes à Cuba, impulse un changement historique.

L'année 2006 marque un tournant lorsque, tout en demeurant chef d'État, Fidel, malade, se retire du pouvoir. C'est son frère, Raúl, qui prend alors les rênes et devient officiellement président en 2008. S'il entreprend une ouverture économique, aucun changement significatif n'apparaît dans le système politique, même si des prisonniers politiques sont occasionnellement libérés et si, pour sortir de l'île, les Cubains n'ont plus besoin d'autorisation. Lorsque Obama annonce, en avril 2009, que « les États-Unis recherchent un nouveau départ avec Cuba », même si cela prendra du temps pour « surmonter des décennies de méfiance », les débats font rage à Washington entre tenants de la ligne dure – tant que la démocratie n'est pas revenue à Cuba – et partisans de l'ouverture. Pour ces derniers, il ne s'agit nullement de philanthropie mais bien d'un réalisme économique et politique sans fard. Dès lors que Cuba s'ouvre aux capitaux étrangers, nombre d'entreprises américaines voudraient pouvoir se mettre sur les rangs. Et puis, martèle Obama, « l'idée que les mêmes politiques que nous avons mises en place en 1961 seraient aussi efficaces aujourd'hui, à l'âge d'Internet, de Google et des voyages internationaux, n'a pas de sens ».

Une ouverture au monde faite de hauts et de bas

Gageant que les contacts, l'ouverture, les échanges s'avèrent davantage porteurs de progrès que l'isolement et la répression, et qu'ils viendront à bout des manquements à la démocratie et aux droits de l'homme, Obama ouvre une brèche dans l'arsenal répressif à l'égard de Cuba. Par petites touches, l'embargo est assoupli dans les domaines des voyages, des envois d'argent aux familles restées à Cuba, du commerce, des télécommunications et des services financiers. Mais, en 2009, les Cubains arrêtent et incarcèrent un ressortissant américain, Alan



RÉCHAUFFEMENT DIPLOMATIQUE La réouverture des ambassades cubaine et américaine, le 20 juillet 2015, apaise un conflit qui durait depuis cinquante-quatre ans. L'embargo de l'île, instauré en février 1962 en réponse aux nationalisations de firmes américaines décidées par Fidel Castro, reste, lui, toujours en vigueur. *Raúl Castro et Barack Obama, à l'ONU, le 29 septembre 2015.*

DOUG MILLS/THE NEW YORK TIMES-REDUX-REA

Gross, accusé d'espionnage. Impossible pour Barack Obama d'aller plus loin. Puis l'Histoire s'accélère. Alan Gross est libéré en décembre 2014 et le président américain annonce, dans la foulée, sa décision de rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays, d'enlever Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme et d'augmenter les volumes des voyages, du commerce et du flux d'informations à destination de l'île.

En avril 2015, Washington accepte la participation de Cuba au Sommet des Amériques et, moment historique, les deux présidents se rencontrent. En août de la même année, pour la première fois depuis 1945, un secrétaire d'État américain foule le sol de La Havane. John Kerry y inaugure officiellement l'ambassade des États-Unis. Les rencontres entre responsables des deux pays se multiplient, pour discuter de problèmes juridiques, de migration ou bien encore de la lutte antidrogue. L'embargo dans son ensemble demeure pourtant. Et ne peut être levé que par décision du Congrès ou bien en cas d'avancées démocratiques notables, à savoir la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu.

Raúl Castro annonce son départ pour ses 86 ans, en 2018. Une nouvelle génération viendra au pouvoir à La Havane. En dépit d'obstacles inévitables, le vent de l'Histoire souffle désormais en direction de relations normalisées. Qu'importe si le prochain occupant de la Maison-Blanche se nomme Hillary Clinton ou Donald Trump, l'embargo, à l'exceptionnelle longévité mais déjà bien entaillé, vit sans doute ses derniers mois. Une page se tourne. Celle de l'ère post-Castro et post-embargo reste à écrire. « Si une pomme, détachée de son arbre par la tempête, ne peut que tomber au sol, Cuba, arrachée à son lien artificiel avec l'Espagne, et incapable d'autonomie, ne pourra que graviter vers l'Union nord-américaine, qui, selon cette même loi de la nature, ne pourra pas la rejeter de son sein », prédisait déjà le secrétaire d'État américain, John Quincy Adams, en 1823. Parce que les États-Unis et Cuba sont de proches voisins, intimement liés depuis deux siècles, *Historia* revient sur l'histoire de l'île, forte en enseignements sur une relation asymétrique à nulle autre pareille… ■



COSTA/LEEMAGE

UN BASTION DE L'EMPIRE ESPAGNOL

Foulée par Colomb, fouillée dans ses entrailles par les orpailleurs, Cuba saigne et ses forces vives, les Indiens Tainos, dépérissent. Dans une île à l'abandon, La Havane voit transiter les trésors du Nouveau Monde. Et déjà fleurissent les juteuses plantations de sucre et de café, au prix de l'asservissement de milliers d'esclaves africains.







LA CONSÉCRATION D'UN MONDE NOUVEAU

Peuplée d'Indiens Tainos, Cuba est découverte par les Espagnols dès 1492. Mais leur soif de l'or va les détourner vers d'autres contrées. *Par Gregorio Salinero*

Pourvu d'une *capitulación* datée du 17 avril 1492, Christophe Colomb quitte Palos de Moguer, en Andalousie, avec une caraque (*nao*), deux petites caravelles et 90 hommes, pour atteindre la Chine du Grand Khan par l'ouest. La *capitulación* consiste en une autorisation royale pour organiser une expédition, explorer et saisir de nouveaux territoires. Après trois semaines d'escale à La Gomera, aux Canaries, Colomb entre dans la mer Océane le 6 septembre et, le 12 octobre 1492, parvient dans les Lucayes (Bahamas), à Guanahaní, San Salvador (actuelle île Watling). Les jours suivants, il parcourt l'archipel vers l'ouest puis le sud, nommant successivement les îles qu'il rencontre: Santa María de la Concepción, Fernandina et Isabela. La *capitulación* promet à Colomb le dixième de tous les biens trouvés, métaux ou perles, ainsi que les titres d'amiral, de vice-roi et de capitaine général de toutes les terres découvertes au nom de la couronne de Castille. Le huitième des bénéfices ultérieurs du commerce avec ces territoires doit également lui revenir. L'expédition ne compte aucun clerc ni autre religieux: son but est purement économique. À Isabela, les Indiens disent que l'or vient de Cuba… Colomb écrit le 19 octobre: «Demain, je veux aller plus avant et trouver ces peuples et avoir langue avec ce roi qui, selon ceux d'ici, est le seigneur de toutes ces îles et qui est richement vêtu et porte sur lui beaucoup d'or…» Il atteint la côte nord du sud-ouest de Cuba le 27 octobre et fait de la modeste baie de Baracoa son port d'attache. Serré entre montagne et mer, le lieu est malcommode et permet difficilement l'accès à l'intérieur des terres.

À longueur des pages de son journal, l'Amiral ne tarit pourtant pas d'éloges. Mais Cuba ne tient pas ses premières promesses. Martín Pinzón, le capitaine de la *Pinta*, l'un des trois navires partis d'Andalousie, croit comprendre que *Cuba* signifie «cité» et qu'il s'agit de Terre-Ferme (le continent), c'est-à-dire l'Asie – une terre du Grand Khan très riche en or. Mais «tout cela, Martín l'avait imaginé d'après les Indiens qu'il emmenait sur sa caravelle…» (Las Casas, t. I, ch. 44). Les Indiens Tainos de Cuba sont doux, craintifs et accueillants; ils cultivent le *yuca* pour ses racines, dont ils font un pain de tapioca (*cazabe*) ; ils font pousser le tabac (qu'ils fument en le roulant «à la manière

BÉNÉDICTION Le 12 octobre 1492, le Génois aborde à Guanahaní (actuelle île Watling), dans les Bahamas. Cuba est atteinte quinze jours plus tard. Luxuriante et habitée par des Indiens (des « gens d'amour », selon le navigateur), l'île émerveille les explorateurs. *La Première Messe en Amérique*, de Pharamond Blanchard (1805-1873).

PHOTO JOSSE/LEEMAGE

* *Dans un souci de meilleure compréhension, nous avons choisi de représenter les couleurs actuelles de l'Espagne, pour cette partie, et celles, respectivement, des États-Unis et de Cuba pour les séquences ultérieures..*

de pétards des enfants de Castille»), le maïs, l'*ají* (patate douce), la *yahubia* (choux caraïbe) et le *maní* (cacahuètes). Pour le reste, ils se contentent de manger du poisson, des tortues et des agoutis. Ils ignorent le fer. Leur hiérarchisation sociale semble assez simple, des paysans (*naborias*) et un groupe d'hommes importants (*nitaïnos*), les caciques et leurs familles. Pour toute arme, ils promènent avec un bâton pointu. Les plantes et les arbres du pays fournissent des matériaux excellents et des médicaments; l'eau et l'air y sont des plus sains, les fleuves n'y sont pas pestilentiels, comme ceux de Guinée…

De l'or « au cou, aux oreilles, aux bras »

À Cuba, il n'est pas à proprement parler de mines d'or. La course au métal jaune se poursuit toutefois: des Indiens de Baracoa expliquent à Colomb que l'or se trouve plus à l'est, dans la grande île de Bohío (ou Hispaniola – aujourd'hui Saint-Domingue), où «les hommes le portent au cou, aux oreilles, aux bras et aux chevilles avec des perles». Le 6 décembre 1492, l'Amiral accoste à Bohío. En 1493, il retourne parcourir la côte sud de Cuba sans y trouver davantage d'intérêt; il n'aborde pas l'île durant son troisième voyage (1498-1500) et se contente d'y accoster brièvement à l'occasion de sa dernière expédition (1502-1504). De fait, Hispaniola recèle de l'or, notamment dans le secteur de Cibao – immédiatement associée par Colomb à Cipango – et l'organisation de l'île en cinq chefferies dirigées par des caciques facilite les alliances entre Espagnol et Indiens.

Le secteur de Cibao sera celui qui fournit le plus d'or aux Espagnols. À Cuba, le métal jaune est exploité dans le lit supérieur des rivières. On estime à 84 000 onces le volume d'or fourni par l'île jusqu'aux années 1530, soit environ 2,5 tonnes de métal. Au-delà, sa part devient négligeable. Le travail forcé des Indiens dans ces *minas* est l'une des principales causes de leur disparition. De Cuba sont notamment lancées des expéditions vers Terre-Ferme, qui semble regorger du précieux métal: vers le Darién, c'est-à-dire Panamá (Pedro de Valdivia et Diego de Nicuesa, en 1511), le Yucatán (Francisco Hernández de Córdoba, 1517; Juan de Grijalva, 1518), le Mexique (Hernán Cortés, 1519) et la Floride (Juan Ponce de León, 1521; Pánfilo de Narváez en 1528 et Hernando de Soto en 1538).

CENT MILLE INDIENS PEUPLAIENT CUBA EN 1492 : **ILS NE SONT PLUS QUE QUELQUES MILLIERS EN 1530**


WHITEIMAGES/LEEMAGE

REPENTANCE
À Haïti, Bartolomé de Las Casas dispose, en tant que colon, d'un contingent d'esclaves. En 1514, ordonné prêtre, il se fait à Cuba le défenseur des autochtones. Il plaide leur cause auprès de Charles Quint, à qui il dédie sa *Très Brève Relation de la destruction des Indes* (illustrée plus tard par Théodore de Bry).


WHITEIMAGES/LEEMAGE

Les décisions concernant Cuba sont prises à Hispaniola, dans la ville de Saint-Domingue, fondée en 1497, où siège le gouvernement des Indes. Cette première administration connaît une histoire chaotique, marquée par les exactions et les procès. La création d'une audience de trois juges, en octobre 1511, vise à tempérer les abus des officiers locaux. Elle n'a que peu d'effet immédiat, n'étant pas installée avant 1526. Malgré la multiplication des arrêtés royaux concernant les Indes et la protection des Indiens, l'instabilité administrative, la politique du fait accompli, les exactions et les crimes prévalent à Hispaniola puis à Cuba.

L'origine du nom *Cuba*

Le 21 octobre 1492, Colomb note dans son journal que les Indiens d'Isabela l'incitent à aller vers Colba, une île plus riche et plus grande ; et, de là, vers Bofío (St-Domingue), d'où provient l'or qu'il a vu dans les Lucayes. Le 24 octobre, il met le cap sur Cuba. Colba ? Cuba ? On ne sait quelle transcription est la plus proche du nom arawak de l'île. Le nom *Cuba* a une origine autochtone. Pour Bartolomé de Las Casa, il signifie « province » et *nacán*, « milieu ou centre », en sorte que *Cubanacán* désigne une région située au cœur de l'île. D'ailleurs, Colomb crut d'abord que Cuba était Cipango, le Japon de Marco Polo ; puis il fut convaincu qu'il s'agissait de Terre-Ferme, c'est-à-dire l'Asie. L'île reçut officiellement le nom de Juana, en hommage au prince Juan, disparu prématurément en 1497 ; enfin, celui de Fernandina, pour honorer celui du roi d'Aragon. Par chance, le beau nom de Cuba prévalut. **G. S.**

Des îlots de résistance indigène

La conquête des îles s'opère par la terreur. Il n'est pas anodin que Nicolas de Ovando soit nommé grand commandeur de l'ordre d'Alcántara peu avant son envoi à Saint-Domingue. Très pieux, il incarne une conception brutale du service de Dieu qui a fait ses preuves lors de la Reconquista. Les ordres militaires se voient alors confier l'administration des nouveaux territoires espagnols. Au printemps 1503, le gouverneur prémédite le massacre de Xaraguá, dans le centre-ouest d'Hispaniola. Entouré de 400 soldats prêts à tout, il fait saisir les 300 caciques venus à sa rencontre et les brûle, avant de pendre haut et court la reine Anacaona – qui l'avait accueilli en grande pompe – à un arbre de la place. Il fait ensuite pourchasser les fuyards dans les villages de l'ouest d'Hispaniola des semaines durant par Diego Velázquez et Rodrigo Mexía Trilla. L'organisation d'Hispaniola en chefferies est décapitée.

En 1508, Ovando fait reconnaître le tour de Cuba par Sebastián de Ocampo : il s'agit bien d'une île, et non de Terre-Ferme. Nommé lieutenant du gouverneur des Indes pour Cuba en 1511, Velázquez y débarque avec 300 hommes et se lance aussitôt dans la conquête de l'île. Non sans mal. Car les Indiens de Cuba résistent aux Espagnols. Velázquez poursuit le cacique Hatuey et ses Indiens dans le secteur de Maisi, à l'extrême est de l'île. Ce dernier espionne les mouvements de l'ennemi et exalte ses troupes au combat selon les traditions. De nombreuses compagnies se lancent dans une chasse à l'homme contre le cacique, le recherchant jusqu'au fond des forêts et tourmentant les Indiens de la région pour qu'ils le dénoncent. La révolte dure quelques mois. Sur le bûcher, Hatuey meurt en Taino. Le moine franciscain qui l'incite à mourir en chrétien l'assure que ceux-ci vont au ciel. Hatuey répondit « qu'il ne voulait pas y aller puisque les chrétiens y allaient » (Las Casas, III, 25). C'est le capitaine Pánfilo de Narváez, venu en renfort de la Jamaïque, qui mène la conquête de l'île. Trois ans durant, ses troupes – qui comptent jusqu'à 500 hommes – sillonnent

BNF, PARIS

SUR LE SUJET

Las culturas precolombinas de América
de José Alzina Franch
(Alianza Editorial, 2009)
-
Histoire des Indes
de Fray Bartolomé de Las Casas
(Seuil, tomes I-III)
-
Cuba. A New History
de Richard Gott
(Yale Université Press, 2014)
-
Relación acerca de las antigüedades de los Indios
de Ramón Pané
(Librería General de Victoriano Suárez, t. II, Madrid, 1932)

Cuba. Ils avancent de village en village, faisant fuir devant eux les Indiens, qui se réfugient dans les régions montagneuses (*Indios cimarrones*) et dans les îles côtières (*Indios de cayos*). La résistance des *cayos* du Sud, au cours des années 1520, est telle que l'on proclame licite de réduire ces Indiens de guerre en esclavage.



GIANNI DAGLI ORTI / AURIMAGES

BIS REPETITA À Cuba, le gouverneur Diego Velázquez (chapeau à plumes) cornaque Hernán Cortés, débarqué outre-Atlantique en 1504. Le premier s'est illustré à Haïti en éliminant – « préventivement » – des notables indiens et en pourchassant les indigènes. Tactique que reproduira, aux dépens des Aztèques, le futur maître du Mexique.

La variole, le meilleur allié des Espagnols

Jusqu'en 1532, le cacique Guama mène la résistance dans la région montagneuse de Baracoa. La rébellion consiste en une longue série d'attaques, lors desquelles sont visés les Espagnols mais aussi les Indiens favorables à la paix et quelquefois des Indiennes enlevées par les insurgés. Les Espagnols décident d'en finir avec Guama en organisant plusieurs détachements équipés de chiens dressés à déchiqueter les Indiens. Il est exécuté et sa troupe, réduite en esclavage.

L'insécurité qui règne aux abords de certaines villes contribue a en réduire la population : seuls quelques dizaines d'habitants (*vecinos*) demeurent à Baracao au début des années 1530. Les épidémies de variole réduisent finalement les poches d'insoumission indigènes. La conquête militaire n'aboutit pas à un quadrillage durable de l'île ; en revanche, elle permet une exploitation rapide des ressources du territoire et de la main-d'œuvre indienne. Velázquez veille d'abord à son enrichissement personnel : il possède plus de 200 000 carrés de culture de *yuca*, 5 000 têtes de bétail et de nombreuses fermes (*haciendas* et *conucos*) réparties sur l'ensemble de l'île. Il ne tarde pas à fonder sept villes afin d'y nommer des Espagnols de ses proches aux charges (*regidores*) des conseils municipaux : Baracoa, Bayamo, Puerto Príncipe, Trinidad, Sancti Spíritus, San Cristóbal (La Havane) et Santiago de Cuba.

Dès son arrivée, Diego Velázquez distribue des Indiens aux hommes de sa clientèle (*repartimiento*), enjoignant aux caciques d'organiser leur travail. Ces distributions échappent à tout contrôle, bien qu'un ensemble législatif assez fourni interdise déjà la mise au travail forcé des Indiens libres : ordonnance de Medina del Campo (1503), qui impose de rémunérer le travail des Indiens libres pour « la construction, les mines, l'agriculture et le service des Espagnols » ; répartitions générales (*encomiendas,* 1513), préconisées par la Couronne et accompagnées d'exigences légales ; lois de Burgos (1512), qui limitent à 150 le nombre d'Indiens distribués à chacun ; Lois nouvelles (1542), sur la durée de ces *encomiendas* et les conditions de leur transmission. Aucune de ces législations n'est cependant respectée. Ces Indiens s'achètent et se vendent sans contrôle ; les *encomenderos* en usent à leur guise. Lors de la répartition de 1522, près de 3 000 Indiens sont « distribués » entre 18 Espagnols. La péninsule prend tardivement conscience de l'effroyable mortalité qui décime cette main-d'œuvre. On estime en effet à 100 000 le nombre d'Indiens qui peuplaient à l'origine Cuba ; il ne reste que quelques milliers d'entre eux au début des années 1530. Les massacres, les réductions en esclavage, le travail forcé et plusieurs épidémies de variole (1519-1529) feront quasiment disparaître les Tainos.

En 1515 accoste à Cuba le premier négrier. Il soulève tout d'abord la réprobation des colons, qui craignent que les esclaves noirs ne s'allient aux indigènes insurgés. Mais le nombre de bâtiments augmente rapidement. Malgré tout, en 1544, Cuba est à l'abandon. On n'y compte guère plus de 7 000 personnes, dont 5 000 Indiens, 1 000 esclaves noirs et 700 Espagnols. Le flux des hommes s'est détourné vers les richesses de la Nouvelle-Espagne et du Pérou. ■

DES HOMMES DE TOUTES LES COULEURS

Aux Antilles, les hommes se peignaient « en brun, d'autres étaient de la couleur des Canariens, ni noirs ni blancs, d'autres se peignaient en blanc, d'autres de rouge, d'autres de ce qu'ils trouvaient : certains se peignaient le visage, d'autres le corps, d'autres seulement les yeux, d'autres seulement le nez », note Colomb en octobre 1492. À son arrivée à San Salvador (l'actuelle île Watling), l'Amiral s'ingénie à décrire les caractéristiques physiques des individus. Dans certaines régions d'Hispaniola (Saint-Domingue) vivent « de jeunes femmes aussi blanches que les femmes d'Espagne ». Les Indiens de l'Est, très agressifs et dotés d'arcs puissants, se teignent le corps en noir et attachent leurs cheveux longs en un chignon piqué de plumes. Selon Colomb, il ne peut s'agir que de Caraïbes.

Les Caraïbes sont absents de Cuba. Venus du Venezuela, ils razzient les femmes de l'est de Porto Rico et d'Hispaniola. Leurs croyances et leurs pratiques rituelles ne diffèrent guère de celles des Tainos. La langue caraïbe, en expansion, prendra peu à peu le pas sur l'arawak. Polygames et anthropophages, les Caraïbes sont l'incarnation du diable. Bartolomé de Las Casas a mis en garde contre les assimilations faciles. Les autochtones ne se divisent pas en deux camps, Tainos pacifiques et Caraïbes belliqueux. Cuba et Hispaniola sont surtout peuplées de Tainos, qui présentent des traits variés. En vagues successives, ces groupes originaires du Venezuela et de la Colombie actuels se sont superposés à des cultures anciennes, d'où un certain degré de métissage biologique et culturel. Arrivés après les Guanahatabeyes (des chasseurs-cueilleurs semi-nomades de l'ouest de Cuba qui ignorent l'arawak), les Ciboneyes (ou Tainos-Ciboneyes) peuplaient le centre de Cuba sans doute avant notre ère. Généralement sédentaires, ils pratiquaient la cueillette, la chasse et la pêche. Selon Las Casas, ces Ciboneyes, simples, bons et désarmés, furent soumis par d'autres Tainos venus d'Hispaniola. Les Macorijes, représentés dans le nord-ouest de cette île, sont des potiers habiles. Les Ciguayos, eux aussi installés dans le nord d'Hispaniola, produisent une poterie plus grossière et comprennent mal l'arawak. Ce sont sans doute ces derniers qu'a croisés Colomb à la fin de son premier voyage. L'organisation politique de ceux d'Hispaniola en vastes chefferies dirigées par des caciques, parfois ennemies, permettra aux Espagnols de lier des alliances de circonstance.

Les Tainos pratiquent le culte des ancêtres et adorent des idoles nombreuses aux fonctions diverses : « Il en est qui parlent, d'autres font pousser ce qui se mange, d'autres font pleuvoir, d'autres font courir le vent… » énumère frère Ramón Pané (chap. XV). Tous ont leurs chamanes *(behiques)*, qui se livrent à la *cahoba* (vomissements purgatifs et inhalation de produits hallucinogènes) pour atteindre un état de transe et communiquer avec leurs ancêtres. Des danses *(areito)* ponctuent diverses cérémonies et précèdent les prises de décisions collectives. Ils croient à la présence des fantômes parmi les vivants et à des formes diverses de l'au-delà. ■ **G. S.**



MUSÉE DU QUAI BRANLY/HUGHES DUBOIS DISTR. RMN-GRAND PALAIS

DIRK BAKKER/BRIDGEMAN IMAGES

CRÉPUSCULE DES DIEUX Les Tainos vénèrent des « idoles » qui reçoivent des offrandes et sont consultées par les chamanes. Ils attribuent aussi à des statuettes triangulaires (les trigonolithes) un pouvoir de fécondité. Au milieu du XVIe siècle, les indigènes, massacrés et décimés par les maladies, n'existent quasiment plus.



LA HAVANE, COFFRE-FORT DE L'AMÉRIQUE

Au XVIe siècle, la cité cubaine s'impose comme la plaque tournante du commerce naissant entre l'Espagne et le Nouveau Monde. *Par Emmanuel Vincenot*

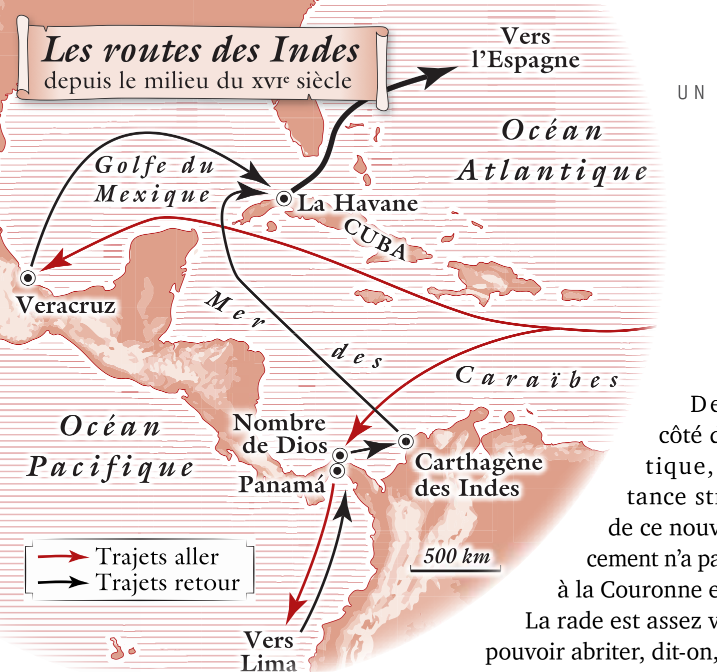
Plage des Caraïbes, non loin de l'embouchure du fleuve Mayabeque, avril ou mai 1514. La scène se déroule sur la côte méridionale de l'île de Cuba, à une cinquantaine de kilomètres au sud de l'actuel emplacement de La Havane. C'est là, au milieu d'une végétation luxuriante, que Pánfilo de Narváez, conquistador au service de Sa Très Catholique Majesté Charles Quint, fonde San Cristóbal de La Habana, modeste avant-poste du jeune Empire espagnol. L'emplacement a été choisi avec soin et la fondation est officialisée par une cérémonie très codifiée, décrite par Francisco Domínguez Compañy : « Le capitaine de l'expédition plonge sa main dans la terre, arrache quelques touffes d'herbe, coupe plusieurs branches, assène des coups d'épée sur le tronc des arbres alentour, parcourt de long en large le terrain qu'il s'apprête à occuper puis déclare solennellement prendre possession de l'endroit au nom de la Couronne. » Dans la foulée, les premières rues sont tracées à la main, les terrains à bâtir sont distribués aux quelques dizaines d'hommes qui composent la troupe. Un conseil municipal, le *cabildo*, est formé. L'institution ne se contente pas de gérer la jeune ville, elle l'incarne également, par-delà les avatars de son histoire. Et Dieu sait si l'histoire de La Havane est riche en péripéties !

À peine fondé, le bourg est menacé d'abandon. En effet, ses habitants préfèrent chercher fortune dans des contrées plus riches en or et en argent, comme le Mexique ou le Pérou, respectivement ouverts à la conquête en 1519 et 1532. Les colons andalous et castillans qui s'accrochent à ce bout de terre y exploitent la main-d'œuvre indigène, rapidement décimée, et développent l'élevage extensif. La région est vaste, cochons et vaches ne demandent qu'à y proliférer. Mais c'est l'économie portuaire qui se révèle la plus prometteuse : réparer les navires de passage, loger et nourrir les marins, les distraire également, telle est la vocation de la cité.

Une autoroute maritime naturelle

Ses premiers habitants, ayant très vite compris que les routes maritimes étaient appelées à se développer au nord de l'île, n'hésitent pas à déplacer leur ville de plusieurs dizaines de kilomètres pour la fixer sur son site actuel. La translation s'effectue en deux temps. Entre 1514 et 1519, une partie de la bourgade est déménagée puis réinstallée au bord du fleuve Almendares, non loin de l'actuel cimetière de Colón ; puis, en 1519, un site définitif, encore plus propice, est trouvé : la ville se développe le long d'une vaste baie fermée à laquelle les bateaux accèdent par un étroit chenal – elle constitue toujours le poumon économique de La Havane contemporaine. Une première place centrale est tracée, à proximité immédiate de l'actuelle place d'Armes, et les bicoques en bois s'y agglutinent peu à peu.

MONTS ET MERVEILLES
En 1509, Sebastián de Ocampo jette l'ancre dans la baie, baptisée *« Puerto de Carenas »*, car c'est là que s'effectue le carénage des bateaux. Le site, naturellement protégé de la houle, regorge par ailleurs de goudron, qui sert à calfater la coque des vaisseaux. *Aquarelle de Johannes Vingboons (XVIIIe s.).*



CARTOGRAPHIE HUGUES PIOLET

De l'autre côté de l'Atlantique, l'importance stratégique de ce nouvel emplacement n'a pas échappé à la Couronne espagnole. La rade est assez vaste pour pouvoir abriter, dit-on, plus d'un millier de navires et, surtout, elle se trouve à l'entrée du détroit des Bahamas, d'où part le Gulf Stream, qui pousse les navires vers les côtes européennes. Cette autoroute naturelle, découverte par Antón de Alaminos en 1519, facilite grandement les échanges commerciaux et permet le développement du trafic maritime transocéanique, dont La Havane entend tirer profit. De nombreux bateaux de commerce en provenance d'Amérique centrale et du Mexique, chargés de métaux précieux et de produits tropicaux, font halte dans le port avant d'entamer leur traversée de l'Atlantique. Les Havanais, qui sont quelques centaines vers 1540, organisent leur vie autour du passage des navires : ils fabriquent du pain de manioc pour le vendre à bon prix aux visiteurs, louent des chambres aux équipages, qui sont parfois obligés de rester à terre plusieurs mois, ouvrent des dizaines de tavernes où le vin, importé des Canaries, coule à flots. La prostitution, quant à elle, se développe de manière précoce, de même que la production de denrées agricoles, telles que le sucre de canne.

La hantise de raids meurtriers

Important carrefour commercial, La Havane ne tarde pas à susciter la convoitise des pirates et des corsaires, qui, dès les premières décennies du XVIe siècle, écument déjà les mers américaines. Venus de Dieppe, de Saint-Malo ou de La Rochelle, les bâtiments français, souvent manœuvrés par des huguenots, constituent alors la principale menace pour les établissements espagnols de la région et, de San Juan de Puerto Rico à Veracruz, chacun vit dans la hantise d'un raid meurtrier. La Havane n'échappe pas à cette psychose. Et subit régulièrement des pillages. En mars 1537, une première attaque se déroule sous les yeux d'une population impuissante. Faisant main basse

GROS PLAN

Une fantomatique armada

Au XVIIe siècle, pour assurer la défense de son vaste empire, la Couronne espagnole s'appuie sur les fortifications terrestres, mais également sur des forces navales. Tandis que l'Armada del Mar del Sur, qui patrouille dans le Pacifique, protège les côtes péruviennes, l'Armada de Barlovento *(ci-contre)*, pour sa part, est chargée de lutter contre la piraterie dans les Caraïbes. Mise sur pied en 1635, elle est financée par un impôt prélevé sur le trafic de marchandises – la Couronne fait ainsi payer par les commerçants la protection qu'ils sont censés recevoir. Dans les faits, l'argent arrive rarement à destination et l'armada reste souvent à quai, au désespoir des marchands. Quand elle réussit enfin à prendre la mer, elle ne parvient que rarement à arraisonner des bateaux pirates et n'hésite pas à pratiquer elle-même de la contrebande. Ce qui en dit long sur la démobilisation des officiers et des marins. Mal financée, peu équipée (moins de dix bâtiments) et notoirement inefficace, l'armada a aussi tendance à changer fréquemment de port d'attache, quand elle n'est pas éclatée sur plusieurs sites. Même si, à partir de 1676, elle est officiellement basée à Veracruz, il lui arrive de s'installer temporairement à Santo Domingo, San Juan de Puerto Rico, Cartagena de Indias, Portobelo ou bien La Havane, où, plusieurs mois par an, ses navires sont carénés. L'action épisodique de cette armada au parcours chaotique s'est poursuivie jusqu'en 1749, année de sa dissolution définitive, mais son histoire au XVIIe siècle aura été, selon l'expression de Bibiano Torres, « celle d'une frustration » ; et son effet sur la protection de La Havane, quasi nul. **E. V.**



GIANNI DAGLI ORTI / AURIMAGES


BRIDGEMAN IMAGES

RAZZIA
Durant toute la première moitié du XVIe siècle, la cité, insuffisamment défendue, est la proie des pirates – notamment des Français –, attirés par ces nefs aux cales pleines des richesses du Nouveau Monde qui y font escale, en route vers l'Europe. *Gravure de Théodore de Bry (XVIe s.).*

sur tout l'or et l'argent qu'ils peuvent trouver, les pirates s'emparent également de pièces de cuir stockées sur les quais. Une fois leur sac terminé, ils mettent le feu aux habitations et repartent tranquillement vers la France.

Quelques mois plus tard, le 4 mai 1538, le même scénario se reproduit presque à l'identique : l'équipage d'une patache française dérobe des objets de valeur ainsi que les cloches de l'église, avant d'incendier la bourgade. Chaque fois, les autorités municipales envoient rapports et missives à Madrid, en implorant le roi de renforcer les défenses de la cité. La Couronne finit par réagir. Au début des années 1540, La Havane est dotée d'une tour fortifiée équipée de pièces d'artillerie, ce qui lui permet de mieux affronter la visite d'un nouveau pirate français, Robert Baal, qui fond sur la ville le 31 octobre 1543. Son escadrille de quatre bâtiments tente de pénétrer dans la baie, mais les tirs de canons l'en empêchent. Le flibustier décide alors de débarquer sur la côte, au milieu de l'actuel Malecón, pour attaquer la petite ville par voie terrestre. Mais sa petite armée est décimée par les habitants en armes. Dépité, Baal rebrousse chemin. La Havane est sauvée. Pas pour longtemps, malheureusement. Alors que le renforcement des défenses a prouvé son efficacité, les autorités espagnoles négligent l'entretien de la tour et de son armement. Qui ne tardent pas à tomber en ruine. Comme le port continue d'abriter une quantité croissante de richesses en transit vers l'Europe, l'appétit des pirates est aiguisé et, au cours de l'été 1555, La Havane subit le raid le plus dévastateur de toute son histoire.

L'électrochoc du 5 août 1555

Le 10 juillet, le corsaire Jacques de Sores parvient à s'emparer de la cité, qui s'était pourtant préparée à repousser l'assaut. Ses hommes prennent leurs quartiers dans les demeures les plus confortables et se livrent à des beuveries pendant deux semaines, tout en pourchassant les habitants, qui ont trouvé refuge dans le village voisin de Guanabacoa. Le gouverneur, Gonzalo Pérez de Angulo, tente bien une contre-attaque avec 300 hommes de la région, mais l'opération finit en déroute. Au



La cité trois fois née

Depuis le XVIe siècle circule à La Havane une légende selon laquelle la troisième et dernière fondation de la ville aurait eu lieu le 16 novembre 1519, en présence de Bartolomé de Las Casas, qui aurait célébré une messe pour l'occasion. Selon ce récit, le premier conseil municipal se serait déroulé au pied d'une *ceiba* (un arbre proche du baobab) et, depuis lors, chaque année, une cérémonie religieuse est organisée à l'endroit présumé de l'événement, sur le côté est de l'actuelle place d'Armes. En 1754, une nouvelle *ceiba* fut plantée pour remplacer la première et un obélisque commémoratif fut érigé à son pied. En 1828, le gouverneur de l'île fit ajouter un petit édifice en forme de temple néoclassique, le Templete *(illustr.)*, à l'intérieur duquel le peintre Jean-Baptiste Vermay exécuta une fresque représentant la fondation de la ville. Tous les ans, le 16 novembre à minuit, le site attire de nombreux Havanais, qui font trois fois le tour de l'arbre en silence puis jettent des pièces sur ses racines en formulant un vœu. **E. V.**

cours des jours suivants, les Français rasent méthodiquement La Havane, mettent le feu à l'église et coulent les bateaux ancrés au port. Ils finissent par quitter la ville le 5 août 1555, laissant derrière eux un spectacle de désolation.

À Madrid, ce nouvel affront fait l'effet d'un électrochoc. Pendant que les habitants reconstruisent patiemment leur cité, qui est à nouveau attaquée en septembre 1555, la Couronne met au point un ambitieux programme de renforcement des défenses terrestres de ses principaux ports américains, à commencer par La Havane. Le roi y finance, sur ses propres deniers, la construction d'une imposante forteresse, baptisée la Real Fuerza, dont il est toujours possible d'admirer la silhouette massive, au nord de la place d'Armes, verrouillant l'accès à la baie. Commencé en 1558, l'édifice n'est terminé qu'en 1582. Deux nouvelles forteresses, Los Tres Reyes del Morro et San Salvador de La Punta, viennent par la suite compléter le dispositif militaire à l'entrée du chenal. Entre-temps, les autorités espagnoles ont décidé de réorganiser le trafic maritime entre la péninsule

LE GROS BOURG ANTILLAIS DEVIENT EN QUELQUES ANNÉES **LA TROISIÈME VILLE D'AMÉRIQUE, APRÈS MEXICO ET LIMA**

Ibérique et l'Amérique. À partir de 1561, tous les navires de commerce sont contraints de suivre des routes prédéfinies : sur le chemin du retour, le passage par La Havane devient une obligation légale, ce qui entérine définitivement la prééminence de la cité sur le plan régional. Dans ce système, appelé « Carrera de Indias » (« route des Indes »), les voyages se font en convoi, sous la protection de bâtiments militaires, et seuls deux ports détiennent le monopole des échanges transatlantiques : Séville et La Havane.

COLL. MARC WALTER / ADOC-PHOTOS

Du fracas des canons au boom économique

La nouvelle législation et les avantages fiscaux accordés au cours des années suivantes à la cité provoquent une croissance économique et démographique vertigineuse. Le gros bourg antillais devenant en quelques années la troisième cité d'Amérique, après Mexico et Lima. Les passages réguliers de flottes y déversent des milliers de marins et de passagers, qui sont autant de consommateurs à satisfaire, tandis que des montagnes de marchandises s'amoncellent sur les quais et dans les entrepôts. Protégées par les épaisses murailles de la Real Fuerza, les caisses de métaux précieux extraits des mines péruviennes et mexicaines s'entassent sous la protection de soldats, en attendant de regagner Séville. Comme le résume l'historien cubain Manuel Moreno Fraginals : « La Havane ne possédait aucune mine d'or ni d'argent, mais sur les eaux de sa baie transitait tout l'or et l'argent d'Amérique. »

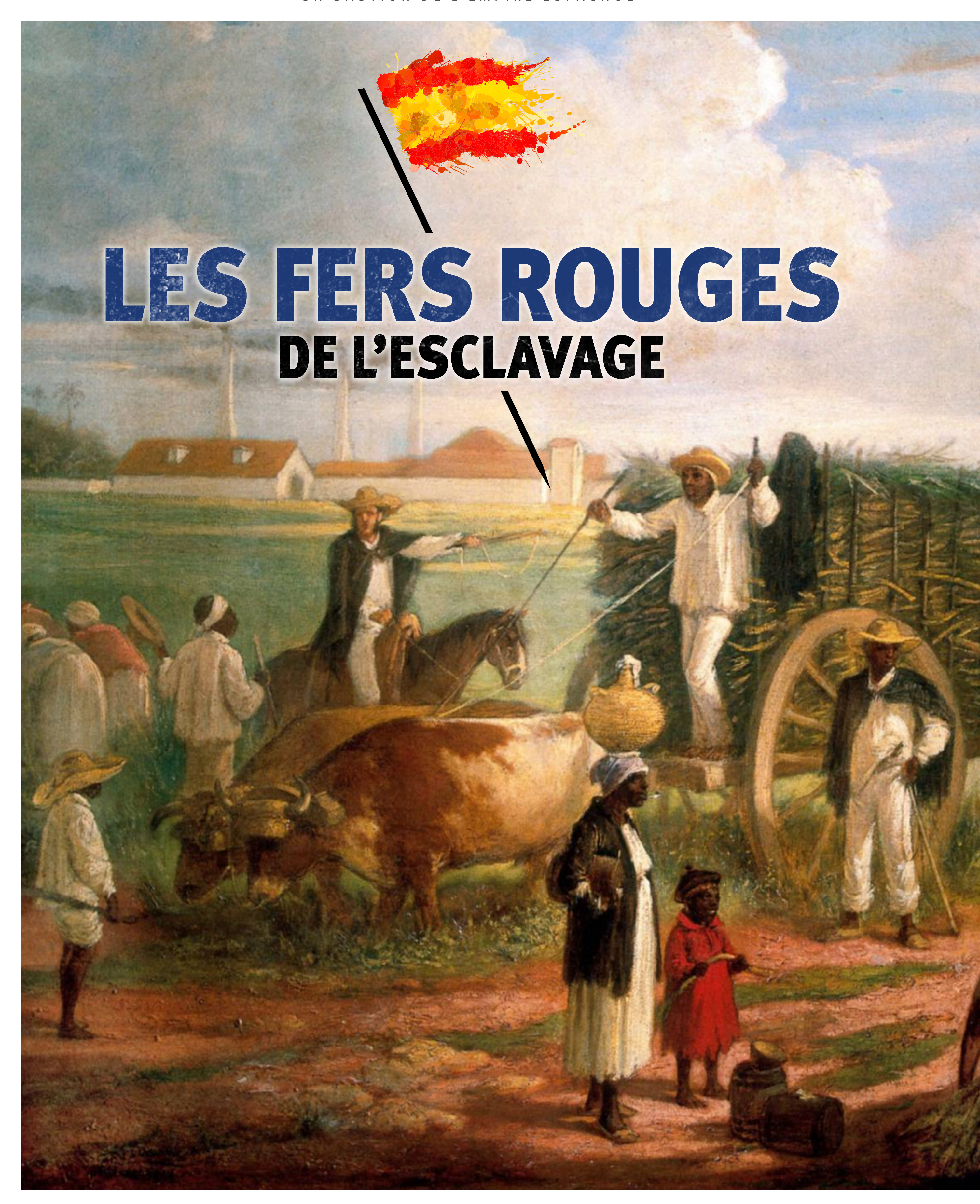
À partir des années 1570, le tissu urbain s'étend rapidement, l'architecture s'embellit et, vers 1600, la population frôle les 10 000 habitants, parmi lesquels la moitié environ sont des esclaves africains. Les plus chanceux parviennent à racheter leur liberté et forment un groupe social à part, les *negros horros*, qui s'efforcent de participer à la vie économique florissante de la cité. Jamais, depuis sa fondation, la ville n'a été aussi prospère.

L'essor de La Havane est désormais imparable. En 1592, la ville obtient le titre honorifique de *ciudad* puis, en 1607, elle est désignée capitale de l'île, en lieu et place de Santiago de Cuba, la cité de l'Est. Son blason, qui représente une clé surmontée de trois tours crénelées, résume son rôle dans l'empire colonial espagnol : celui d'un bastion stratégique, contrôlant l'accès à la Méditerranée américaine. Une position enviable, qui ne cessera de susciter les convoitises étrangères au cours des siècles à venir… ■



AKG-IMAGES / ALBUM / ORONOZ

HAVRE Sur cette carte datant de 1580 environ se distinguent nettement deux tours de part et d'autre du chenal menant à la baie intérieure, la forteresse Real Fuerza (au centre), qui en verrouille l'entrée, et les premières habitations sur la rive ouest, là où la ville s'établit à partir de 1519.



LES FERS ROUGES DE L'ESCLAVAGE



AISA/LEEMAGE

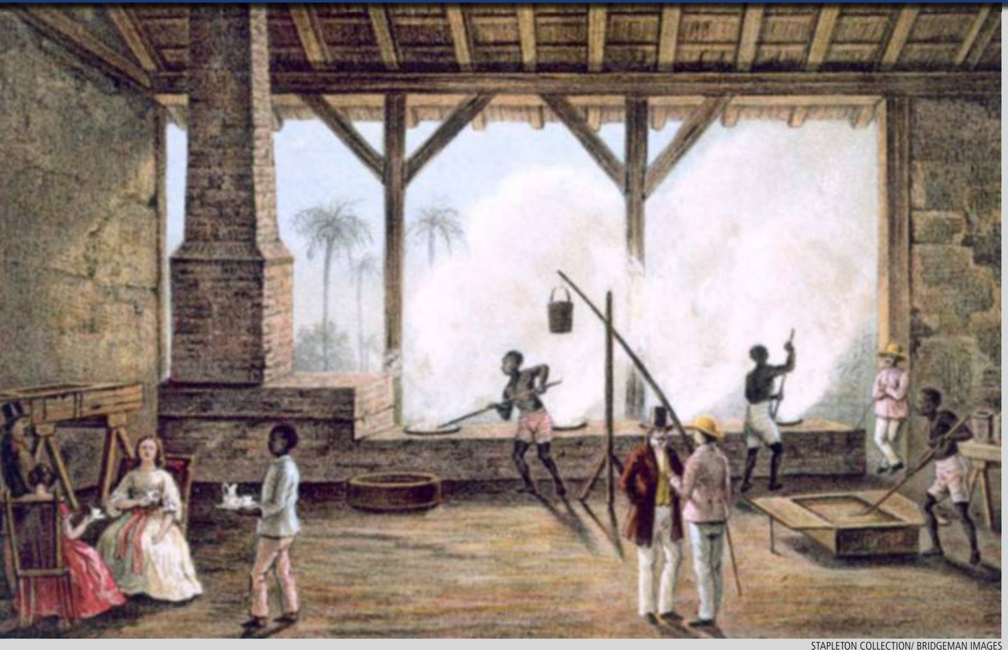
Pour pallier l'hécatombe de la main-d'œuvre indigène, l'Espagne se tourne vers l'Afrique. Une décision qui marquera à jamais l'histoire de l'île. *Par Éric Roulet*

L'esclavage d'origine africaine est un élément constitutif de la société cubaine à l'époque coloniale. Elle en porte encore de nos jours les stigmates. Les captifs venus d'Afrique ont été introduits probablement dès la conquête espagnole. Ils sont alors peu nombreux, mais le flux d'arrivée est constant tout au long du XVIe et du XVIIe siècle. Leur importante mortalité et le déséquilibre des sexes (ce sont surtout des hommes) exigent un approvisionnement régulier pour maintenir le niveau de la main-d'œuvre nécessaire aux activités économiques. Ainsi, entre 1511 et 1760, plus de 60 000 Africains passent dans la grande île, sans compter tous ceux morts lors de la traversée de l'Atlantique ou transportés illégalement par des contrebandiers ou des capitaines de navires étrangers. Le développement de l'esclavage s'explique surtout par la baisse démographique amérindienne, qui prive les colons d'une main-d'œuvre locale pour leurs entreprises, la faiblesse du peuplement espagnol et le type d'activités économiques.

Échangés contre des produits manufacturés

Le déplacement et la soumission totale de populations d'Afrique s'imposent comme des évidences aux Espagnols. Le commerce des esclaves est assuré par des particuliers qui ont obtenu de la monarchie un contrat pour introduire dans l'empire les captifs échangés sur le littoral africain contre des produits manufacturés. Les Portugais occupent au XVIe siècle une place importante dans ce trafic ; ils fondent des comptoirs pour faciliter les contacts avec les chefs locaux et obtenir des captifs. Ils effectuent aussi des raids sur les côtes pour en capturer. Au XVIIe siècle, les Hollandais prennent les places portugaises et s'imposent dans le commerce négrier.

EXPLOITATION L'écrasante majorité des esclaves est employée dans le secteur de la canne à sucre. D'autres remplacent les Indiens dans les mines d'or et de cuivre. Les mieux lotis officient comme domestiques en ville. *Tableau de Victor Patricio de Landaluze (1828-1874), musée des Beaux-Arts de La Havane.*





Le boom du sucre, de la plantation à l'industrialisation

STAPLETON COLLECTION/ BRIDGEMAN IMAGES

JUTEUX Les tiges de canne sont broyées pour en extraire le jus. Mis à bouillir, celui-ci est ensuite transvasé de cuve en cuve par des esclaves, avec une cuillère, afin de l'épurer. À partir de 1791, une insurrection ébranle la colonie sucrière de Saint-Domingue (Haïti), leader mondial de la production, qui ne s'en remettra jamais. Une aubaine pour Cuba.

« SACCHAROCRATIE » Les *ingenios* (sucreries) prolifèrent alors (228 en 1796, 534 en 1817). Les ingénieurs français ayant fui Saint-Domingue modernisent l'appareil de production cubain. Des fortunes s'érigent et le secteur requiert plus d'esclaves : de quelques milliers à la fin du XVIIIe siècle, ils sont presque 90 000 vingt ans plus tard.

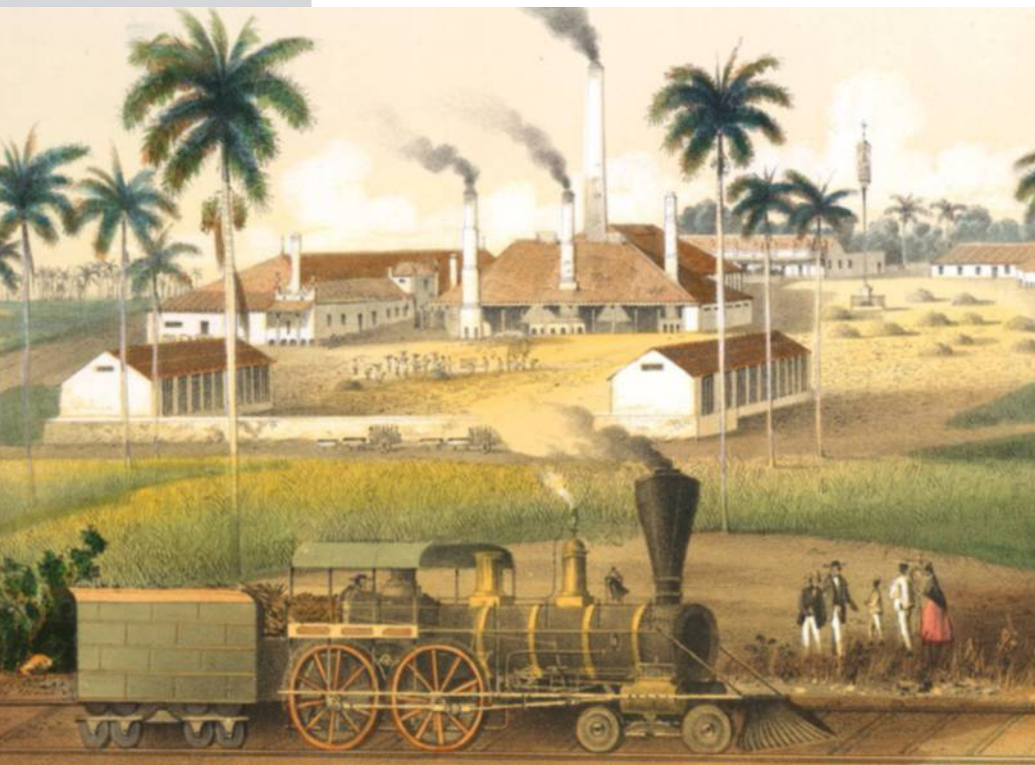
DE 1511 À 1760, PLUS DE 60 000 AFRICAINS PASSENT PAR CUBA, SANS COMPTER CEUX **MORTS LORS DE LA TRAVERSÉE**

Sous la coupe d'un maître, les esclaves sont privés de liberté. Leurs conditions de vie sont singulièrement différentes selon leur lieu d'exercice et le travail demandé. La grande majorité travaille la terre dans de petites structures agricoles ou dans des ateliers – le temps de la grande plantation n'est pas encore arrivé. D'autres descendent dans les mines pour en extraire de l'or ou chargent et déchargent les navires dans les ports. Le travail est souvent dur, pénible et parfois accompagné de mauvais traitements. Les esclaves domestiques vivent principalement en ville. Ils côtoient le monde des Blancs, sans toutefois s'y mêler, et bénéficient de davantage de liberté. Certains peuvent racheter leur liberté à leur maître grâce au petit pécule qu'ils ont amassé. Parfois aussi, les maîtres les affranchissent par piété religieuse ou pour couvrir leurs amours illicites. Les affranchis grossissent le groupe des libres de couleur qui anime la vie urbaine. Ils sont très présents dans l'artisanat et les petits commerces. Ils sont aussi nombreux que les esclaves au XVIIIe siècle et fondent des associations d'entraide, qui souvent les regroupent par origines ethniques. Ils n'en demeurent pas moins aux franges d'une société cubaine fortement hiérarchisée. On distingue des Blancs les affranchis et libres de couleur et les esclaves. Les maîtres blancs tiennent l'île. Les affranchis ne peuvent prétendre aux emplois publics ni entrer dans l'armée. Les mariages entre Blancs et libres de couleur demeurent mal perçus.

Progressivement, les esclaves noirs s'acculturent. Ils apprennent l'espagnol et sont convertis de



BRITISH LIBRARY/BRIDGEMAN IMAGES



BRITISH LIBRARY/ BRIDGEMAN IMAGES

À TOUTE VAPEUR En 1763, l'île exporte 5 000 t de sucre ; un siècle plus tard, 42 000 t – soit une progression de 10 000 % ! Le sucre et ses produits dérivés représentent alors 58 % des exportations de produits agricoles. Le chemin de fer, introduit dans les années 1830, en reliant les zones de production au port de la capitale, contribue à cet essor.

force au christianisme. Ils participent à la vie de l'Église, animent les confréries, sans toutefois délaisser leurs rites et leurs coutumes, pratiqués en secret. Des syncrétismes voient le jour : les cérémonies chrétiennes se parent de couleurs et d'éléments africains. Danses et chants se mêlent. Les divinités africaines sont apparentées aux saints catholiques. Ainsi naît, à partir d'éléments de la culture yoruba du Nigeria, la santeria.

Plus nombreux que les Blancs

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle s'ouvre avec le sucre un nouveau cycle de l'économie cubaine qui va profondément modifier la société et les rapports socio-économiques. Cuba se couvre alors de grands domaines consacrés à la canne à sucre. La promotion du commerce libre par les autorités métropolitaines et la demande soutenue en Europe et en Amérique laissent entrevoir des affaires fructueuses. La révolte des esclaves dans l'île voisine de Saint-Domingue en 1791 affecte la capacité de production de sucre du principal producteur de l'époque. Une occasion unique aussitôt saisie par les élites cubaines, dûment renforcées par l'exil des planteurs français *(lire p. 29)*. D'autres plantations se développent : tabac, café, indigo… Les besoins de main-d'œuvre sont

Un témoignage accablant sur la vie des esclaves

Au début du XIXe siècle, le voyageur français, Étienne Michel Masse livrait un témoignage révolté de la façon dont les esclaves sont exploités dans l'île : « On les excède de travail, on les fait mourir à la peine. Ils sont naturellement sobres ; excellente raison pour les laisser mourir de faim. On a pensé qu'ils étaient hommes de la nature, et ils vont tout nus, même dans les mornes, où la fraîcheur de l'air, à certaines heures et dans certaines saisons, est quelquefois très vive. On a vu qu'ils dorment peu, et certains maîtres ne veulent pas qu'ils dorment du tout. On connaît leur extrême sensibilité, on sait combien leurs désirs sont impétueux, et le peu de femmes qu'on amène de Guinée servent aux plaisirs de leurs tyrans […] Les sucreries surtout sont le théâtre affreux des abus dont je parle. C'est là un travail excessif et sans relâche, [une] souffrance sans remède. Aussi [les] regarde-t-on comme des lieux de punition pour les esclaves de ville, et même pour ceux des caféières. Ah ! C'est pour ceux-là que la langue humaine n'a point d'expression qui rende toute l'horreur de leur sort. » **E. R.**

considérables et le nombre d'esclaves augmente fortement. Il passe de 50 000 en 1774 à plus de 400 000 en 1841. L'approvisionnement se diversifie. Les esclaves viennent du golfe de Guinée, d'Angola et, de plus en plus, du Mozambique.

Les rapports de la société cubaine en sont modifiés. Les planteurs s'affirment comme une force économique et politique. Les esclaves sont désormais plus nombreux que les Blancs. Mais leur importance numérique fait craindre des soulèvements et génère de la méfiance. Les dures conditions de vie et de travail, les mauvais traitements et les abus des maîtres conduisent les esclaves à se réfugier sur les hauteurs, dans les cavernes ou les bois, où ils fondent de petites communautés loin des centres de peuplement espagnols. On les appelle les « marrons ». Les autorités leur livrent une guerre sans relâche. La législation royale tente bien de réprimer les abus des propriétaires – ainsi les esclaves obtiennent-ils le droit de s'adresser à un tribunal pour se plaindre de leur maître –, mais elle est peu suivie et les droits ne sont pas exercés. Cuba vit alors ses plus grandes heures. Le commerce des esclaves est à son apogée. La production augmente et dynamise le commerce vers la métropole. Les choix qui ont été opérés sur l'île en font une singularité dans le monde hispanique. Mais ils sont en butte à de nombreuses critiques…

Dès la fin du XVIIIe siècle, les mouvements abolitionnistes en Angleterre et en France réclament la fin de la traite et de l'esclavage. Les responsables politiques européens, pressés par leurs opinions publiques, s'engagent alors progressivement dans cette voie. Le commerce des esclaves est aboli par la plupart des puissances dans les premières décennies du XIXe siècle. L'esclavage, lui, en revanche, demeure autorisé. L'Espagne abolit la traite en 1817, sous la pression de l'Angleterre, mais les élites cubaines, qui ont de nombreux intérêts dans l'économie sucrière, ne se plient pas à ces nouvelles règles et choisissent de s'approvisionner illégalement. Les campagnes abolitionnistes et les pressions des puissances se faisant chaque jour plus fortes, ce commerce devient plus risqué. Le prix des esclaves augmente et déstabilise un peu plus encore l'économie de plantation.

En 1865, les États-Unis, premier partenaire économique de Cuba, abolissent à leur tour l'esclavage. Cela se traduit à Cuba par de profondes divisions entre les planteurs. Les uns privilégiant le modèle esclavagiste en favorisant la démographie des esclaves, tandis que les autres préfèrent le développement du salariat en faisant venir des travailleurs d'Europe (notamment d'Espagne) et d'Asie (surtout des Chinois). Ces tensions s'expriment lors de la guerre des Dix Ans (1868-1878). Le secteur sucrier en sort ruiné. L'esclavage sera aboli en 1886. Mais rien n'est prévu pour aider les anciens captifs à s'insérer dans la société. Ils forment ainsi une nouvelle catégorie de travailleurs pauvres et exploitables à souhait pour les besoins des grandes propriétés… ■

SUR LE SUJET

Esclavage et économie de plantation à Cuba (1789-1886)
d'Elsa Capron (PUF, 2014, 21 €)

–

Havana and the Atlantic in the Sixteenth Century
d'Alejandro de La Fuente (The University of North Carolina Press, 2011, 35 $)

–

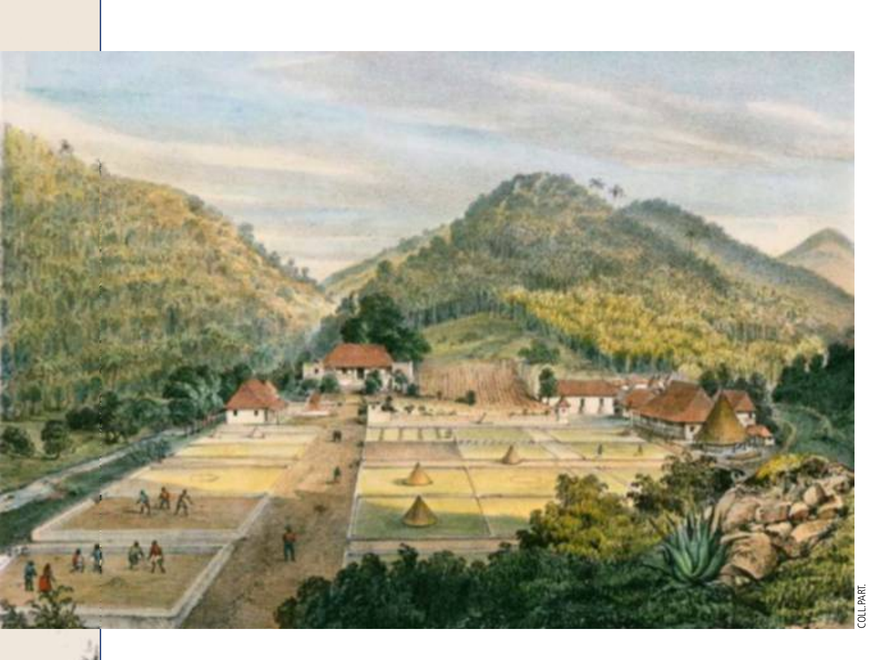
Essor des plantations et subversion antiesclavagiste à Cuba (1791-1845)
d'Alain Yacou (Karthala, 2010, 35 €)



COLLECTION PARTICULIÈRE

ÉPERDUS Certains captifs brisent leurs chaînes et se réfugient dans des zones reculées (montagnes, cavernes, bois). Ces « nègres marrons » (du castillan *cimarrón* : animal domestique redevenu sauvage après s'être enfui), qui entrent parfois en rébellion, restent toutefois sous la menace des *rancheadores* (chasseurs d'esclaves).

L'EXODE DES PLANTEURS FRANÇAIS


COLL. PART.

MADE IN FRANCE
Chassés de l'île voisine de Saint-Domingue, les colons français, qui apportent leur savoir-faire dans les plantations, sont à l'origine du boom sucrier cubain du milieu du XIXe s.

En 1791, la révolte des esclaves de Saint-Domingue et les désordres qui s'ensuivent conduisent bon nombre de colons français à gagner l'île voisine de Cuba, en espérant que la tension retombe pour pouvoir rentrer. Ainsi, 20000 à 30000 Français de toutes conditions (libres, mulâtres) seraient partis pour Cuba. Ils arrivent avec ce qu'ils ont pu sauver de leurs biens et quelques esclaves et s'établissent principalement dans la partie orientale de l'île. Certains ont tout perdu. Ils savent que leur exil est définitif. Cuba est leur nouvel horizon.

Les autorités espagnoles voient d'un assez bon œil arriver planteurs de canne à sucre et de café, techniciens et artisans, dont elles espèrent qu'ils vont dynamiser l'économie insulaire. Elles sont en revanche plus circonspectes envers les esclaves qui les suivent, car elles craignent qu'ils ne propagent des idées révolutionnaires auprès de ceux qui sont dans l'île. Les colons français apportent un savoir-faire indéniable, parfois quelques capitaux. Ils participent à la modernisation de l'appareil de production. Les moulins où sont broyées les cannes se perfectionnent, les voies de communication (chemins, routes et canaux) s'améliorent, l'irrigation des habitations et l'alimentation des moulins à eau se développent. Les planteurs français sont à la tête d'exploitations de dimensions très diverses. Ils s'intéressent surtout au café, mais ils ont aussi une importance considérable dans le développement de la culture de la canne à sucre – à l'image de Pierre de Bauduy de Bellevue, qui fonde une sucrerie dans la province de Matanzas dans les années 1820. Les productions cubaines de sucre et de café augmentent tout au long du XIXe siècle – malgré une chute entre 1808 et 1815, à la suite de l'expulsion des Français dans le contexte de la guerre entre l'Empire et l'Espagne. La production de sucre passe ainsi de 12000 tonnes vers 1789 à 50000 en 1821. Elle culminera à 761000 tonnes en 1867.

Ce boom sucrier a de profondes incidences sur la société cubaine. Le nombre d'esclaves augmente fortement (malgré l'interdiction de la traite) et les habitations sucrières et caféières couvrent tout le pays, assurant la fortune des planteurs. Le développement du chemin de fer, à partir des années 1830, contribue largement à la diffusion du modèle des plantations sucrières dans tout le pays. La production du tabac est tout orientée vers le marché américain. L'impact des Français ne se limite cependant pas à ce seul aspect économique. Ils promeuvent aussi les spectacles et tout un art de vivre que les élites locales envient et vont copier. La présence des planteurs de cette origine est attestée tout au long du XIXe siècle. Du haut du pavé de la société cubaine, ils se mêlent à la bourgeoisie locale par mariage et optent dans la plupart des cas pour la naturalisation espagnole. Le poète parnassien José Maria de Heredia (1842-1905), par exemple, descend par sa mère de l'une de ces familles. Si l'émigration française vers Cuba est relativement faible au XIXe siècle, elle bénéficie de cette antériorité des planteurs pour occuper une place de choix dans l'île. ■ **E. R.**



L'ÉPHÉMÈRE PARENTHÈSE ANGLAISE

Alliée à la France dans la guerre de Sept Ans, l'Espagne s'est mis à dos Albion. En 1762, les *redcoats* fondent sur Cuba.

Par Edmond Dziembowski

EN ROUGE ET NOIR
Une fois l'île conquise, les Anglais dopent les échanges commerciaux en ouvrant La Havane au trafic international (notamment avec les 13 colonies d'Amérique). et déclenchent, pendant dix mois, une explosion de la production agricole. Revers de la médaille : des milliers d'esclaves africains sont enrôlés pour répondre à cette demande. *Huile sur toile de Dominique Serres (v. 1770).*

NATIONAL MARITIME MUSEUM, GREENWICH/LEEMAGE

« Je ne vous détaillerai pas les conséquences terribles pour la monarchie d'Espagne et pour la France que l'on peut prévoir de cette perte » : c'est un duc de Choiseul d'humeur sombre que nous découvrons en ce mois d'octobre 1762. Le ministre de Louis XV vient d'apprendre une nouvelle qui sème la consternation à Versailles et à Madrid : la prise de La Havane par les troupes britanniques.

La guerre de Sept Ans fait alors rage depuis 1756. Conflit colonial né de la rivalité franco-britannique en Amérique du Nord et en Inde, il s'est étendu à l'Europe et au reste du monde. En 1761, le conflit paraît sur le point de s'achever. Les objectifs que le gouvernement britannique s'est assignés sont atteints. La marine de guerre française est presque anéantie. Privé de vaisseaux, Louis XV est incapable de renverser le cours des choses. Son ministre n'a pourtant pas dit son dernier mot. Choiseul joue sa dernière carte, la diplomatie. Il sait que le nouveau roi d'Espagne, Charles III, ne porte pas l'Angleterre dans son cœur. En vertu du traité d'alliance entre les Bourbons de France et d'Espagne du 15 août 1761, Charles III s'engage aux côtés des Français.

L'Angleterre déclare la guerre à l'Espagne le 2 janvier 1762. Londres frappera le nouveau belligérant au cœur historique de son empire : Cuba. Le 6 juin, le corps expéditionnaire commandé par le comte d'Albemarle, escorté par la flotte de l'amiral Pocock, arrive au large de La Havane. Le gouverneur de l'île, Don Juan de Prado, est abasourdi par le spectacle de l'armada anglaise : 180 navires convoyant plus de 12000 soldats ! Prado s'aperçoit un peu tard qu'il a péché par négligence. S'étant fié à la renommée d'invincibilité de Cuba, il n'a pris aucune disposition sérieuse pour en renforcer les défenses. Ses craintes se vérifient aussitôt : les *redcoats* débarquent sans rencontrer de résistance notable et entament le siège du Castillo de los Tres Reyes del Morro, forteresse réputée inexpugnable qui se dresse dans le nord de la ville.

Cette notoriété ne paraît pas surfaite. Malgré la pluie de bombes qui s'abat sur El Morro, rien n'indique une reddition rapide. Lorsque l'assaut final est donné le 30 juillet, la progression britannique se fait dans la douleur, les troupes se heurtant à la résistance acharnée des Espagnols. Mais avec la principale forteresse de la ville aux mains de Britanniques, la résistance se révèle illusoire. L'armée espagnole et la flotte de guerre de Charles III ont subi de lourdes pertes : trois vaisseaux ont été coulés dans le port, et neuf autres pris par l'ennemi. Le 12 août, le gouverneur Prado se résout à la reddition. Le lendemain, Cuba commence à vivre à l'heure anglaise.

« Des larmes de sang »

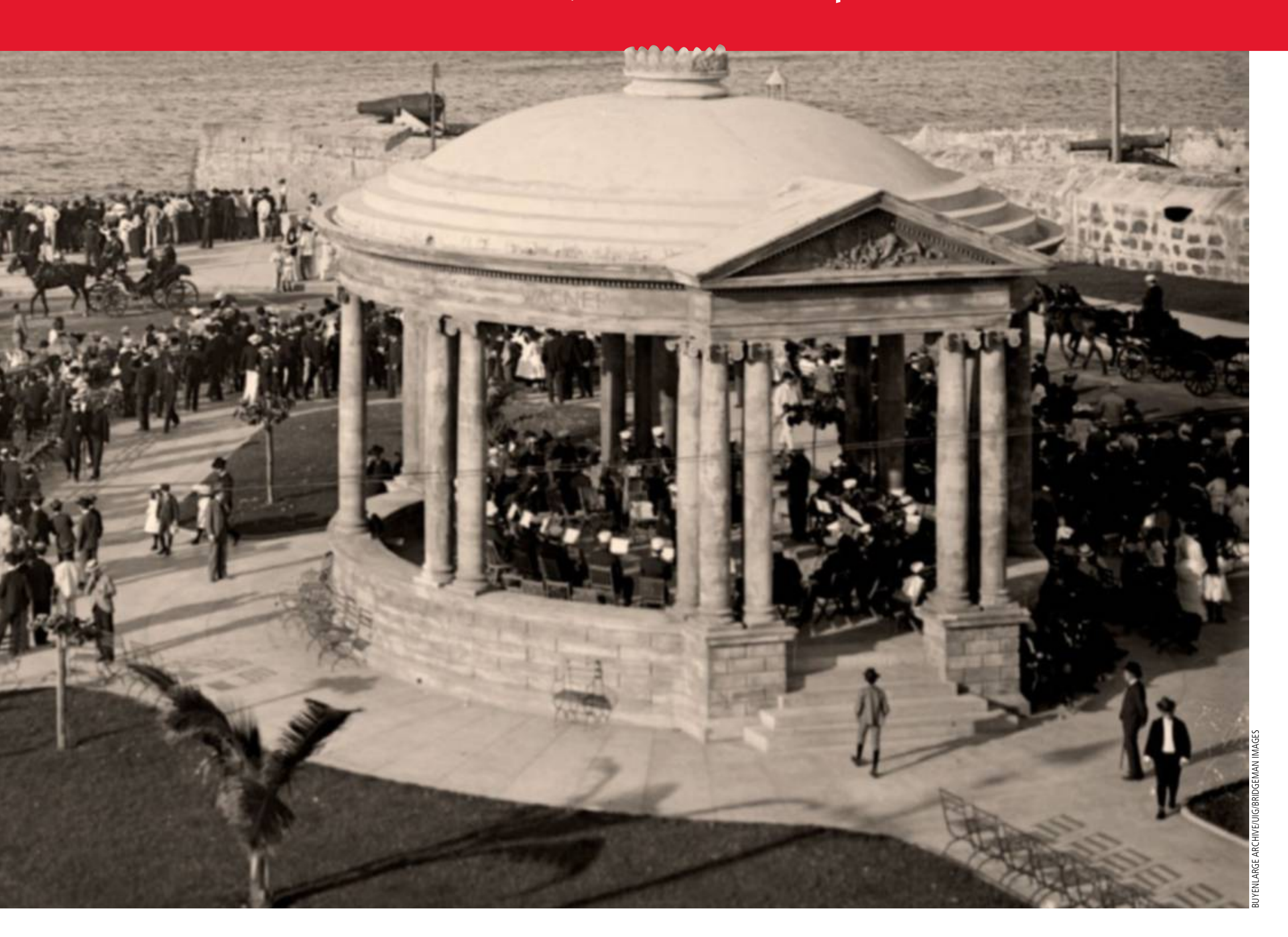
La nouvelle est connue en Europe au début du mois d'octobre. Elle tombe au pire moment pour la France et son alliée. Les pourparlers de paix vont alors bon train. À Versailles, l'envoyé britannique, le duc de Bedford, négocie avec le duc de Choiseul et l'ambassadeur d'Espagne, le marquis de Grimaldi ; à Londres, le duc de Nivernais est en pourparlers avec le ministère de lord Bute. Déjà peu amènes avant la nouvelle de la prise de La Havane, les interlocuteurs de Nivernais raidissent immédiatement leurs positions. « Toutes les têtes du conseil anglais et de la nation anglaise sont entièrement tournées », soupire notre ambassadeur. Redoutant les effets de « ce fanatisme universel », Nivernais en « pleure des larmes de sang ». Il n'a pas tort de se lamenter. Les compensations territoriales exigées par l'Angleterre à l'Espagne modifient en les aggravant les clauses du traité concernant la France.

Signée le 10 février 1763, la paix de Paris, qui règle le volet colonial de la guerre de Sept Ans, marque la fin de l'épisode anglais de Cuba. En échange de la restitution de l'île, l'Espagne doit céder la Floride à l'Angleterre. Chagriné d'avoir entraîné son homologue dans un conflit aussi désastreux, Louis XV offre en dédommagement à Charles III la Louisiane. La parenthèse anglaise de Cuba aura rayé de la carte ce qui subsistait encore, après la perte du Canada, conquis par les *redcoats* en 1760, de la Nouvelle-France. ■



LE CHEMIN VERS L'INDÉPENDANCE

Au XIXe siècle, l'île s'invente un destin loin de Madrid. L'Espagne s'inquiète des appétits du géant américain et du contrecoup, pour sa colonie esclavagiste, du mouvement abolitionniste. Les Cubains, rêvant d'autarcie, s'interrogent sur un futur à trois inconnues : réformisme, annexion ou indépendance ?



BUYENLARGE ARCHIVE/UIG/BRIDGEMAN IMAGES

LES PREMIÈRES SALVES DE LA RÉVOLUTION

Accablées de taxes, les élites locales se soulèvent contre les autorités coloniales en 1868. Une première guerre d'indépendance qui va durer dix ans. *Par Farid Ameur*

PANTHÉON
Les principaux artisans de la guerre des Dix Ans (1868-1878) sont réunis dans cette lithographie américaine de 1896. De g. à dr. et de haut en bas : Máximo Gómez, chef de l'Armée de libération cubaine, Antonio Maceo, partisan de l'abolition, José Martí, poète et chantre de l'indépendance, Salvador Cisneros, futur président de la « république en armes », et le général Calixto García.

Samedi 10 octobre 1868. Le jour se lève au-dessus de la plantation de sucre de La Demajagua, près de Manzanillo, dans l'est de Cuba. Son propriétaire, Carlos Manuel de Céspedes, peine à contenir son émotion. Du haut d'une estrade en bois, il vient d'annoncer à ses esclaves, d'une voix tonitruante, qu'il leur rendait la liberté et les invitait à lutter à ses côtés contre la domination coloniale. Son excitation fébrile n'a d'égale que son inquiétude. Ce riche héritier natif de la ville de Bayamo, avocat de profession et poète à ses heures perdues, a appris quelques heures plus tôt qu'il avait été dénoncé aux autorités.

Voilà des mois que Carlos Manuel de Céspedes prépare secrètement, avec d'autres planteurs de la province de l'Oriente, tous les détails d'une conjuration destinée à renverser le pouvoir. Aussi, le temps presse. D'une manière symbolique, il brandit un drapeau étoilé, synonyme de liberté, et énumère les griefs qu'il nourrit à l'égard de la Couronne espagnole. Porté par son élan, il actionne la cloche de son moulin et lance un appel aux armes, événement connu dans l'histoire cubaine sous le nom de «*grito* [«cri»] *de Yara*».

Dans un fracas de sabots, des cavaliers s'en vont déjà répandre le mot d'ordre de l'insurrection générale dans les campagnes environnantes. Le lendemain, faute d'armes et de munitions, les insurgés échouent à prendre la ville de Yara. Mais les graines de la rébellion sont semées. Fidèles à leur parole, les planteurs de la région font cause commune avec les partisans de Céspedes et arment leurs esclaves de piques et de machettes. Ainsi prend forme une armée de libération nationale, dite «*mambise*» par ses adversaires. Peu de temps après, la petite troupe de va-nu-pieds reprend l'offensive. Elle s'empare de huit villes de la province, dont Tunas, Manzanillo et Jiguaní, avant d'assiéger la garnison espagnole de Holguín. Des débuts suffisamment prometteurs pour lui permettre d'étoffer ses rangs jusqu'à 12000 hommes à la fin de l'année 1868.

Un chant rebelle devenu hymne national

À Guáimaro, la population se soulève à l'instigation de Salvador Cisneros Betancourt et d'Ignacio Agramonte, deux compagnons de Céspedes. Notons que, lors de la chute de Bayamo, le poète Pedro Figueredo compose *La Bayamesa*, un air appelé à devenir l'hymne national cubain. La contagion révolutionnaire s'explique par les errements de l'administration coloniale autant que par le contexte économique et social. Joyau de la Couronne espagnole, la «perle des Antilles» tire sa



CUBA'S HEROES AND THEIR FLAG
MAXIMO GOMEZ
COMMANDER IN Chief
Gen. ANTONIO MACEO.
JOSÉ MARTÍ
KILLED AT DOS RIOS MAY 19th 1895.
FATHER OF THE REVOLUTION
SOUVENIR LITHOGRAPH OF THE GRAND CUBAN-AMERICAN FAIR
MADISON SQUARE GARDEN
NEW YORK CITY. N.Y. U.S.A.
May 25 – 30 1896.
SALVADOR CISNEROS
PRESIDENT OF THE CUBAN REPUBLIC
Gen. CALIXTO GARCIA
Chairman.
Secretaries.
Treas.
General Manager

EN SEPTEMBRE 1868, UN COUP D'ÉTAT À MADRID DÉPOSE ISABELLE II. CUBA Y VOIT **LE SIGNAL DE LA RÉVOLTE**

richesse de la culture de produits tropicaux (sucre, café et tabac principalement) et de l'élevage. Le régime de la plantation y est solidement établi, surtout dans l'ouest de l'île. L'esclavage en forme la pierre angulaire : c'est elle qui fixe les fortunes et les hiérarchies, imposant un système pyramidal dominé par de riches propriétaires créoles. Or, après la dure récession de 1857, le fossé se creuse entre les autorités espagnoles *(peninsulares)* et les élites locales *(criollos)*.

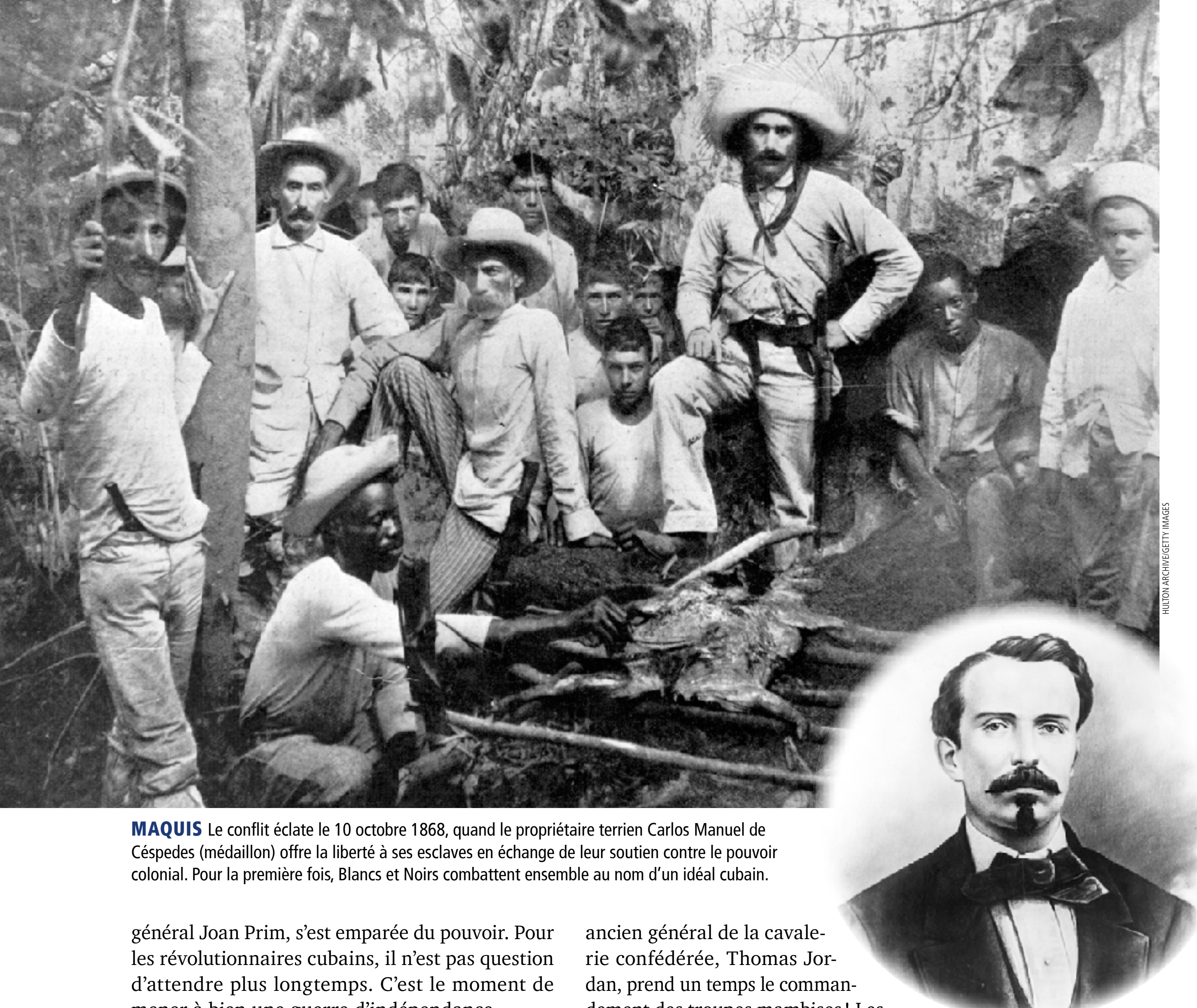
Sur le Vieux Continent, la mère patrie est en proie à de graves difficultés. Une série de *pronunciamientos* (coups d'État) provoque l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement hostile à la moindre concession. Au contraire, l'administration coloniale se durcit. Elle revoit à la hausse le système fiscal, instaure un impôt direct sur toute propriété rurale ou citadine (à hauteur d'environ 10 % de leur valeur) et impose des taxes supplémentaires sur les licences de commerce. Une manne financière que l'on espère suffisante, à Madrid, pour renflouer les caisses de l'État, mises à mal par des expéditions hasardeuses sur le continent africain, une guerre désastreuse en République dominicaine (1863-1865) et enfin une défaite navale retentissante face à la coalition péruvo-chilienne (1865-1866). Les Cubains crient au scandale. Ils estiment que leurs droits sont d'autant plus lésés que l'Espagne avait semblé jadis prêter une oreille complaisante, sinon à leurs revendications autonomistes, du moins à leurs aspirations libérales. De La Havane à Santiago, le torchon ne tarde pas à brûler. Sur place, l'autorité militaire s'intensifie, les journaux sont censurés, et les opposants envoyés en exil. Méfiante, elle se rappelle que les élites créoles ont noué des liens étroits avec les réformistes américains et qu'elles sont, ne serait-ce qu'en partie, à l'origine des offres d'achat et demandes d'annexion formulés par les États-Unis.

Une « république en armes »

Au fil des années, l'image de la mère patrie continue à s'effriter. Nombre de colons estiment que le moment est venu de se soustraire à une autorité lointaine et tatillonne. Des comités de patriotes se réunissent dans la plus grande clandestinité pour débattre de l'hypothèse d'un recours aux armes. En septembre 1868, une révolte éclate à Lares, sur l'île de Porto Rico, mais sans succès. C'est alors qu'arrive une nouvelle totalement inattendue d'Europe… La reine Isabelle II a été déposée ! Une junte militaire, sous les ordres du

Le théâtre *bufo* : instrument de résistance populaire

Le 31 mai 1868, au théâtre Villanueva, la troupe des *Bufos habaneros* inaugure un genre théâtral appelé à jouer un rôle significatif dans le processus de construction d'une identité nationale cubaine. Dans un registre burlesque et satirique, il donne la part belle à la culture créole en adaptant les éléments essentiels du théâtre populaire espagnol aux réalités locales. Tirées d'œuvres écrites par des dramaturges tels que Francisco Covarrubias, Jacinto Valdés et Francisco Fernández, les pièces sont généralement courtes, mises en musique et entrecoupées de dialogues humoristiques, voire vulgaires, entre des personnages aussi stéréotypés que le *negrito* (le Noir), la *mulata* (la mulâtresse), le *guarito* (le paysan) et le *gallego* (le Galicien, archétype de l'Espagnol). Prônant des idéaux de liberté et hostile à la domination coloniale, le théâtre *bufo* connaît un tel succès que les autorités espagnoles s'en inquiètent. Les représentations, à vrai dire, ont tendance à devenir le prétexte à des discours enflammés au nom de l'indépendance. Le 22 janvier 1869, les soldats espagnols font irruption en plein spectacle au théâtre Villanueva pour procéder à des arrestations, obligeant de nombreux artistes à l'exil. Le genre, lui, survivra au conflit et réapparaîtra après la paix de Zanjón, dans une forme plus élaborée. **F. A.**


HULTON ARCHIVE/GETTY IMAGES

MAQUIS Le conflit éclate le 10 octobre 1868, quand le propriétaire terrien Carlos Manuel de Céspedes (médaillon) offre la liberté à ses esclaves en échange de leur soutien contre le pouvoir colonial. Pour la première fois, Blancs et Noirs combattent ensemble au nom d'un idéal cubain.

BRIDGEMAN IMAGES

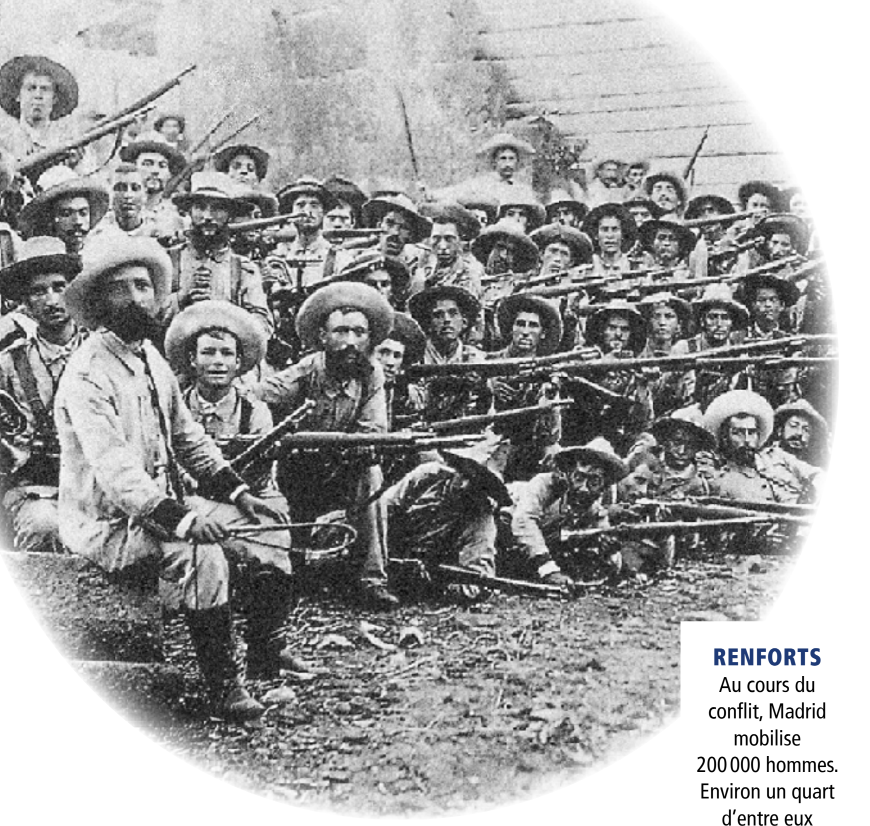
général Joan Prim, s'est emparée du pouvoir. Pour les révolutionnaires cubains, il n'est pas question d'attendre plus longtemps. C'est le moment de mener à bien une guerre d'indépendance.

Contre toute attente, les événements s'enlisent dans une impasse sanglante. Mal préparées à lutter contre la guérilla, les troupes espagnoles tardent à réagir et s'épuisent dans de vaines poursuites. À la tête d'une armée de quelque 20 000 hommes, le général Dulce doit recruter 30 000 volontaires parmi la population locale, c'est-à-dire des colons espagnols et des Cubains loyalistes. Les insurgés, quant à eux, tâchent d'étendre leur sphère d'action à tout l'est de l'île. Insaisissables et pleins d'allant, ils frappent à l'improviste, pillent les dépôts d'approvisionnement de leurs adversaires puis disparaissent dans les profondeurs de la forêt. Le 10 avril 1869, les principaux chefs de la rébellion se réunissent à Guáimaro. À l'unanimité, ils adoptent une Constitution provisoire, bannissent l'esclavage et élisent Carlos Manuel de Céspedes à la présidence de la « république en armes ».

Séduits par la cause de l'indépendance cubaine ou par esprit d'aventure, des volontaires étrangers viennent garnir leurs rangs, notamment des vétérans de la guerre de Sécession. Si bien qu'un ancien général de la cavalerie confédérée, Thomas Jordan, prend un temps le commandement des troupes mambises ! Les Américains, à la vérité, soutiennent les rebelles et leur expédient en sous-main les vivres, les armes et les équipements dont ils ont besoin. Après trois années de lutte, le cabinet de Madrid envoie un contingent de 54 000 hommes supplémentaires sous le commandement du général Cándido Pieltán. Peine perdue.

Les deux camps se rendent coup pour coup

Bien qu'ils subissent chacun de graves revers, aucun des deux camps ne parvient à remporter la décision militaire. Les belligérants se rendent coup pour coup. En janvier 1869, les Ibériques reprennent la ville de Bayamo, dans l'est de l'île, et l'emportent à El Saldillo. En mars 1872, les guérilleros prennent leur revanche à Loma del Burro, avant d'enchaîner, pendant l'été, une série de succès dans la région de Guantánamo. En février 1874, ils sont de nouveau victorieux lors du combat de Naranjo, affrontement en marge duquel Céspedes est tué par une patrouille espagnole. Deux mois plus tard, ils s'imposent encore à Las Guásimas. Chaque fois, ils sont incapables



RENFORTS
Au cours du conflit, Madrid mobilise 200 000 hommes. Environ un quart d'entre eux perdront la vie.

PHOTO12/ORONOZ

cependant d'exploiter leur avantage. En novembre 1876, ils perdent le contrôle d'Estrada Palma. Un revers qui marque pour eux le début de la fin. Sur le front des opérations, la folie meurtrière le dispute à l'héroïsme. Faute d'adhésion de la population, la rébellion n'a pas réussi à s'étendre dans les provinces occidentales de l'île, en particulier celles de Pinar el Rio, Havana et Matanzas. Tout juste peut-elle se targuer d'y compter quelques îlots de résistance clandestine, comme à Vuelta Abajo.

Dissensions dans le camp séparatiste

Dans l'Est, en revanche, c'est le chaos. Non sans soulever de vives polémiques, y compris dans leur propre camp, Máximo Gómez, Calixto García et Antonio Maceo, les principaux artisans de la guérilla, mènent une guerre de dévastation, une œuvre de ruine qui n'épargne pas les civils. Cuba est à feu et à sang. Aux expropriations, destructions, sabotages et réquisitions succèdent les meurtres, représailles et violences sur les personnes. Inspirés autant par l'intensification de la lutte que par l'esprit de vengeance, les Espagnols cèdent eux aussi à la surenchère de la violence. Un événement est demeuré tristement célèbre. En novembre 1873, ils passent par les armes 53 membres de l'équipage du *Virginius*, un ancien corsaire confédéré qu'ils ont surpris dans les eaux internationales alors qu'il acheminait une cargaison de vivres et de marchandises à destination des révolutionnaires.

Après une décennie de lutte implacable, l'équilibre des forces en présence bascule en faveur des Espagnols. D'autant que des dissensions internes minent le camp séparatiste. Manuel de Quesada et Antonio di Cesnola, qui ont pris la succession de Céspedes, n'ont pas les moyens de faire entendre leur voix et de jouer les rassembleurs. Leur successeur, Tómas Estrada Palma (le futur premier président de Cuba), n'est pas plus heureux, bien qu'il parvienne à convaincre la majorité de ses partisans de s'asseoir à la table des négociations. La priorité, pour lui, est de sortir de l'impasse en négociant une paix de compromis.

Plus de 200 000 Cubains, rebelles et civils, ont payé de leur vie l'expérience révolutionnaire. En décembre 1876, le général Martínez Campos, représentant du gouvernement espagnol, a entamé des négociations pour que cessent les hostilités. En octobre 1877, la capture de Tómas Estrada Palma précipite la fin du conflit. Le 10 février 1878, les belligérants signent un armistice à Zanjón. Malgré les combats sporadiques que livrent encore pour quelques semaines des irréductibles groupés autour de Maceo, la guerre est finie. L'heure est au recueillement et à la reconstruction. Mais pour combien de temps ? ■

Un vent de liberté

La paix de Zanjón marque une étape capitale dans le processus de l'indépendance. Car, si elle réaffirme son autorité sur l'île, la Couronne espagnole consent à la mise en œuvre de réformes de la société coloniale. Elle accorde la liberté aux esclaves rebelles en 1880, s'engageant sur la voie d'une politique abolitionniste qui sera sanctionnée par la loi six ans plus tard. À cela vient s'ajouter la reconnaissance d'une société multiraciale. En 1893, le gouverneur Emilio Calleja octroie l'égalité civile aux Noirs, contribuant ainsi à renforcer l'éclosion du sentiment national cubain. Cette vague de réformisme est symbolisée notamment par la création des premiers partis politiques en août 1878 (*Partido Liberal Autonomista*, progressiste, et *Unión Constitucional*, plus conservateur). Leurs représentants siègent à Madrid pour faire entendre leurs doléances et participer à certains votes. Ce n'est pas tout. Avec la liberté de la presse, la liberté de réunion et la liberté d'expression, les Cubains obtiennent l'abrogation du régime de censure et un net assouplissement de l'administration coloniale. Des journaux (*El Cubano libre*, La Discusión, *La Igualdad*) défendent le droit à l'autodétermination. Autant de concessions qui marquent la fin d'une époque et obligent l'Espagne à admettre l'existence d'un débat officiel sur la question de l'indépendance. **F. A.**

LA « REVANCHE SANGLANTE » DES GUÉRILLEROS

La signature des accords de Zanjón n'accorde qu'un répit provisoire aux troupes espagnoles. Nombre de guérilleros *mambises* n'acceptent pas la défaite et se réfugient dans les montagnes, où ils sont enclins autant à la rapine qu'au pillage. Le 15 mars 1878, Antonio Maceo, leur meneur, obtient une entrevue avec le gouverneur Martínez Campos pour lui signifier son désaccord. C'est la protestation de Baraguá. Mais les rebelles, à court de vivres, sont contraints de déposer les armes deux mois plus tard. Désabusé, Maceo s'embarque, via la Jamaïque, pour les États-Unis, où il espère lever des fonds pour financer un nouveau soulèvement. Il y reçoit un accueil triomphal. C'est que les émigrés cubains n'ont pas perdu espoir de chasser les Espagnols hors de l'île. Le Comité révolutionnaire cubain, sous la présidence de José Francisco Lamadriz, s'active pour entretenir l'agitation. Il dispose de relais dans l'ensemble des îles caribéennes, aux États-Unis, au Mexique, au Venezuela, au Nicaragua et en Colombie. En exil, José Martí, le futur héros national, sensibilise l'opinion à la cause cubaine. Réfugié au Honduras, Calixto García, quant à lui, guette le moment propice. Sans détour, il annonce publiquement son intention de prendre une « revanche sanglante ».

Le 24 août 1879, des troubles éclatent à La Rioja, près de Holguín. Descendus des montagnes, les guérilleros assaillent les soldats espagnols aux cris de « *Independencia o muerte !* ». Forts de ce premier succès, ils en remportent un deuxième à Gibara. En quelques semaines, l'insurrection s'étend à toute la partie orientale de l'île. En novembre, elle gagne la province centrale de Las Villas. Mais les troupes coloniales, disciplinées et bien commandées, stoppent net sa progression. Les rebelles ne trouvent plus le même appui auprès de la population. Les hommes de José Maceo (frère d'Antonio), de Guillermo Moncada et d'Emilio Nuñez sèment la terreur. Bien que les combats restent sporadiques, la menace est constante. De petits groupes d'insurgés se déplacent à couvert dans les campagnes, harcèlent les patrouilles, attaquent les fermes, coupent les voies de communication et, lorsque les circonstances s'y prêtent, se lancent à l'assaut des garnisons espagnoles. Des centaines d'esclaves, y voyant l'occasion de briser leurs chaînes, abandonnent leurs plantations pour se joindre à eux. Pour mater la résistance, le gouverneur Camilo Polajieva met sur pied des unités de contre-guérilla et exploite les divisions adverses. Lasses des exactions perpétrées par les *mambises*, les élites cubaines désavouent la révolte. Elles convainquent l'opinion publique que le soulèvement discrédite la cause de l'indépendance. Au printemps 1880, la rébellion n'est plus qu'une coquille vide. Acculés dans leurs derniers retranchements, les guérilleros ne se battent plus qu'avec l'énergie du désespoir. La mort dans l'âme, Monceo et Moncada se rendent en juin, avec 370 de leurs partisans. Le retour d'exil de Calixto García ne change rien. Lui-même fait sa reddition au cours de l'été. La paix revient sur Cuba. Du moins provisoirement. ■ **F. A.**



MEL LONGHURST/ANDIA

INSOUMIS Antonio Maceo, l'un des leaders de la guerre des Dix Ans, refuse la paix de Zanjón, en 1878, par laquelle seuls les esclaves insurgés sont affranchis. Il décide de continuer la lutte pour obtenir l'abolition totale de l'esclavage.



THE DUTY OF THE HOUR:—TO SAVE HER NOT ONLY FROM SPAIN BUT FROM A WORSE FATE.



1898 : UNE ÎLE ENTRE DEUX FEUX

La nouvelle rébellion qui secoue l'île va dégénérer en un conflit entre l'Espagne et les États-Unis. Avec La Havane pour récompense. *Par Bertrand Van Ruymbeke*

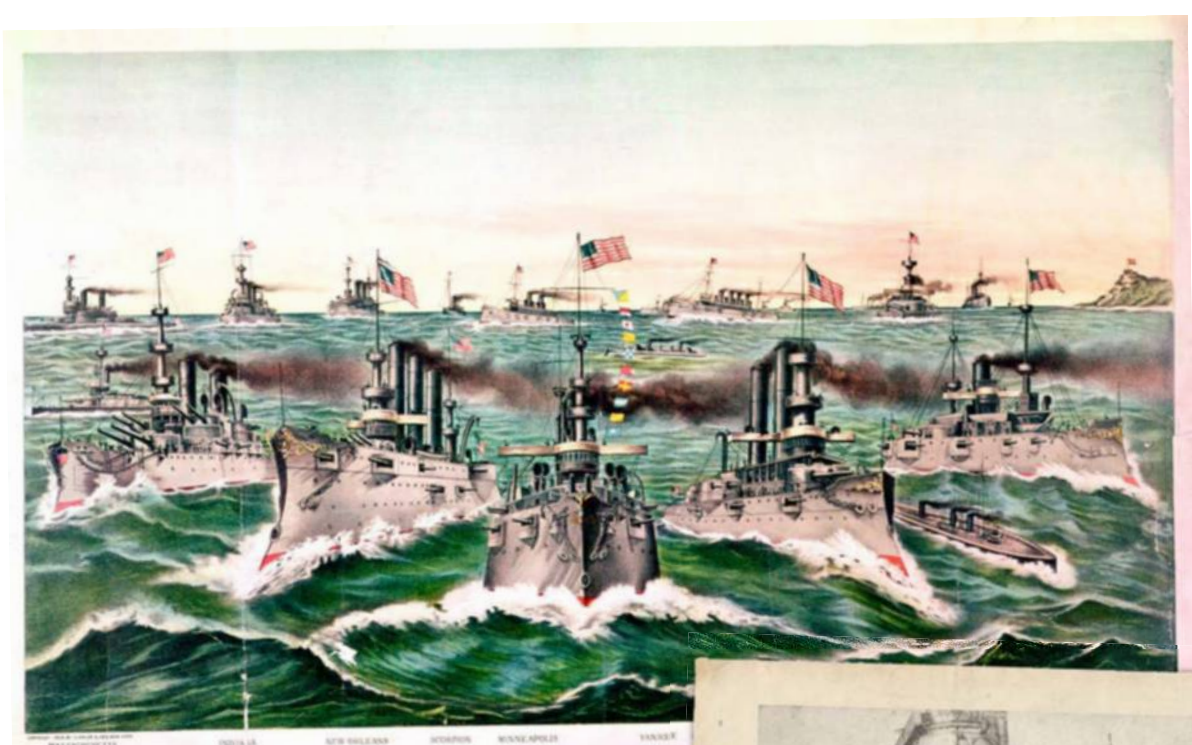
Le 15 février 1898, le cuirassé américain *Maine* explose puis coule dans la rade de La Havane. Le bilan est terrible : 260 morts. L'enquête conclura à une explosion accidentelle mais, au printemps 1898, la destruction du *Maine* est perçue par les États-Unis comme une déclaration de guerre. Le contexte, il est vrai, est des plus explosifs… Après un premier conflit entre des révoltés cubains et l'Espagne, la guerre de Dix Ans (1868-1878), les indépendantistes se soulèvent de nouveau en 1895. Les Américains, qui détiennent à Cuba d'importants intérêts commerciaux et économiques (50 millions de dollars d'investissements en 1890), notamment dans le sucre, s'intéressent de près à ce soulèvement. Une campagne pro-cubaine et grossièrement anti-espagnole se répand à travers le pays, activement relayée par les expatriés cubains et la presse à sensation. En 1895, quelque 2 000 personnes défilent dans les rues de New York en faveur de la cause cubaine.

L'opinion publique américaine est informée de manière très partiale sur la guerre hispano-cubaine. Les Espagnols sont décrits comme des oppresseurs tortionnaires et sanguinaires. Non seulement le conflit est interprété dans une perspective anticolonialiste, comme une guerre d'indépendance contre une puissance royaliste et européenne, mais surtout, dans un climat de surenchère médiatique, de nombreuses anecdotes, exagérées ou inventées, témoignant de la violence des Espagnols circulent aux États-Unis. L'une d'entre elles raconte l'histoire (fausse) de trois Cubaines mises à nue dans un navire en partance pour les États-Unis par des soldats espagnols, qui les accusent de faire passer des informations aux indépendantistes réfugiés en Amérique.

Rabibocher ex-nordistes et sudistes

Au-delà de l'outrage, l'histoire de ces jeunes femmes recèle une valeur symbolique, car Cuba est précisément perçue aux États-Unis comme une princesse, violentée par son bourreau espagnol et destinée à être sauvée par le chevalier américain. Par-delà la cause cubaine, cette campagne pro-indépendantiste, qui assimile le soulèvement du Cuba à la guerre d'indépendance des *insurgents*

EXPLOSIF
Cuba, opprimée et menacée par les siens – insurgés et autonomistes. Une caricature de l'hebdomadaire *Puck* conforme à la vision que l'Amérique a de l'île. Les États-Unis, volant à son secours, se lancent, selon l'historien Pierre Mélandri, dans « une croisade romantique et officiellement idéaliste ».



BRIDGEMAN IMAGES

DÉROUTE L'US Navy, équipée de croiseurs cuirassés, écrase une Armada dépassée. Le 3 juillet, jouant son va-tout dans la baie de La Havane, la flotte espagnole engage six vaisseaux – qu'elle perd tous.

contre Londres tout juste un siècle auparavant, est par extension un moyen de pression sur la présidence et le Congrès pour un engagement militaire de l'Amérique.

Or, la crise cubaine intervient à un moment clé de l'histoire des États-Unis. Depuis 1865, année qui clôt la guerre de Sécession, l'Amérique opère un long et difficile processus de réconciliation entre anciens nordistes et sudistes. Dans les années 1890, alors que la rapide industrialisation et l'immigration de masse accentuent l'écart économique entre les États du Nord et ceux du Sud, cet effort de réconciliation n'est pas encore parachevé. La plaie laissée par ce conflit fratricide est encore vive. Une guerre contre un ennemi extérieur, et de surcroît pour une belle cause, permettrait de retrouver des soldats du Sud et du Nord unis dans la même armée.

Par ailleurs, en 1890, la Frontière, c'est-à-dire la ligne de progression du peuplement avançant inexorablement vers l'ouest depuis les premiers temps de la colonisation, a été déclarée fermée. Les États-Unis ont besoin d'une «nouvelle frontière» – pour anticiper à près d'un siècle d'écart les mots du président Kennedy. La Frontière s'est toujours matérialisée dans l'histoire du pays par l'acquisition de nouveaux territoires. Cette fois-ci, elle est ultramarine et impériale, avec Cuba, Porto Rico, Guam, Samoa et Hawaii. L'intervention américaine à Cuba fait donc partie d'une stratégie globale qui est loin de se limiter aux seules Antilles, mais considère l'Atlantique et le Pacifique comme son espace de réalisation. En 1898, les États-Unis,

No. 2 "EVACUATION DAY," HAVANA, CUBA, JANUARY 1, 1899.

MERRYCK LIBRARY, MIAMI/ CUBAN HERITAGE COLLECTION

EN BERNE Le 1er janvier 1899, les dernières troupes ibériques quittent la capitale. «À midi pile […], écrit l'historien Emmanuel Vincenot, les couleurs espagnoles furent descendues du mât où elles ondoyaient depuis quatre cents ans.» Pour être aussitôt remplacées par celles de la bannière étoilée.

qui ont acquis la Californie aux dépens du Mexique en 1848 et acheté l'Alaska aux Russes en 1867, se voient désormais comme une puissance potentielle sur les deux océans. Le contrôle de Cuba, et accessoirement de Porto Rico, permettrait de surveiller l'accès caribéen d'un canal transocéanique, soit au Nicaragua, soit en Colombie, à la hauteur de l'actuel Panamá, auquel on réfléchit de plus en plus aux États-Unis, en rivalité avec les Français. L'annexion de Hawaii donnerait encore plus de valeur à cet éventuel canal car les Américains seraient en position de force du côté atlantique comme du côté pacifique.

Fort désir missionnaire protestant

Dans ces années 1880 et 1890, les États-Unis s'imposent comme puissance industrielle et économique. Alors que le marché intérieur est encore bien loin d'être unifié, certains économistes et politiques revendiquent la nécessité de conquérir des marchés, notamment en Asie, et de renforcer leur position aux Antilles et en Amérique latine. L'Amérique, qui voit les Européens se partager l'Afrique et, avec les Japonais, l'Asie, la Chine notamment, éprouve le besoin de contrôler l'approvisionnement en matières premières afin de ne pas dépendre de ses rivaux impériaux.

Les États-Unis souhaitent aussi acquérir des bases navales îliennes aux Antilles (Guantánamo) et au Pacifique (Pearl Harbor et Samoa) afin d'offrir des rades pour se ravitailler à ses marines, de guerre et marchande, et des points d'appui stratégiques. Par ailleurs se mêle à ces considérations un fort désir missionnaire protestant, qui voit en l'évangélisation des natifs de ces territoires une nouvelle mission américaine. Enfin, il est temps, estiment les Américains, de faire respecter la doctrine de Monroe, énoncée en 1823 contre toute ingérence européenne aux Amériques sans l'appui militaire ou diplomatique des Britanniques.

L'impérialisme américain naît ainsi d'impératifs commerciaux, stratégiques, maritimes, diplomatiques, religieux, militaires et d'un fort désir de puissance. Trois hommes incarnent cette vision aux multiples facettes : le président Theodore Roosevelt, le capitaine de vaisseau Alfred T. Mahan, qui théorise la stratégie maritime des États-Unis de la période à partir d'une analyse de la puissance anglaise à l'époque moderne, et Josiah Strong, un pasteur expansionniste qui voit dans l'activité missionnaire la panacée aux maux dont souffre cette Amérique nouvellement industrialisée et en quête de belles causes. La crise cubaine tombe à pic. Même si le milieu économique est partagé, car la guerre n'est pas propice au commerce, l'opinion publique et la classe politique sont prêtes pour un conflit. Celui-ci sera bref : cent neuf jours (25 avril-13 août 1898). Les Américains interviennent à Cuba, à Porto Rico et aux Philippines, possession espagnole depuis 1560 – ce qui n'était pas prévu à l'origine, mais est venu comme le fruit inattendu d'une série de victoires faciles –, tout en annexant Hawaii.

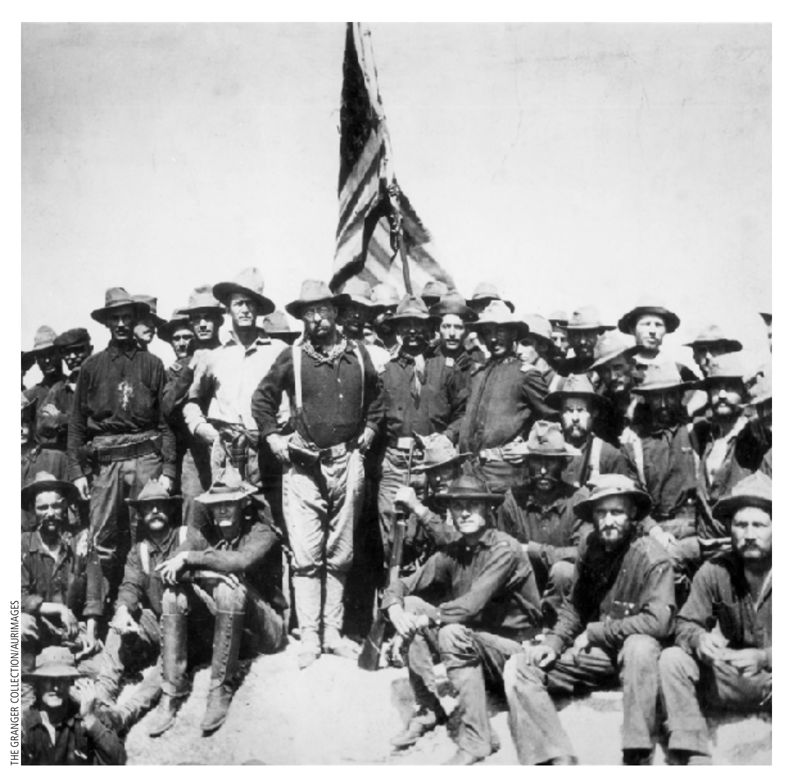
Les États-Unis veulent frapper le plus rapidement possible l'Espagne sans lui laisser le temps de se

LES INDÉPENDANTISTES RAPPELLENT AUX ÉTATS-UNIS **LE COMBAT DE LEURS *INSURGENTS***



BUYENLARGE ARCHIVE/UIG/BRIDGEMAN IMAGES

CUBA LIBRE Défaits dans les Antilles et le Pacifique, les Espagnols perdent leurs dernières colonies (Philippines, Guam, Porto Rico). Le traité de Paris, signé le 10 décembre 1898, entérine l'indépendance de Cuba. Ainsi s'achève, selon le secrétaire d'État John Hay, « une splendide petite guerre ».


THE GRANGER COLLECTION/AURIMAGES

PORTE-DRAPEAU Pour compléter ses troupes régulières (30 000 hommes environ), l'armée américaine fait appel à 200 000 volontaires. Theodore Roosevelt, le futur président des États-Unis (au centre, portant des bretelles), est l'un d'eux. Reconçant à son mandat de secrétaire d'État à la Marine, il prend les armes et, à la tête de ses *Rough Riders*, enlève, le 1er juillet, la colline stratégique de San Juan aux Espagnols.

La colline sanglante de San Juan

Le 1er juillet 1898, à l'aube, les soldats du général Shafter se lancent à l'assaut des positions de Santiago, où l'armée espagnole s'est constitué une excellente ligne de défense. Sous un déluge de feu, les troupes américaines sont tenues en échec. Pour tourner les flancs de l'ennemi, les assaillants s'avancent crânement, la baïonnette au canon et sous une chaleur étouffante, sur le terrain escarpé des collines de San Juan. Grâce à l'appui de leurs mitrailleuses, ils parviennent à s'approcher, tant bien que mal, des tranchées adverses. Mais la résistance énergique qui leur est opposée déconcerte leurs calculs. C'est un carnage. Sur leur aile droite, ils sont tout près de battre en retraite lorsque le lieutenant-colonel Theodore Roosevelt, le futur président des États-Unis, mène sa colonne de cavalerie *(Rough Riders)* dans une charge spectaculaire qui a pour effet d'inverser le cours de la bataille. Malgré de lourdes pertes, le corps expéditionnaire américain se rend maître du terrain et entame le siège de Santiago. Le 17 juillet, les forces espagnoles, qui connaissent de graves problèmes de ravitaillement, capitulent. La bannière étoilée flotte dans les rues de la vieille cité coloniale. Déjà, l'issue de la lutte ne fait plus aucun doute. **FARID AMEUR**

renforcer. L'armée américaine ne comptant que 30 000 hommes, le président McKinley lance un appel pour 200 000 volontaires, auquel les Américains répondent en masse. Les États-Unis décident de frapper sur deux fronts : aux Antilles et dans le Pacifique.

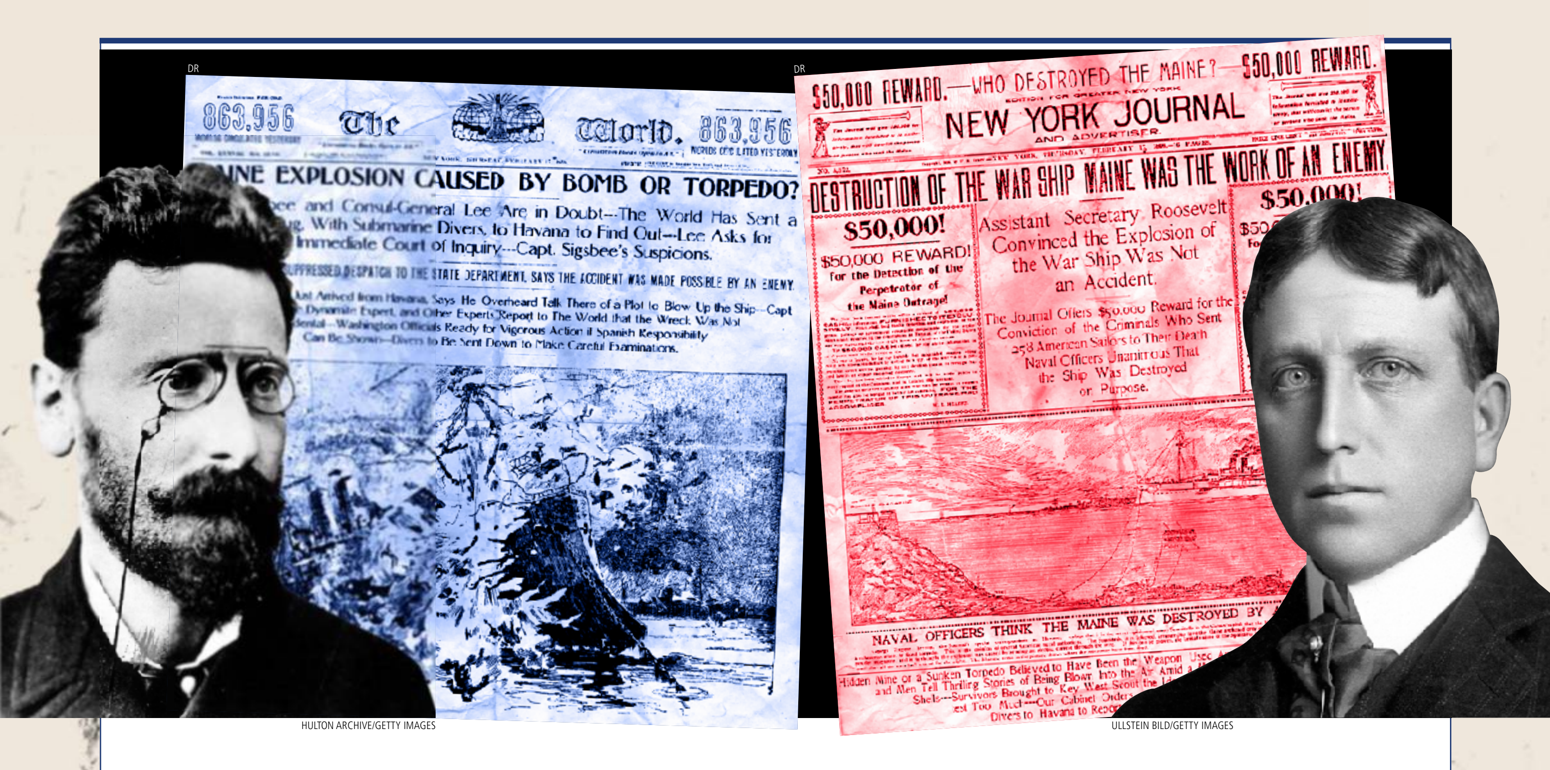
War room à la Maison-Blanche

Cette guerre éclair n'est qu'une série éclatante de victoires américaines. À la surprise générale, le 1er mai, le contre-amiral George Dewey détruit la flotte espagnole dans la rade de Manille. Le 27, la flotte américaine de l'Atlantique fait le blocus du port de Santiago, dans l'est de Cuba. Le 10 juin, les *marines* débarquent à Guantánamo. Le 20, Guam est capturé. Le même jour, plus de 40 navires avec 16 000 hommes de troupe, commandé par le général William Shafter, approchent de Santiago. Le 1er juillet, Theodore Roosevelt, qui a démissionné de son poste de secrétaire adjoint à la Marine pour former un régiment, capture la colline de San Juan, surplombant Santiago, avec ses *Rough Riders*. Le 3 juillet, les navires américains détruisent la flotte ennemie, qui tente de quitter le port de Santiago. Le 8, les États-Unis annexent Hawaii. Le 17, Santiago tombe. Le lendemain, l'Espagne demande la paix. Le 25 juillet, les Américains débarquent à Porto Rico. Le 13 août, ils capturent Manille, avec l'appui de révoltés philippins.

Le 10 décembre 1898, un traité de paix est signé à Paris : Cuba obtient son indépendance et les États-Unis acquièrent Porto Rico, Guam et les Philippines – pour lesquelles ils versent à l'Espagne 20 millions de dollars. Le conflit a fait 5 000 morts côté américain, dont 400 au combat, le reste de maladies (fièvre jaune, typhus, dysenterie). Outre une flotte et un armement modernes, la guerre a été conduite à Washington d'une manière efficace, avec un centre de commandement installé pour la première fois à la Maison-Blanche.

« Une splendide petite guerre », écrira plus tard le secrétaire d'État John Hay. En Espagne, la désillusion est immense face à ce drame national. Cuba, contrairement à Hawaii et aux Philippines, n'est finalement pas annexée par les États-Unis, mais l'amendement Platt, inséré dans la Constitution cubaine de 1901, en fait de facto un protectorat américain. ■

PULITZER ET HEARST : COUPS BAS ET MANCHETTES


DR

863,956 The World. 863,956

MAINE EXPLOSION CAUSED BY BOMB OR TORPEDO?

Sigsbee and Consul-General Lee Are in Doubt---The World Has Sent a Tug, With Submarine Divers, to Havana to Find Out---Lee Asks for Immediate Court of Inquiry---Capt. Sigsbee's Suspicions.

SUPPRESSED DESPATCH TO THE STATE DEPARTMENT, SAYS THE ACCIDENT WAS MADE POSSIBLE BY AN ENEMY.

Just Arrived from Havana, Says He Overheard Talk There of a Plot to Blow Up the Ship---Capt. Dynamite Expert, and Other Experts Report to The World that the Wreck Was Not Accidental---Washington Officials Ready for Vigorous Action if Spanish Responsibility Can Be Shown---Divers to Be Sent Down to Make Careful Examinations.

DR

$50,000 REWARD.—WHO DESTROYED THE MAINE?—$50,000 REWARD.

NEW YORK JOURNAL AND ADVERTISER

DESTRUCTION OF THE WAR SHIP MAINE WAS THE WORK OF AN ENEMY

$50,000!

$50,000 REWARD! For the Detection of the Perpetrator of the Maine Outrage!

Assistant Secretary Roosevelt Convinced the Explosion of the War Ship Was Not an Accident.

The Journal Offers $50,000 Reward for the Conviction of the Criminals Who Sent 258 American Sailors to Their Death. Naval Officers Unanimous That the Ship Was Destroyed on Purpose.

NAVAL OFFICERS THINK THE MAINE WAS DESTROYED BY

HULTON ARCHIVE/GETTY IMAGES

ULLSTEIN BILD/GETTY IMAGES

VA-T'EN-GUERRE
Les deux rivaux de la presse à sensation (à g., le *New York World* de Joseph Pulitzer ; à dr., le *New York Journal* de William R. Hearst) dénoncent, en grossissant le trait, la colonisation espagnole. Pour forcer leur pays à s'engager – et ainsi couvrir un conflit lucratif.

À la fin du XIXe siècle, les quotidiens se multiplient aux États-Unis. De 1 000 environ en 1880, ils passent à plus de 2 500 en 1900. Tirés à un grand nombre d'exemplaires, moins chers et illustrés par des caricatures, puis des photos, les plus grands journaux sont aux mains de journalistes, qui, en véritables hommes d'affaires, déploient toutes sortes de stratégies pour conquérir des parts d'un marché de plus en plus concurrentiel. Cette presse à sensation est appelée *yellow press*, en référence à la couleur du papier sur lequel sont imprimés ces journaux. Dans cette catégorie, un duel éditorial et journalistique de haut vol oppose Joseph Pulitzer (1847-1911) à William Randolph Hearst (1863-1951).

Pulitzer fuit la Hongrie en 1864 et s'installe à Saint Louis, dans le Missouri, après avoir combattu au cours de la guerre de Sécession dans un régiment nordiste. Il connaît un premier succès avec le *Post and Dispatch* puis achète le *New York World* en 1883. Fils d'un millionnaire qui a fait fortune dans les mines de l'Ouest, Hearst, qui a en partie inspiré le film *Citizen Kane* (1941), hérite du *San Francisco Examiner* en 1887 puis acquiert le *New York Journal* en 1895. Hearst a en son temps travaillé pour Pulitzer, de seize ans son aîné. Leur rivalité se révèle impitoyable.

Pour ces deux magnats de la presse new-yorkaise, la crise cubaine tombe à pic car elle fait vendre. Au lieu de fournir une analyse informée du conflit, la presse à sensation manipule, voire fabrique, des faits divers présentés de manière à choquer les lecteurs. C'est une surenchère continue de manchettes, d'illustrations et d'anecdotes. Hearst aurait à dit son illustrateur Frederic Remington, un dessinateur connu pour ses scènes de l'Ouest, qu'il dépêche à Cuba : « Vous me fournissez les illustrations, je vous procurerai une guerre. » La presse n'a pas créé la guerre ni poussé Washington à intervenir. En revanche, en l'espace de trois ans, de 1895 à 1898, elle a préparé l'opinion publique à une intervention militaire aux côtés des Cubains. ■ **B. V. R.**



L'ÉPINE DE GUANTÁNAMO

Ou comment une base navale louée à « l'ami américain » en 1903 s'est muée en un bastion de la guerre froide puis en une prison illégitime... *Par Farid Ameur*

Sur la pointe sud-est de l'île, la baie de Guantánamo, située à l'origine sur les terres des Indiens Tainos, a été découverte par Christophe Colomb en avril 1494 lors de son deuxième voyage aux Amériques. Longtemps un enjeu des rivalités coloniales entre les Couronnes espagnole et britannique dans les eaux caribéennes, son contrôle revêt une importance stratégique cruciale lors de la guerre hispano-américaine de 1898. L'US Navy s'en sert pour y débarquer des troupes et du matériel en prévision des opérations qu'elle prépare autour de Santiago. Après la conclusion du traité de Paris, l'armée américaine décide d'y maintenir une présence militaire. Une mesure que le gouvernement fédéral, en vertu de l'amendement Platt, voté en 1901, considère comme indispensable tant pour protéger le peuple cubain de désordres civils que pour veiller aux intérêts du commerce international. Mais encore lui faut-il s'assurer d'une base légale.

Après de longues négociations, le pas est franchi. Le 23 février 1903, Tomás Estrada Palma, premier président de la République cubaine, accorde aux États-Unis la location perpétuelle du site pour y établir une station navale et une aire de stockage de charbon à l'usage de ses seuls navires. Sur une

UN BAIL
Selon les termes du contrat, les États-Unis exercent sur cette baie de 117 km² (et sans limite dans le temps !) une « juridiction et un contrôle complets », tout en reconnaissant à Cuba son « ultime souveraineté ». Ci-dessous, vue d'une entrée du camp lors de la crise des missiles (14-28 octobre 1962).

BETTMANN/GETTY IMAGES

superficie de 117,6 kilomètres carrés de terre et de mer, les Américains exercent « une juridiction et un contrôle complets », mais s'engagent à reconnaître aux autorités cubaines leur « ultime souveraineté ». Le montant annuel du bail est fixé à 2000 dollars (en pièces d'or), puis 4085 dollars (payables par chèque) à partir de 1934. Le gouvernement américain s'en acquitte chaque année. Mais aucun de ses chèques, si ce n'est une seule fois, par erreur, n'a été encaissé depuis l'accession au pouvoir de Fidel Castro en 1959…

Plus de 55000 mines dans le no man's land

Pur produit de l'Histoire, Guantánamo est la plus ancienne base militaire américaine hors des États-Unis et la seule dans un pays communiste. Pour des raisons géostratégiques, elle a constitué une sorte de poste avancé, ou de bastion retranché, pendant la guerre froide. Depuis la révolution castriste, elle est devenue un point de fixation entre les deux nations. Auparavant, « Gitmo », comme l'appellent ses occupants, n'avait pas trop fait parler d'elle.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle sert de relais postal et de point de distribution pour des convois de marchandises en route vers Panamá, Porto Rico, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago. Une station aéronavale y est créée en 1941 – et deux zones d'atterrissage aménagées. Avant la chute de Batista, de nombreux employés cubains y travaillaient.

La révolution de 1959 modifie la donne. Au nom de la souveraineté nationale, Fidel Castro exige le retrait de la présence américaine, qu'il considère comme illégale et non avenue. La rupture des relations diplomatiques entre les deux pays constitue un facteur aggravant. Washington n'entend pas céder, arguant que la base sert de support logistique à sa flotte et participe aux opérations de lutte contre le trafic de drogue dans les Caraïbes. Mais le contexte de la guerre froide constitue sa grande préoccupation. Les opposants au régime communiste sont des milliers à trouver refuge au sein de la base ou à être interceptés par des garde-côtes. En avril 1961, l'épisode de la baie des Cochons renforce le climat de défiance. Six mois plus tard, les troupes cubaines plantent une barrière de cactus de 13 kilomètres de longueur aux limites nord-est de la base. En réaction, les Américains délimitent une frontière aussi hermétique que possible. L'année suivante, lors de la crise des missiles, les familles du personnel militaire sont évacuées – avant d'y être de nouveau admises à partir de décembre 1964. La garnison comptera jusqu'à 10000 soldats. De part et d'autre, on évalue à environ 55000 le nombre de mines placées dans le no man's land situé à l'extérieur des grillages de Guantánamo. C'est, après la frontière entre les deux Corées, le plus vaste champ de mines au monde.

En mai 1996, Bill Clinton a ordonné le déminage côté américain pour installer des moyens de surveillance plus sophistiqués, mais le gouvernement cubain a refusé d'en faire autant. C'est que la tragédie des *balseros*, cet exode désordonné vers les États-Unis autorisé par Fidel Castro pour des raisons économiques, a ajouté une pomme de discorde entre les deux pays. En 1994, jusqu'à 65000 personnes, essentiellement des Cubains et des Haïtiens, ont été interceptés en haute mer par les garde-côtes américains. Ramenés sous escorte à Guantánamo, ils ont été installés dans des camps surpeuplés et insalubres en attendant que leur situation soit réglée.

En 2002, la base revient sous les feux de l'actualité. L'armée américaine y ouvre un centre de détention pour « combattants illégaux » – islamistes radicaux et terroristes capturés. Les conditions d'incarcération et les cas de torture pratiqués dans ce lieu placé hors de tout cadre juridique soulèvent un tollé général dans l'opinion publique internationale, chez les gouvernements et les associations de défense des droits de l'homme. En février 2016, Obama annonce un plan de fermeture de la prison. Il n'y reste plus que 80 prisonniers, en attente de transfert. Malgré la normalisation des rapports entre les États-Unis et Cuba, intervenue en juillet 2015, la restitution de la base navale, elle, n'est toujours pas à l'ordre du jour. ■

REPUBLICA DE CUBA
TERRITORIO LIBRE DE AMERICA

RUE DES ARCHIVES/RDA



UNE INFANTE SOUS TUTELLE AMÉRICAINE

Débarrassée des Espagnols, Cuba fait l'apprentissage de son indépendance, sous l'aile de l'Oncle Sam. Après la colonisation, l'annexion ? *Par Isabelle Vagnoux*

PAS DE DEUX
Le gouvernement militaire mis en place par les États-Unis gère les secteurs régaliens de l'État : police, justice, santé, éducation. Le 1er janvier 1900, l'ordre de mission du gouverneur Leonard Wood est clair : « Créer les conditions d'une annexion par acclamation. »

En cette fin d'année 1898, les comités révolutionnaires cubains préparent les festivités qui ponctueront le grand jour, celui de la passation de pouvoir entre l'Espagne et les États-Unis, au 1er janvier 1899. Partout à La Havane des banquets, des discours, des bals sont prévus. Surtout, une grande marche victorieuse des troupes cubaines sillonnera la capitale. Cette victoire contre l'occupant espagnol est autant la leur que celle des Américains. Las ! Craignant des débordements de violence, le général américain John Brooke, gouverneur général de Cuba, interdit toute présence des troupes insurgées dans la ville avant le départ des Espagnols. Seuls quelques hauts gradés sont invités aux cérémonies. Au soulagement des Cubains de voir les anciens colons s'en aller se mêlent déception et inquiétude. Les Américains respecteront-ils leur promesse de garantir l'indépendance de l'île ? Dans son discours au Congrès, fin 1898, le président McKinley s'y était bien engagé, conformément à l'amendement Teller, mais seulement une fois l'ordre rétabli et un gouvernement installé.

Rapidement, le général Brooke met en place un gouvernement militaire, qui comprend également une organisation civile, pour laquelle il sollicite des Cubains, pour la plupart issus du mouvement révolutionnaire. L'armée d'occupation atteindra jusqu'à 45 000 hommes dans les premiers mois. Tous ne sont pas à la hauteur des attentes des officiers. Incompétence, inefficacité, alcoolisme, violence, délits, voire racisme, ternissent l'image des premiers régiments d'occupation. Beaucoup doivent être renvoyés et remplacés. Il ne reste plus que 11 000 hommes à la fin de 1899.

Trois millions pour liquider l'armée

Face à une population affamée et à une insalubrité critique, les autorités américaines mettent en place un programme très efficace d'aide d'urgence et de remise en état des services publics. L'armée distribue des rations, les rues sont nettoyées des ordures et des cadavres d'animaux qui les jonchent, le système d'approvisionnement en eau est assaini, l'évacuation des eaux usées est organisée. Les hôpitaux tournent à plein régime. En moins de six mois, famine et infections sont presque éradiquées. Côté économique, les douanes reprennent leur activité, permettant à l'île de percevoir de nouveau des revenus.

Malgré ces premiers succès, une double menace pointe pour les Américains. Celle de l'armée cubaine, qu'il conviendrait de dissoudre au plus tôt pour éviter tout risque insurrectionnel, mais cela ne peut se faire sans indemnités. L'Assemblée

VOL. LI. No. 1316. PUCK BUILDING, New York, May 21st, 1902. PRICE TEN CENTS.

"What fools these Mortals be!"

Puck

Entered at N. Y. P. O. as Second-class Mail Matter.



THE FIRST STEPS ALONE; — MAY 20th, 1902.


GRANGER COLL NY / AURIMAGES

VIVRES L'insalubrité et la famine sont les deux urgences auxquelles s'attaquent en priorité les autorités. En 1899, 5,5 millions de rations sont ainsi distribuées par l'US Army.

cubaine, que Washington ne reconnaît pas, tente d'obtenir une offre plus généreuse que les trois millions de dollars proposés par le gouverneur général pour solde de tout compte. Face au refus de Washington, l'Assemblée accepte ses conditions, dissout l'armée et… elle-même.

L'autre menace émane de l'intérieur, des généraux américains en poste dans les provinces, et notamment du général Leonard Wood, responsable de la région de Santiago, qui n'accepte pas de voir sa liberté d'action réduite et de devoir obéir aux ordres de Brooke. Lui, le fervent annexionniste, ne comprend pas les hésitations de son supérieur, son refus de prendre des initiatives non validées par Washington. Or, les consignes sont vagues : rétablir l'ordre, pacifier l'île, la remettre sur les rails d'une bonne gouvernance, certes, mais au-delà ? Les autorités américaines oscillent entre désir de contrôle absolu – pour ne pas dire annexion – et indépendance, promise par l'amendement Teller. L'amendement Foraker (février 1899) interdit toute « occupation commerciale » pendant la durée de l'occupation militaire. Les concessions ne pourront être accordées que par Brooke, temporairement, avec l'accord du secrétaire à la Guerre.

La « mission civilisatrice » du gouverneur

À la fin de 1899, les annexionnistes semblent l'emporter : le général Wood remplace Brooke et la rumeur court que l'occupation américaine pourrait se prolonger. Inquiets, les Cubains multiplient les réunions publiques. Washington craint une insurrection semblable à celle qui a éclaté aux Philippines. Mais les mesures concrètes prises par les Américains recueillent l'assentiment d'une majorité de la population et le calme revient. De plus, les Cubains ne sont pas tous hostiles à la présence américaine, voire à une éventuelle annexion. L'oligarchie économique, locale ou étrangère – le commerce intérieur demeure aux mains des Espagnols –, mais aussi les ouvriers ou employés qui en dépendent directement, tendent à considérer que leurs intérêts seraient mieux servis par les Américains que par un gouvernement cubain d'inspiration révolutionnaire.

APPORT Des chantiers sont lancés pour moderniser – ou créer – des infrastructures (réseau d'égouts, asphaltage des routes). Le premier tronçon du Malecón, cette artère de bord de mer qui fait la fierté de La Havane, est achevé en 1902, et le port fait peau neuve : sa baie est nettoyée, ses quais agrandis. Autant de gros contrats pour la plupart concédés à des firmes américaines.


UNIVERSAL HISTORY ARCHIVE/UIG/GETTY IMAGES

WASHINGTON REDOUTE UNE INSURRECTION COMME CELLE **QUI A ÉCLATÉ AUX PHILIPPINES**



MUSÉE NICÉPHORE NIÉPCE, VILLE DE CHALON-SUR-SAÔNE / ADOC-PHOTOS

FORCES DE L'ORDRE Les indépendantistes et les chefs rebelles ont été écartés de la gouvernance de l'île. Et, pour dissuader toute tentative de reprise des hostilités, les États-Unis vont déployer jusqu'à 45 000 soldats.

Wood s'attelle à sa «mission civilisatrice». Il poursuit l'œuvre de Brooke, notamment en matière de santé et d'infrastructures. Médecins américains et cubains collaborent pour éradiquer la fièvre jaune. Les chantiers se multiplient: des routes sont construites, les rues sont pavées, des systèmes d'évacuation des eaux usées sont installés. L'une des priorités concerne l'éducation. En quelques mois, quelque 2600 écoles sont créées, accueillant 125 000 enfants. Le matériel provient des États-Unis; les manuels se résument à une traduction de manuels américains et les enseignants sont tous formés aux méthodes américaines. L'américanisation s'impose également dans le domaine judiciaire, avec des succès inégaux.

Américanisation à marche forcée

Des améliorations réelles voient le jour: les finances publiques prennent en charge l'aide juridictionnelle aux plus démunis; les conditions de détention sont améliorées; le processus judiciaire est accéléré et les magistrats corrompus sont limogés. En revanche, les concepts juridiques anglo-saxons se heurtent au droit romain et à l'hostilité des hommes de loi locaux. Le système des jurys, que Wood tente d'instaurer, est un échec. Au total, le programme de réformes mis en place par les occupants permet de réels progrès. Mais l'américanisation à marche forcée, se heurtant aux traditions et à la culture locales, échoue. Pis, le ressentiment monte au sein d'une population impatiente d'accéder à une véritable indépendance. Sur le plan politique, le premier pas consiste à conduire un recensement afin d'établir les bases du suffrage. La peur des masses illettrées et potentiellement hostiles à leur présence amène les Américains à assujettir celui-ci à des critères de niveau d'instruction, de propriété ou de service dans l'armée cubaine, afin d'«assurer une gouvernance conservatrice et avisée de Cuba par les Cubains… et d'éviter les révolutions perpétuelles qui minent l'Amérique centrale», confie en 1900 le secrétaire à la Guerre Elihu Root. De fait, ce sont les deux tiers de la population masculine adulte qui se trouvent exclus du droit de vote. Au printemps, le faible taux de participation aux élections municipales mène à la victoire des révolutionnaires et des indépendantistes. La vie politique s'organise. Comme tout État, Cuba doit se doter d'une Constitution. Une convention, formée de 31 délégués élus par le suffrage cubain, se réunit pour y travailler en novembre 1900.

En novembre 1901, les Cubains élisent leur premier président: le conservateur Tomas Estrada Palma, ancien leader du Parti cubain révolutionnaire, diplomate, naturalisé américain, proche des intérêts économiques américains et soutenu par Washington. Sa prise de fonctions en mai 1902 marque la fin de l'occupation américaine et la naissance de la république de Cuba. Les libéraux s'opposent à sa réélection en 1906 et prennent les armes. Face à cette insurrection, Estrada Palma appelle les États-Unis à la rescousse et démissionne. Roosevelt dépêche son secrétaire à la Guerre, William Taft, qui devient pendant quelques mois

gouverneur général de Cuba, avant de céder la place à Charles Magoon, qui demeure à ce poste jusqu'en 1909. Un nouveau programme de réformes est alors mis en place, élargissant notamment le droit de vote. D'autres interventions américaines suivront en 1912 (pour juguler des conflits sociaux et raciaux) puis en 1917 (pour aider à contenir des mouvements insurrectionnels). À l'exception notable de la parenthèse libérale de José Miguel Gomez (1909-1913), la présidence cubaine demeure dans les mains des conservateurs, plutôt bien disposés à l'égard des Américains, mais les deux partis peinent à accepter les règles démocratiques. Clientélisme, climat insurrectionnel, anarchie, fraude électorale, corruption marquent la vie politique, au grand dam de Roosevelt, exaspéré par cette «infernale petite République cubaine».

Les capitaux américains investis sur l'île (1,5 milliard de dollars en 1927) affluent massivement. Leur présence s'affiche dans tous les domaines : dans la production de sucre, essentiellement (la production de canne à sucre est quant à elle laissée aux Cubains), mais aussi dans les chemins de fer, l'électricité, le téléphone et le télégraphe, les banques, les hôtels, les mines, l'industrie. La prépondérance de la culture sucrière, encouragée par les Américains au détriment d'une diversification agricole, renforce la dépendance de l'île à l'égard de cette ressource et du marché américain, la rendant ainsi vulnérable aux fluctuations des marchés et empêchant tout développement économique.


ULLSTEIN BILD/GETTY IMAGES

L'ÉLU En décembre 1901, le scrutin présidentiel porte au pouvoir Tomás Estrada Palma (au fond, à dr.). Un candidat « annexionniste », naturalisé américain, qui fait campagne à distance, sans quitter son domicile new-yorkais.

Obsessions sécuritaires de Washington

Wood et Theodore Roosevelt sont convaincus que les élites cubaines voudront intégrer les États-Unis. Désir d'annexion ? Assurément, mais pas seulement, et tous n'y adhèrent pas. En cette période de forte instabilité dans la région caraïbe et en Amérique centrale, alors que l'impérialisme allemand s'affirme dans la région, Washington s'inquiète des alliances que pourrait conclure un jeune et faible État cubain indépendant, à quelques encablures de la Floride. Pourrait-il se rapprocher de l'Allemagne du Kaiser ? Sans doute, rétrospectivement, la menace prussienne était-elle exagérée, mais l'obsession sécuritaire de Washington explique sans doute, autant que les intérêts économiques, le désir de contrôler l'île aussi longtemps que possible. Contrôle ne signifie pas forcément annexion, qui implique l'incorporation d'un territoire dans la fédération américaine et la jouissance des mêmes droits. Les réticences s'expriment pour Cuba comme pour Porto Rico ou comme pour le Mexique, vaincu en 1848. Les États-Unis désirent-ils vraiment absorber une population de 1,6 million d'âmes, pauvre, catholique, au fort sentiment indépendantiste, largement illettrée et…. « non blanche » ?

Ne serait-il pas plus opportun, et moins soucieux, pour Washington de s'assurer à la fois d'une forte pénétration économique et d'un contrôle de la région caraïbe, porte d'entrée vers le canal de Panamá, sans pour autant se charger du fardeau d'une gestion coloniale ou d'un nouvel État fédéré ? Tels sont les arguments qui président à l'adoption de l'amendement Platt en 1901 (en grande partie abrogé en 1934) et, jusqu'à la révolution castriste, à la mainmise américaine sur une île pourtant officiellement indépendante. La porte des Caraïbes sécurisée, l'Amérique impérialiste peut désormais s'intéresser à l'isthme panaméen et œuvrer à la construction d'un canal transocéanique. ■

UNE CONSTITUTION SOUS CONDITION

LIBRARY OF CONGRESS – F&A ARCHIVE/AURIMAGES

F&A ARCHIVE/AURIMAGES

La Constitution de 1901, élaborée par la Convention, doit convenir en tout point (elle comprend 115 articles) aux Américains si les Cubains veulent espérer des conditions préférentielles pour l'exportation de leurs produits aux États-Unis. Las ! En dépit d'un suffrage restreint, ces élus, notamment sous la houlette des libéraux anti-impérialistes Manuel Sanguily et Juan Gualberto Gómez, se révèlent beaucoup moins malléables que Wood ne l'espérait.

À Washington, le programme du Parti républicain, qui confirme sans ambiguïté l'indépendance de Cuba, entrave les projets des annexionnistes. Leur dernier espoir réside dans l'amendement élaboré par Elihu Root et proposé en 1901 par le sénateur du Connecticut, Orville Platt, président de la commission sénatoriale sur les relations avec Cuba *(illustr.)*. Cet amendement définit les futures relations entre les deux pays et assure aux États-Unis une protection à long terme de leurs intérêts. Cuba doit s'engager à :

- ne jamais signer de traité qui porterait atteinte à son indépendance et l'assujettirait à un autre pays (article 1) ;
- ne pas s'endetter au-delà de ses capacités de remboursement (art. 2) ;
- accorder aux États-Unis le droit constitutionnel d'intervenir « pour maintenir un gouvernement capable d'assurer la protection de la vie, de la propriété et de la liberté individuelle » (art. 3) ;
- valider toutes les lois passées durant l'occupation militaire (art. 4) ;
- poursuivre le programme sanitaire afin de préserver le bon commerce entre les deux pays (art. 5) ;
- vendre ou louer aux États-Unis le terrain nécessaire à la construction de bases navales afin de préserver l'indépendance de Cuba (art. 7). Une base sera construite dans la baie de Guantánamo en 1903.

Sous la houlette de Juan Gualberto Gómez, la convention cubaine refuse d'intégrer cet amendement. Une délégation se rend même à Washington pour protester. En vain. Wood affirme que l'occupation ne cessera qu'une fois l'amendement accepté. Impuissants, les Cubains capitulent. À une faible majorité, l'amendement est intégré à la Constitution en juin 1901. La réciprocité des droits de douane peut désormais être négociée. En dépit des réticences des producteurs américains de sucre de betterave, l'accord prévoit une réduction de 20 % des droits de douane sur les produits cubains importés aux États-Unis et une réduction allant de 20 à 40 % sur certains produits américains exportés à Cuba. Le « protectorat » américain est scellé. Wood conclut dans une lettre à Theodore Roosevelt (28 octobre 1901) qu'« avec l'amendement, il ne reste à Cuba, bien entendu, que peu ou pas d'indépendance ». ■ **I. V.**


Fieles a nues

¡REVOLUCIÓN !

En 1898, après des années de lutte contre le pouvoir colonial, l'indépendance est enfin acquise. Mais un autre combat s'engage alors : l'apprentissage, douloureux, de la liberté. Liberté encadrée par l'Oncle Sam ; confisquée par des présidents autocrates ; ou malmenée par un *Líder Maximo* et son clan au nom de la révolution.



THE VISUAL EXPLORER/SHUTTERSTOCK



LA RÉPUBLIQUE EN ÉBULLITION

À la fin des années 1920, le torchon brûle entre les intellectuels et le tyrannique président Machado. En jeu : un idéal de modernité, à la cubaine. *Par Vincent Bloch*

De l'indépendance, en 1902, à la crise de 1929, l'économie cubaine profite du boom sucrier. La prospérité du secteur est pourtant un faible contrepoids à l'inquiétude autour de l'identité du peuple cubain, et au dépit suscité par l'emprise politique, militaire et économique des chefs locaux (les caciques et autres caudillos). Cette amertume devient la source d'un nouveau discours : la « frustration républicaine ». Dès lors, le sentiment de crise ouvre la voie à la recherche de nouveaux idéaux.

À partir de 1922, la dénonciation de la corruption et l'appel à la régénération de la République surgissent de divers horizons. D'abord du mouvement des étudiants, mené à l'université de La Havane par le président de la Fédération des étudiants de l'université, Julio Antonio Mella. Ensuite de l'Association des vétérans et des patriotes, regroupant des officiers de la guerre de 1898 sous la présidence du général García Vélez. Enfin à travers la « protestation des Treize », avec à sa tête le poète Rubén Martínez Villena et derrière lui, entre autres, les écrivains et journalistes Alberto Lamar Schweyer, Félix Lizaso, Francisco Ichaso, Jorge Mañach et Juan Marinello. Tous ces intellectuels partagent la même culture politique, malgré leurs divergences idéologiques – les uns inclineront vers le marxisme, les autres vers l'aprisme (la recherche d'une voie latino-américaine vers la modernité et le capitalisme), le corporatisme ou le proto-fascisme.

Ainsi, on retrouve pêle-mêle chez ces intellectuels, jeunes et anticléricaux pour la plupart, l'impression favorable suscitée par les révolutions mexicaine et bolchevique, l'influence des débats sur la voie latino-américaine entre les Péruviens Víctor Raúl Haya de la Torre et José Carlos Mariátegui et l'interrogation sur les modes d'organisation d'un mouvement socio-politique unitaire. Tous ces intellectuels se veulent « radicaux », au sens où ils entendent rompre avec le système oligarchique et le caudillisme.

Les divergences entre ces intellectuels et les groupes politiques mobilisés derrière eux ont pour objet les modalités d'organisation d'un mouvement politique moderne. Suivant l'inspiration de Mariátegui, Mella met en place l'Université populaire José-Martí, dont la vocation est de créer des « révolutionnaires ». Il est en 1925 à l'origine de la création du parti communiste, avec le vieil ouvrier Carlos Baliño (1848-1926), fondateur du Parti ouvrier socialiste en 1905. L'historien Robert Whitney écrit que jusqu'en 1930 le PC demeure cependant une « petite secte, isolée de la classe ouvrière et de la Cuba rurale ».



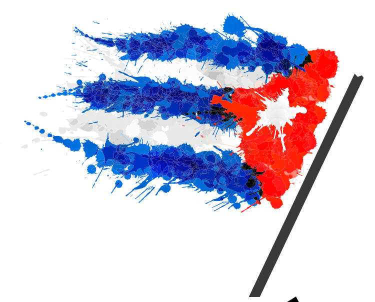
LA CHIENLIT AU POUVOIR Les étudiants sont les premiers adversaires de Gerardo Machado, que le militant communiste Juan Antonio Mella qualifie de « Mussolini des tropiques ». On les retrouve ici, devant le palais présidentiel, en 1933, peu après la chute du président, devenu le symbole d'un régime honni et corrompu.

Face à la position de Mella, d'autres groupes « radicaux », comme le *Directorio Estudiantil Universitario*, créé en 1927, se montrent plus perméables aux thèses apristes. D'après celles-ci, la révolution mexicaine a constitué la première phase d'un processus d'émancipation latino-américain, qui entre en contradiction avec les intérêts « impérialistes » mais ne peut triompher que si les classes moyennes et la classe ouvrière s'unissent.

Les travers du « coopératisme » politique

La quête d'une nouvelle voie politique n'a pas pour seul cadre la société civile. Au sommet de l'État, une partie des élus cherche une nouvelle façon d'administrer le pouvoir. Élu président en 1925, Gerardo Machado remporte le scrutin en 1928 au terme d'un accord engageant les deux principaux partis – les libéraux et les conservateurs – et le Parti populaire à « coopérer ». Or le « coopératisme » permet d'amender la Constitution : par vote, les mandats électoraux sont allongés et le droit est accordé aux dirigeants des partis de conserver leurs fonctions au lieu de se plier, comme auparavant, à un système de rotation interne. Les lois donnent aussi les coudées franches à l'exécutif pour gouverner par décrets. Le coopératisme stabilise les partis, renforce le pouvoir de l'exécutif et donne au gouvernement la capacité de réguler et d'intervenir davantage. L'instruction publique devient sous Machado une question d'intérêt national – le taux de scolarisation est de 63 % en 1926, soit le plus élevé d'Amérique latine. Une politique de grands travaux est aussi lancée.

Machado finit par gouverner sans partage et soude ses opposants contre lui. L'émergence du pouvoir syndical a débouché sur la création en 1925 de la Confédération nationale des ouvriers de Cuba (CNOC), contrôlée par le PC. Machado entreprend de « sabrer les communistes » par tous les moyens possibles (assassinats ciblés, déportations, procès) et impose ses organisations syndicales, avant d'interdire la CNOC et le PC en 1927. Or, après la crise de 1929, il ne parvient plus à réprimer les grèves et la « lutte contre le tyran » change d'échelle. De la gauche marxiste à la droite nationaliste, ses opposants ont le sentiment de reprendre le fil interrompu en 1902 de la révolution prophétisée par José Martí. ■



L'OMNIPRÉSIDENT FULGENCIO BATISTA

Artisan de la chute du dictateur Machado, il s'impose, dans les années 1930, dans les coulisses de la démocratie. Avant d'en devenir le fossoyeur. *Par Vincent Bloch*

AU ZÉNITH
En 1951, Fulgencio Batista se présente à l'élection présidentielle. Son slogan, *« Este es el hombre »*, fait de lui « l'homme de la situation ». De fait, il préside à la destinée de l'île, en sous-main ou ouvertement, depuis vingt ans.

Dans la nuit du 1er janvier 1959, le général Fulgencio Batista s'enfuit de Cuba avec plusieurs centaines de millions de dollars… Depuis le début de l'année 1958, son pouvoir ne tient plus qu'à un fil. Non seulement le scrutin à l'issue duquel «son» candidat, Andrés Rivero Agüero, est élu en novembre à la présidence de la République est entaché de fraudes massives, mais en outre seulement 30 % des électeurs se sont déplacés pour voter. La multiplication des actes de sabotage dans les villes et le cycle infernal des attentats ciblés contre des membres de la police, et des représailles contre les opposants, ont fini de le discréditer en tant que garant de l'ordre et du progrès. La presse, en particulier l'hebdomadaire *Bohemia*, se fait l'écho des assassinats perpétrés par les forces de police et des tortures infligées à de «jeunes gens idéalistes», contribuant ainsi largement au retournement de l'opinion publique.

Cuba est entrée par ailleurs dans une période de déclin économique dont les effets commencent à se faire sentir. Batista perd, à partir de l'été 1958, le soutien financier des classes possédantes, le relais du Département d'État et de l'ambassadeur américain, Earl Smith, l'appui moral de l'Église et la loyauté de l'armée. Celle-ci se désagrège, d'une part, sous l'effet de la corruption, de l'autre, du fait de la situation inextricable dans laquelle s'est mis son haut commandement, qui a pris part à la veille du départ du «tyran» à plusieurs conspirations inconciliables entre elles. L'armée est la clé de voûte du système et sa désintégration précipite l'effondrement de l'État. Tel est, résumé à grands traits, le rôle qui revient à Batista dans la vulgate historique : celui d'un dictateur illégitime, corrompu et sanguinaire, à la tête d'une armée chargée d'endiguer les ardeurs révolutionnaires cubaines.

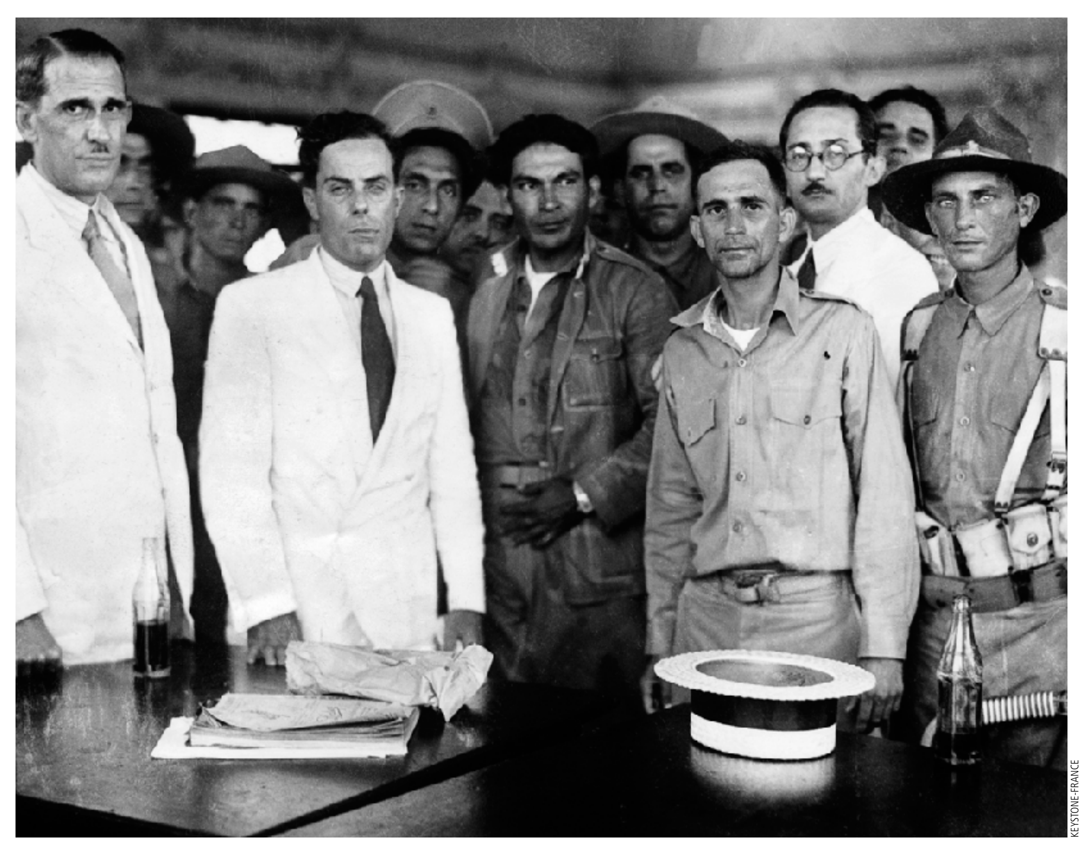
«Le dernier coup de semonce»

Sept ans auparavant, la société cubaine ne s'est pourtant guère émue du coup d'État par lequel il s'empare du pouvoir. Élu président de la République à l'élection de 1940, il cède la place en 1944 au candidat du Parti authentique, Ramón Grau San Martín, qui l'emporte face à Carlos Saladrigas, Premier ministre de 1940 à 1942. En 1948, c'est Carlos Prío Socarrás, également issu du Parti authentique, qui devient président.

À partir de la fin des années 1940, l'ensemble de la classe politique sombre dans le discrédit. Eduardo Chibás, leader du Parti orthodoxe, qui a fait une scission dans le Parti authentique, a choisi pour symbole un balai. S'écriant «Ceci est

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-KEYSTONE/GETTY IMAGES


BATISTA
ESTE ES EL HOMBRE


KEYSTONE-FRANCE

L'HOMME DE L'OMBRE
Le 4 septembre 1933, trois semaines après la chute de Gerardo Machado, une junte, emmenée par Batista (au centre), alors modeste sergent, renverse le gouvernement provisoire et place à la tête de l'État le professeur d'université Ramón Grau San Martín (à g.).

le dernier coup de semonce ! », il se suicide en direct en 1951 lors d'une émission de radio, alors qu'il est le mieux placé pour remporter l'élection présidentielle programmée l'année suivante. En mauvaise posture dans la perspective de cette échéance électorale, Batista reprend ainsi le contrôle d'un système à la dérive, sur fond, depuis la guerre de Corée, de fantasmes anticommunistes. Batista a interrompu un processus électoral dont les Cubains dans leur ensemble estiment qu'il est dissocié du mode de décision à partir duquel le pays est réellement gouverné, dans un contexte de corruption et d'exacerbation de la violence entre les gangs armés en cheville avec les partis politiques. Entre 1952 et 1956, il rebâtit un pouvoir en redonnant une place centrale à l'armée, en cooptant des membres des anciennes formations politiques et en bénéficiant ouvertement du soutien du gouvernement américain, des classes possédantes et de la direction de la Confédération des travailleurs de Cuba (CTC).

Au lendemain du coup d'État, il donne des gages de sa volonté de rétablir l'ordre – en interdisant les partis et autorisant des gangsters notoires, tel Rolando Masferrer, à accéder à des fonctions politiques, mettant fin de fait à la violence entre gangs rivaux – et de relancer Cuba dans la voie du progrès. Le 4 juillet 1952, il déclare au *Havana Post* que sa « révolution » a pour but d'« éliminer le cancer qui était en train de consumer les organes vitaux de la nation ».

Le modernisateur du pays

Dans le même temps, il promet une réforme agraire, des plages publiques, des travaux publics, des logements peu coûteux, un gouvernement honnête, des réformes éducatives. L'interdiction du Parti socialiste populaire (parti communiste), en octobre 1953, témoigne à la fois de la pénétration du maccarthysme dans l'île et de l'anticommunisme des classes moyennes et des classes possédantes, pour lesquelles l'entrée dans la société



EDIMEDIA/WHA/RUE DES ARCHIVES

POIGNE Devenu colonel après le *golpe* de 1933, il est le maître incontesté de l'armée et du régime, qui fait et défait les présidents. Les États-Unis, inquiets des aléas qui secouent leur quasi-protectorat, adoubent, par l'intermédiaire de leur ambassadeur Sumner Welles (à g.), le créateur de la *« pax Batistiana »*.

de consommation est la marque du progrès. Au printemps 1954, le Bureau de répression des activités communistes est créé au sein du ministère de la Guerre.

L'élection présidentielle qui se tient le 1er novembre 1954, dont le taux de participation est de 52,6 %, permet de formaliser les alliances recomposées autour de Batista. Un gouvernement est désigné, regroupant aussi bien des hommes qui lui sont fidèles depuis les années 1930 que des membres du Parti authentique et du Parti orthodoxe. Car le pouvoir de Batista relève autant de sa capacité à nouer des alliances que de son passé de promoteur de la Constitution de 1940 et de modernisateur du pays. Pour le comprendre, il est nécessaire de revenir à la lutte contre le président Gerardo Machado.

À l'issue du coup d'État du 4 septembre 1933, par lequel les officiers de rang inférieur renversent le gouvernement de Carlos Manuel de Céspedes (le fils de l'instigateur de la guerre des Dix Ans), trois semaines seulement après le départ de Machado (le 12 août), l'armée devient l'institution la plus organisée au sein du régime politique. Sous la houlette du sergent Fulgencio Batista, elle laisse le champ libre au gouvernement – dit plus tard « des cent jours » –, dirigé par le doyen de la faculté de médecine de l'université de La Havane, Ramón Grau San Martín, et Antonio Guiteras, du mouvement autoproclamé radical *Joven Cuba*,

Les avancées de la Constitution de 1940

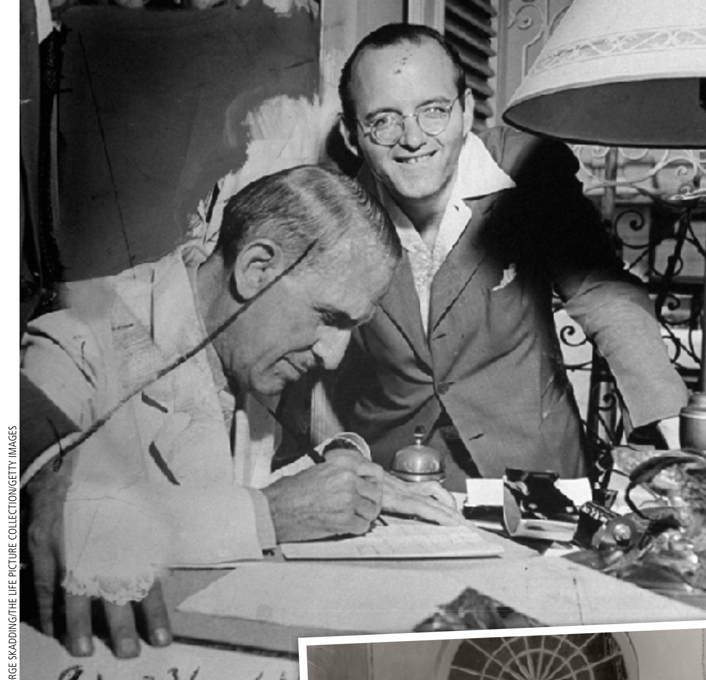
Une nouvelle Constitution, synthétisant l'esprit des réformes des années 1930 et plaçant l'État au centre de l'équilibre institutionnel, politique, social et économique du pays, est promulguée en octobre 1940. Avant tout, elle élève un ensemble de garanties contenues dans des lois promulguées au cours des années précédentes au rang de droits fondamentaux. Les libertés individuelles sont réaffirmées et l'*habeas corpus* est renforcé. La propriété privée se voit protégée contre les confiscations arbitraires, alors que, dans un souci d'équilibre, les latifundiums sont interdits. Les conquêtes ouvrières sont inscrites dans la Constitution : la semaine de 44 heures, le droit de grève, les congés payés (un mois), la création de commissions de conciliation entre patrons et ouvriers et l'encadrement des licenciements. Il en va de même de l'égalité hommes-femmes, alors que le congé maternité devient un droit fondamental et que la distinction entre femme mariée et célibataire est abolie. La discrimination raciale est déclarée inconstitutionnelle. La Constitution de 1940 instaure aussi le suffrage universel direct et l'autonomie municipale. Elle consolide l'État de droit en créant un tribunal spécial pour les recours en inconstitutionnalité. Malgré la dénonciation de la corruption tout au long des années 1940, le « retour à la constitution de 1940 » est une revendication majeure du front d'opposition à Batista en 1959. **V. B.**

pour introduire un ensemble de réformes. La « loi des 50 % » stipule que la moitié des employés des entreprises doivent être cubains. Les autres mesures concernent principalement la baisse des tarifs du gaz et de l'électricité, la journée de travail de huit heures, un ensemble de décrets sur le salaire minimum, la baisse des loyers, le vote des femmes et l'autonomie universitaire. Le droit de préemption est par ailleurs introduit dans la législation : il donne surtout la possibilité à l'État d'acquérir les compagnies sucrières mises à la vente à un prix sous-estimé ou d'en réévaluer la valeur afin de parer aux évasions fiscales. Enfin, le gouvernement Grau-Guiteras abroge l'amendement Platt en 1934.

La litanie de la « révolution trahie »

En proie à des dissensions internes, à l'opposition de l'ambassadeur des États-Unis, Sumner Welles, des vieux partis et du groupe d'opposition ABC, alors que le parti communiste et le syndicat contrôlé par ce dernier poussent à l'adoption de réformes plus radicales, le gouvernement s'affaiblit. Batista, promu colonel et chef de l'armée par le gouvernement « révolutionnaire », auquel il a apporté son soutien, devient l'homme fort du régime. Le gouvernement Grau-Guiteras chute en janvier 1934, remplacé par celui du colonel Carlos Mendieta, au moment où une partie des grévistes ont établi des conseils ouvriers dans les centrales sucrières. Dès lors, les aspirations ouvrières sont réfrénées et le nouveau gouvernement reçoit le soutien de l'armée, des classes dirigeantes, d'une partie de l'ABC et de l'ambassade des États-Unis.

Le thème de la « révolution trahie » fait de nouveau son apparition et Antonio Guiteras, assassiné en janvier 1935, en devient le martyr. Or, comme l'explique notamment l'historien américain Robert Whitney, Batista, loin d'accep-



GEORGE SKADDING/THE LIFE PICTURE COLLECTION/GETTY IMAGES



MERRICK LIBRARY - CUBAN PHOTOGRAPH COLLECTION/UNIVERSITY OF MIAMI

DU BALAI !
Grau San Martín (à g.), écarté en 1934, revient comme opposant à Batista dans les années 1940-1950. À la présidentielle de 1952, il se fait voler la vedette par Eduardo Chibás (à dr.), leader du Parti orthodoxe et chevalier blanc de la lutte contre la corruption. Prenant pour emblème de son parti un balai, il promet de faire le ménage. Las ! Il se suicide un an avant le scrutin, offrant un boulevard à son ennemi.

« FASCISTE » OU « COMMUNISTE », BATISTA S'IMPOSE COMME **LE GARANT DES INTÉRÊTS DE TOUS**

ter son rôle de dictateur contre-révolutionnaire, se considère comme le leader de la révolution de 1933 et s'emploie à «équilibrer» et à «discipliner» les corps sociaux sous l'égide de l'État. Sous la présidence de Miguel Mariano Gómez, en 1936, Batista, devenu général, crée plus de 700 écoles rurales afin d'alphabétiser les enfants de paysans, les ouvriers, les policiers et les soldats, et de leur apprendre les règles élémentaires d'hygiène et de prévention des maladies ou les techniques agricoles modernes. Le programme enrôle 55 000 personnes en 1936 et 1 000 écoles supplémentaires sont fondées en 1937.

Pour financer le salaire des instructeurs militaires, Batista fait pression sur le Congrès pour adopter une loi instaurant une taxe de neuf cents sur chaque sac de sucre. Les grands propriétaires y voient le moyen de s'assurer le soutien de l'armée face aux occupations illégales. Traité de «fasciste» par les uns, de «communiste» par les autres, Batista s'impose comme le garant des intérêts de tous, prônant l'«autorité» et le «socialisme»: «Il y a deux sortes de socialisme. Le premier signifie l'anarchie et le second marche sous la discipline du gouvernement. C'est dans cette direction que nous devons aller.»

Les envolées sociales de «l'architecte»

La faiblesse des mouvements «radicaux» et les gages de soutien donnés aux États-Unis dans le contexte de montée des totalitarismes en Europe permettent à Batista de se faire «l'architecte de l'État» et d'une «démocratie organique». D'un côté, il continue de mener sa révolution sociale, notamment par le plan triennal de 1937, prévoyant entre autres la création d'une assurance-maladie et d'une caisse de retraite, la redistribution des terres appartenant à l'État, la réforme du système bancaire, une campagne d'alphabétisation, des crédits pour le secteur culturel… La loi de Coordination sucrière offre aux colons la protection de l'État contre les abus des grands propriétaires. La vision du colon comme symbole de la cubanité, popularisée dans la littérature des années 1920, est au cœur du nationalisme de Batista.

De l'autre, Batista légalise le PC en septembre 1938, pour former un front populaire que les communistes ont recherché sans succès auprès des autres forces de gauche. En janvier 1939 se tient le premier congrès de la CTC. Batista peut



THE LIFE PICTURE COLLECTION/GETTY IMAGES

GROS PLAN

Un terrain de jeu mafieux

En 1946, Meyer Lansky organise à La Havane une conférence réunissant les représentants des principales familles italo-américaines, dont Lucky Luciano, qui, d'Italie, reste « le parrain des parrains ». Il est question notamment de l'organisation du trafic de drogue. Dès la fin des années 1920, Cuba est un lieu de transit pour l'acheminement vers la Floride de drogues en provenance d'Amérique du Sud, et s'y ajoute, à partir des années 1950, l'héroïne, qui arrive d'Europe et dont le trafic est contrôlé par Cosa Nostra. Lors de la conférence de La Havane, les mafieux décident aussi d'investir dans le développement des casinos et lieux de divertissement, principalement dans la capitale. Cette stratégie repose sur la corruption et l'impunité des autorités locales. À partir du début des années 1940, l'homme clé, apte à remettre l'industrie du jeu aux mains de la mafia, n'est autre que Batista. Il se lie d'amitié avec Meyer Lansky et fait promulguer plusieurs lois, d'abord lorsqu'il est président entre 1940 et 1944, puis lorsqu'il revient au pouvoir entre 1952 et 1958. Ces lois facilitent dans des conditions variables l'obtention de licences pour ouvrir des casinos, en échange de pots-de-vin et de commissions. Au milieu des années 1950, les principaux lieux de divertissement sont aux mains de la mafia, en particulier Santo Trafficante, Meyer Lansky et Lucky Luciano: le Tropicana, le casino de l'Hotel Nacional, le Sans-Souci, le Montmartre, le Deauville, le Comodore, le Sevilla… La mafia a ainsi grandement contribué à cette époque à la fabrication de l'image touristique de l'île. L'arrivée au pouvoir des *barbudos* sonne le glas des années fastes pour l'organisation criminelle: son symbole, l'hôtel Riviera, propriété de Meyer Lansky, est mis à sac dans les premiers jours du mois de janvier 1959, avant d'être nationalisé. **V. B.**



PREMIÈRE La prise de pouvoir de Batista en 1952, à la faveur d'un putsch, est l'occasion que saisit un avocat de 23 ans proche des orthodoxes de Chibás, Fidel Castro Ruz, pour s'ériger en mentor de la révolution. Il dirige une attaque sur la caserne Moncada, à Santiago, le 26 juillet 1953. Voué à l'échec, cet assaut met néanmoins en lumière le nouveau visage de la contestation (ici, menotté, à son procès, en 1953).

ainsi œuvrer à la mise en place d'un processus électoral en vue de réunir une assemblée constituante. En 1940, il est élu président de la République pour quatre ans. Au sein de son gouvernement se côtoient des hommes politiques de diverses tendances, notamment des figures du Parti socialiste populaire et l'un des créateurs de l'ABC, l'avocat Carlos Saladrigas. Fondée en 1931, cette société secrète, aux méthodes terroristes, appelle à la « régénération de Cuba » et trouve le relais d'intellectuels, comme Jorge Mañach et Francisco Ichaso, qui mobilisent de vastes secteurs de la jeunesse et des classes moyennes en quête de droits. Après la chute de Machado, elle abandonne les actions violentes et cherche plus à peser sur la conduite des réformes gouvernementales. Le remplacement en 1944 de l'Union révolutionnaire communiste par le Parti socialiste populaire n'est pas non plus un simple changement de nom : les communistes cubains ont adopté au début des années 1940 une posture réformiste. Les intellectuels Carlos Rafael Rodríguez et Juan Marinello sont devenus ministres de Batista en 1942 et ils se rallient en 1944 à la candidature à l'élection présidentielle de Carlos Saladrigas, Premier ministre de 1940 à 1942, en signe de soutien à « la continuité de l'action progressiste, démocratique et populaire de Fulgencio Batista ».

« Bonapartiste »

L'historien cubain Samuel Farber définit « le premier Batista » comme un « bonapartiste conservateur », en s'appuyant sur *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, de Karl Marx (1852). Selon Marx, Bonaparte s'est emparé du pouvoir dans le contexte de déclin de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie et, dans le même temps, ni la paysannerie ni la classe ouvrière n'avaient les moyens de le renverser. Bonaparte s'est ainsi engouffré dans un vide politique. Farber s'appuie sur « l'ébauche de sociologie de l'autoritarisme » proposée par Marx pour estimer que « des classes ou des groupes dont les degrés de cohésion, d'organisation politique et économique et de conscience politique sont faibles se montrent sensibles aux leaders autoritaires ». La logique d'action de Batista, qui depuis l'armée, sa base, a ensuite passé des alliances avec « tout le monde », avant de « s'allier aux communistes », serait en ce sens celle d'un « bonapartiste conservateur ».

Robert Whitney, quant à lui, écrit du « premier Batista » qu'il « réussit à réprimer, coopter, équilibrer et neutraliser des groupes aussi disparates que les politiciens traditionnels, les intérêts sucriers, les syndicats, les communistes, les nationalistes radicaux et les États-Unis » et ajoute que « par conséquent il fut simultanément entre 1934 et 1940 un dictateur, un allié des Américains, un populiste et un nationaliste ». ■

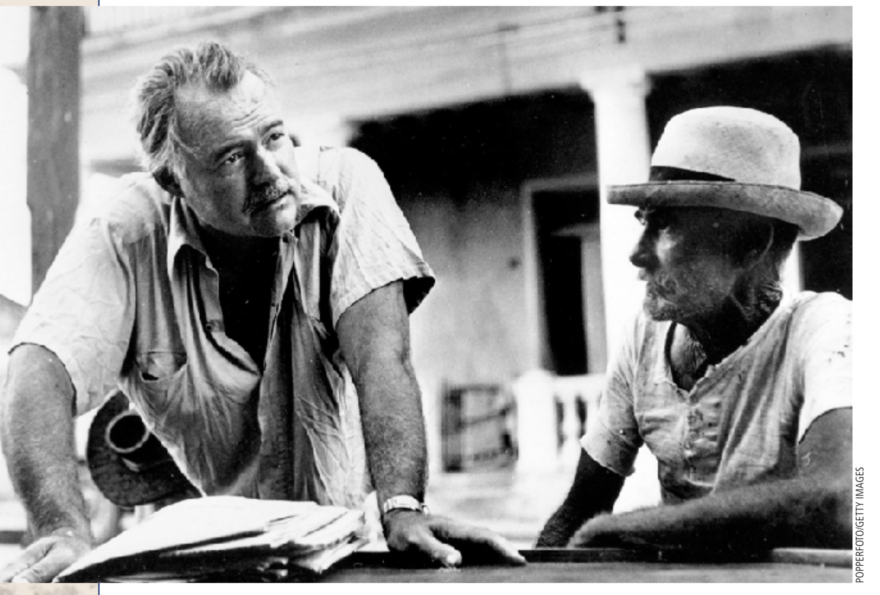
LE « HAVRE DE REPOS » DE HEMINGWAY

Par Gérard de Cortanze

Avril 1928. Hemingway vit depuis dix ans en Europe. Correspondant pour plusieurs journaux canadiens et américains, il n'est plus le petit pigiste du *Toronto Star Weekly*, mais l'auteur de cinq livres, dont un best-seller, *Le soleil se lève aussi*. Contrairement à Faulkner ou à Dos Passos, il s'oppose violemment à une société américaine avec laquelle il ne cesse de régler des comptes. Retourner aux États-Unis ? Jamais. Ce qu'il lui faut, c'est l'Amérique sans l'Amérique. Dos Passos a la solution : Key West. Un petit paradis, couvert de cocotiers, poivriers, tamariniers, goyaviers. On y croise des ivrognes, des prostituées, des millionnaires, des contrebandiers, et parfois des cyclones aux noms de femmes.

Avril 1928 : Hemingway, 29 ans, s'installe à Key West. Cette petite île du sud de la Floride n'est qu'à 130 kilomètres d'une autre île, plus grande, que les guides de l'époque appellent « le prolongement naturel de l'Amérique » : Cuba. En avril 1932, il loue la chambre n° 525 de l'hôtel Ambos Mundos, à La Havane, avec vue sur les toits et le port. Il y écrit *Pour qui sonne le glas* et en fait le lieu rêvé où entretenir ses relations extraconjugales… Avril 1939. Martha Gelhorn, qu'il a rencontrée en Espagne pendant la guerre civile, et qu'il retrouve régulièrement dans la chambre 525, trouve, à 15 kilomètres de La Havane, dans le village de San Francisco de Paula, une maison de style colonial espagnol : La Finca Vigía. Elle est grande, de plain-pied, située au milieu d'une colline, entourée de palmiers, d'hibiscus et de manguiers. Hemingway quitte Pauline et s'installe avec Martha.

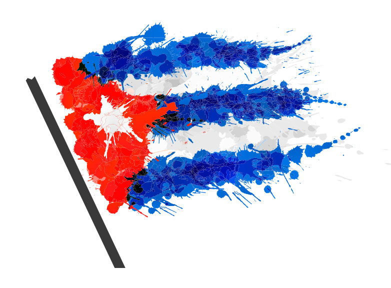
LA HAVANE EST UNE FÊTE
L'écrivain américain (ici, v. 1960) aura passé trente ans de sa vie à Cuba. Sa maison, appelée *La Finca Vigía*, abrite aujourd'hui son musée.



POPPERFOTO/GETTY IMAGES

De quoi sont faits les jours de Hemingway à Cuba ? Au milieu de ses vastes bibliothèques, parmi ses 67 chats et chiens, entourés des tableaux qu'il aime, de ses fétiches africains et de ses trophées de chasse, en compagnie de sa bonne hystérique, de son cuisinier et d'un jardinier qui élève des coqs de combat, Ernest Hemingway élabore, dans la douleur, une œuvre. Chaque matin, il se lève avec le soleil, boit plusieurs whiskys et écrit jusqu'à midi. L'après-midi, il part pêcher, non sans s'être arrêté avant à la Terraza, bar de Cojimar, assiste à des matchs de pelote basque, participe à des concours de tir au pigeon au Club des Cazadores del Cerro, passe par le Floridita, le bar américain de La Havane, et le soir reçoit ses amis. Des Cubains surtout, grands buveurs, bâfreurs, mythomanes, hâbleurs, forts en gueule, sportifs, pêcheurs professionnels, républicains en exil, mais aussi Gary Cooper, Ingrid Bergman, Ava Gardner…

Il faut relire Hemingway avec en toile de fond ce lieu plein de chaleur humide – La Finca Vigía n'a ni ventilateur ni air conditionné –, la mafia présente, la dictature de Machado puis celle de Batista, les agents du FBI qui ouvrent le courrier, écoutent les conversations téléphoniques, la révolution castriste enfin. L'auteur du *Vieil Homme et la Mer* ne quittera Cuba et sa Finca, ce « havre de repos où ne pénètrent ni la guerre, ni la révolution » qu'en juillet 1960. Un an plus tard, il se suicidera, sans avoir jamais revu San Francisco de Paula. Il aura passé trente ans de sa vie à Cuba… ■



LE TRIOMPHE DE LA RÉVOLUTION CASTRISTE

L'éclatante victoire, en décembre 1959, des rebelles de Fidel Castro fait souffler sur l'île un vent d'espoir.

Par Pierre Vayssière

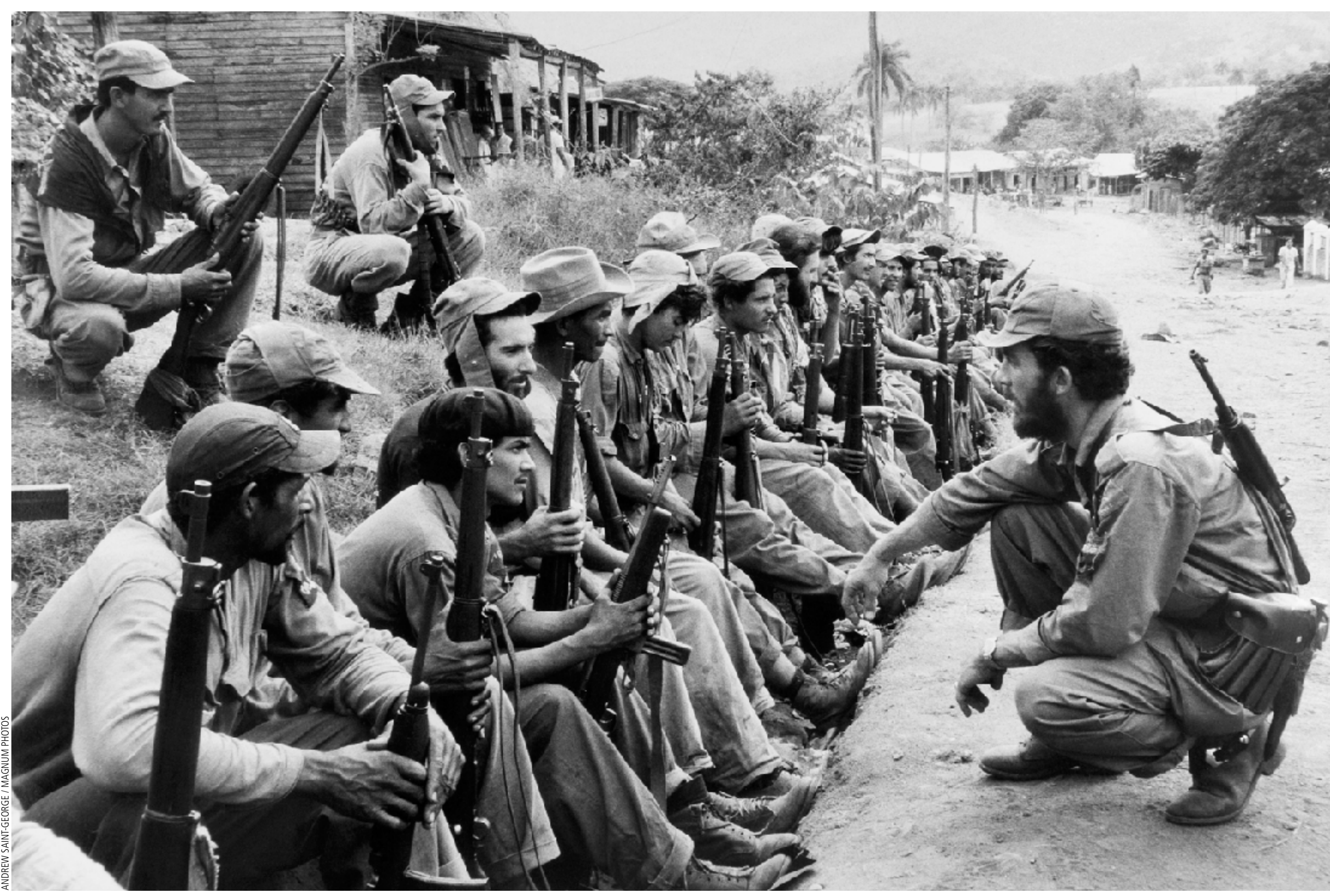
Légende vieille de plus de soixante ans, la révolution cubaine a fasciné les masses opprimées du tiers-monde aussi bien que les élites instruites du monde occidental. Aujourd'hui, on a du mal à trouver le fil d'Ariane qui nous conduit de 1954, année de la révolte d'un jeune avocat exalté, à la visite de Barack Obama à La Havane en mars 2016. Une histoire « héroïque » qui doit être replacée dans son contexte : le vide politique à Cuba dans les années 1950, une démocratie fragile contrôlée par un dictateur, Fulgencio Batista *(lire p. 58)*, une classe dominante de gros propriétaires sans projet politique national… La Constitution de 1940, qualifiée de « progressiste », n'exclut ni la corruption ni le détournement des fonds publics ni même le gangstérisme mafieux. Les « Américains » y contrôlent presque tout : de la production de sucre à la vie politique, de la défense à la vie culturelle. Fidel Castro aurait pu reprendre à son compte la formule du président mexicain Francisco Madero à propos de son pays : « Pauvre Cuba : si loin de Dieu et si proche des États-Unis ! »

C'est sur ce terreau propice à la révolte que surgit Fidel Castro. Et pourtant, rien ne semblait le prédisposer à devenir un leader charismatique. Son père, Angel Castro, ancien soldat espagnol, fermier aisé, mais paysan galicien mal dégrossi ; sa mère, Lina Ruz Gonzalez, servante de « don Angel », avant de devenir sa seconde épouse. Le jeune Fidel ne sera reconnu par son père qu'à l'âge de 17 ans. Élève turbulent, il fréquente le collège des frères maristes de La Salle, à Santiago, avant d'être admis dans un collège jésuite huppé de La Havane (en 1941), où il s'illustre par ses dons d'orateur, de rebelle et de sportif. Plus tard, à la faculté de droit, il affiche des idées anarchistes. Il participe ensuite à des mouvements violents, comme l'expédition manquée contre le dictateur dominicain Trujillo (en 1947) et surtout la révolution d'avril 1948 à Bogotá, en Colombie.

L'aventure castriste commence le 26 juillet 1953 lorsqu'un commando de 150 jeunes se lance à l'assaut de la Moncada, une caserne de Santiago de Cuba. L'objectif semble insensé : il s'agit de

PERFECTO ROMERO

LIESSE
Lâché par ses alliés, Fulgencio Batista déserte La Havane dans la nuit de la Saint-Sylvestre. Laissant le champ libre à Fidel Castro, qui entre dans la capitale le 7 janvier 1959. *Photographie de Perfecto Romero (né à Cuba en 1936).*



ANDREW SAINT-GEORGE / MAGNUM PHOTOS

LA TRIBU DES *BARBUDOS*
C'est durant les années de guérilla (déc. 1956-déc. 1958), dans la sierra Maestra (sud-est de l'île), que s'esquisse, notamment dans la presse occidentale, le portrait flatteur du jeune avocat rebelle. Pour le journaliste Jean-Pierre Clerc, « Castro, deux ans durant, sera le Robin des bois romantique et barbu face à l'affreux Batista ».

soulever cette province orientale de Cuba, naguère si prompte à s'embraser. L'attaque s'achève dans un bain de sang ; Fidel échappe à une exécution sommaire, mais il est condamné à quinze ans de prison, après un discours aux effets retentissants au cours duquel il se fait son propre avocat, justifiant son acte au nom du « droit à la résistance ». Il lance aux juges et, par-delà le prétoire, au dictateur Batista : « Condamnez-moi, cela est sans importance, l'Histoire m'absoudra. »

« Ardent prophète de l'aurore »

C'est au pénitencier de l'île des Pins, où il purge sa peine, que Castro s'initie au *Capital* et aux œuvres de Lénine. Batista fait un mauvais calcul politique en le relâchant au bout de deux ans seulement. Six semaines après sa libération, Fidel s'embarque pour le Mexique pour préparer son retour. C'est à Mexico qu'il rencontre l'Argentin Ernesto « Che » Guevara, médecin globe-trotter, marxiste idéaliste qui se met au service de celui qu'il baptise l'« ardent prophète de l'aurore ».

Programmé pour le 30 novembre 1956, le débarquement des rebelles « mexicains » enrôlés par Fidel Castro tourne à la catastrophe. Le *Granma*, vieux yacht rafistolé de 12 mètres sur lequel s'entassent les 82 « libérateurs », est attendu par l'armée de Batista. Une douzaine de rescapés parviennent à se cacher dans la toute proche sierra Maestra, malgré la politique de la terre brûlée décidée par le dictateur.

En ces années incertaines, rien n'est encore joué : le mouvement castriste, baptisé « M26 » en souvenir du 26 juillet 1953 (date de l'attaque de la Moncada), connaît des tensions internes entre les guérilleros de la montagne et les militants de la plaine. Le parti communiste, au départ hostile à la guérilla, se rallie en 1958. Fidel Castro bénéficie d'un autre soutien non négligeable : les petits paysans sans terre autour de la sierra Maestra, malmenés par les grands propriétaires de canne à sucre, qui lui apportent un précieux appui logistique… En apparence, le combat est inégal entre les 600 guérilleros et les 12 000 soldats du pouvoir. Pourtant, à partir d'août 1958, le combat change d'âme, car l'image de Batista ne cesse de se dégrader. Même Washington se met à critiquer son allié et finit par décréter l'embargo des armes à destination de Cuba. L'armée de Batista se démotive et se débande progressivement, tandis que les rebelles lancent leur offensive. Che Guevara et Camilo Cienfuegos font mouvement vers

l'ouest ; la ville de Santa Clara tombe, le dictateur s'enfuit de La Havane dans la nuit de la Saint-Sylvestre et Fidel fait une entrée triomphale dans la capitale le 7 janvier 1959.

Trajectoire tortueuse que celle du *Líder Máximo* : celui qui jurait devant Jules Dubois, du *Chicago Tribune*, ne pas être communiste va basculer dans un marxisme-léninisme officiel en moins de dix-huit mois ! Un rapprochement inattendu s'opère avec le parti communiste : en 1961 sont créées les Organisations révolutionnaires intégrées (ORI), qui regroupent les communistes, les castristes et le mouvement étudiant. Un mariage forcé entaché par l'affaire Escalante : en mars 1962, ce militant communiste, leader des ORI, est accusé par les fidelistas de noyauter l'institution au profit des seuls communistes…

La menace d'une invasion « yankee »

Sur le plan diplomatique, malgré un voyage de Castro à New York dès janvier 1959, la CIA comprend son erreur d'appréciation et se raidit face à ce régime « cryptocommuniste » : tensions verbales suivies de sanctions militaires et économiques qui aboutissent à l'embargo presque total des exportations américaines à destination de Cuba en 1962. Obsédé par la menace d'une invasion « yankee », Fidel Castro annonce en septembre 1960 la création des Comités de défense de la révolution. Le président Kennedy poursuit le projet d'invasion de l'île monté par la CIA sous Eisenhower. 5 000 Cubains anticastristes ont été recrutés, surtout à Miami, et entraînés au Guatemala. Le débarquement tant redouté par Castro intervient entre le 15 et le 19 avril 1961 dans la baie des Cochons, région marécageuse et isolée. L'opération est un fiasco : un millier de « contre-révolutionnaires » sont arrêtés.

Dans le climat de guerre froide, Moscou se rend compte de l'intérêt que représente la révolution castriste : Anastas Mikoïan, bras droit de Khrouchtchev, en visite à La Havane en février 1960, signe de nombreux accords économiques. Un plan de défense de Cuba contre tout risque ultérieur d'invasion est mis en place. En septembre 1962, 24 batteries de missiles Sam II sont installées secrètement dans la province de Pinar del Río, mais le 14 octobre un avion espion américain détecte à haute altitude des silos de missile. Le 22, Kennedy impose un embargo autour de l'île et menace les Russes d'un conflit thermonucléaire. Après des dénégations officielles à l'ONU, Khrouchtchev cède à la pression américaine, au grand dam du jusqu'au-boutiste Fidel Castro, prêt à affronter le feu nucléaire. Seul point positif de cette grave crise : Khrouchtchev obtient de Kennedy la fin des menaces d'invasion de l'île.

Ce survol des événements confirme que la révolution cubaine a d'abord été la révolution de Fidel Castro. Sans la personnalité puissante de ce dernier, ses frustrations familiales et sociales, son orgueil, sa volonté, son esprit rancunier, son désir de revanche, son entêtement face à l'adversité, sans sa capacité à changer d'idée ou de stratégie en fonction de circonstances imprévues, enfin sans son charisme et son pouvoir de séduction auprès des foules aussi bien que des personnalités politiques ou des journalistes de renom, la révolution cubaine n'aurait pas eu lieu. Du moins pas sous cette forme.

Et voici que, après plus d'un demi-siècle de « révolution marxiste-léniniste », Cuba est en voie de retourner dans le giron des autres « démocraties en voie de développement » de l'Amérique latine… N'est-ce pas la preuve d'un échec patent de la voie révolutionnaire cubaine, tant admirée à ses débuts par la presse française ? ■

SUR LE SUJET

Vie et mort de la révolution cubaine
de Dariel Alarcón Ramírez, dit « Benigno »
(Fayard, 1996)

-

Fidel Castro, une vie
de Jean-Pierre Clerc
(L'Archipel, 2013)

-

Loués soient nos seigneurs
de Régis Debray
(Gallimard, 1996)

-

Fidel Castro, l'éternel révolté
de Pierre Vayssière
(Payot, 2011)



SEMYOUR RASKIN / MAGNUM PHOTOS

MARXISATION À Washington, en avril 1959, Castro déclare que « la révolution n'est pas rouge, mais vert olive » (l'uniforme des guérilleros). Mais, en coulisses, les cadres communistes montent en puissance, et, dès 1960, le rapprochement avec l'URSS de Khrouchtchev (ici, en 1961) est entériné.

TRIBUNE

“CASTRO ? UN HOMME HABITÉ PAR DES IDÉAUX DE JUSTICE”

DR

IGNACIO RAMONET Écrivain, journaliste et sociologue, ancien directeur du *Monde diplomatique*, il est l’auteur d’une dizaine d’ouvrages, dont *Fidel Castro, biographie à deux voix* (Fayard, 2007).

PEU D’HOMMES ONT CONNU LA GLOIRE D’ENTRER DE LEUR VIVANT DANS L’HISTOIRE ET LA LÉGENDE. FIDEL CASTRO, QUI A FÊTÉ SES 90 ANS LE 13 AOÛT, EST L’UN D’EUX. Il est le dernier monstre sacré de la politique internationale. Il appartient à cette génération d’insurgés mythiques – Nelson Mandela, Hô Chi Minh, Patrice Lumumba, Amilcar Cabral, Carlos Marighella… – qui, à la poursuite d’un idéal de justice, se sont lancés dans l’action politique avec l’espoir de changer un monde d’inégalités et de discriminations marqué par la guerre froide. Tant qu’il a gouverné (de 1959 à 2006), Fidel Castro a tenu tête à dix présidents américains (Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford, Carter, Reagan, Bush père, Clinton et Bush fils), qui n’ont pas réussi à le renverser, ni à l’éliminer, ni même à modifier le cap de la révolution cubaine. Sous sa direction, Cuba, petite île de 11 millions d’habitants, a développé une politique de grande puissance à l’échelle planétaire.

La troisième guerre mondiale a failli éclater en octobre 1962 à cause de l’attitude de Washington, qui s’opposait à l’installation de missiles nucléaires soviétiques à Cuba – missiles dont la fonction était avant tout défensive et dissuasive, pour empêcher une nouvelle invasion de l’île, après celle de la baie des Cochons en 1961. Depuis 1960, les États-Unis mènent une guerre économique contre Cuba et lui imposent, malgré l’opposition de l’ONU et le rétablissement des relations diplomatiques entre Washington et La Havane en 2015, un embargo commercial dévastateur, qui fait obstacle à son développement et entrave son essor économique. Avec des conséquences terribles pour les habitants de l’île.

En dépit d’un tel acharnement américain (en partie adouci depuis le rapprochement des deux pays amorcé le 17 décembre 2015) et de quelque 600 tentatives d’assassinat fomentées contre lui, Fidel Castro n’a jamais riposté par la violence. Pas un seul acte violent n’a été enregistré aux États-Unis depuis plus d’un demi-siècle qui ait été commandité par La Havane. Au contraire, Fidel Castro a déclaré après les attentats commis par al-Qaida le 11 septembre 2001 : « Nous avons maintes fois déclaré que, quels que soient nos griefs à l’égard du gouvernement de Washington, nul ne sortirait jamais de Cuba pour commettre un attentat aux États-Unis. Nous ne serions que de vulgaires fanatiques si nous tenions le peuple américain pour responsable des différends qui opposent nos deux gouvernements. »

Le culte officiel de la personnalité est inexistant à Cuba. Même si l’image de Fidel Castro reste présente dans la presse, à la télévision et sur les panneaux d’affichage, il n’existe aucun portrait officiel, aucune statue, ni monnaie, ni rue, ni édifice ou monument portant le nom de Fidel Castro. En dépit des pressions extérieures auxquelles il est soumis,



AISA/LEEMAGE

LETTRES
« Dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la recherche médicale et du sport, Cuba a atteint des niveaux très élevés », affirme Ignacio Ramonet. *Campagne d'alphabétisation au début des années 1960.*

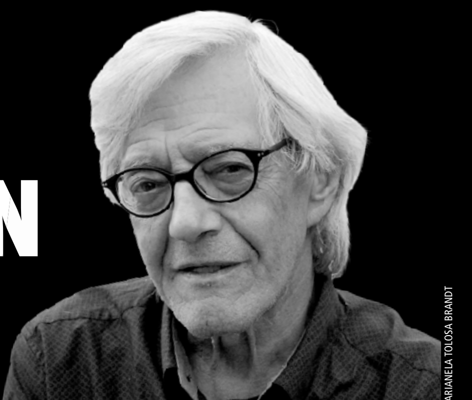
ce petit pays, attaché à sa souveraineté et à sa singularité politique, a obtenu des résultats remarquables en matière de développement humain : abolition du racisme, émancipation de la femme, éradication de l'analphabétisme, réduction drastique de la mortalité infantile, élévation du niveau culturel général. Dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la recherche médicale et du sport, Cuba a atteint des niveaux très élevés.

La diplomatie cubaine est l'une des plus actives au monde. La révolution, dans les années 1960-1970, a soutenu des mouvements d'opposition dans de nombreux pays et son armée a participé à des campagnes militaires de grande ampleur, en particulier les guerres d'Éthiopie et d'Angola. L'intervention cubaine en Angola s'est achevée par la déroute des divisions d'élite de la république d'Afrique du Sud, ce qui a accéléré l'indépendance de la Namibie et la chute du régime raciste de l'apartheid, et permis la libération de Nelson Mandela – lequel n'a jamais manqué une occasion de rappeler l'amitié qui le lie à Fidel Castro et sa dette envers la révolution cubaine.

Fidel Castro possède un sens de l'histoire ancré en lui et une sensibilité extrême à ce qui a trait à l'identité nationale. Parmi les figures du mouvement socialiste ou ouvrier, celle qu'il cite le plus souvent est José Martí, apôtre de l'indépendance de Cuba en 1898. Mue par une compassion humanitaire, son ambition est de semer sur l'ensemble de la planète la santé et le savoir, les médicaments et les livres. Rêve chimérique ? L'admiration qu'il voue à son héros littéraire favori, Don Quichotte, n'est pas fortuite. La plupart de ses interlocuteurs, et même certains de ses adversaires, admettent que Fidel Castro est un homme habité par de nobles aspirations, par des idéaux de justice et d'équité. À Cuba et en Amérique latine, Fidel Castro dispose d'une autorité que lui confère sa personnalité à quatre faces de théoricien de la révolution, de chef militaire victorieux, de fondateur de l'État et de stratège politique. N'en déplaise à ses détracteurs, Castro a une place réservée dans le panthéon mondial des personnalités qui ont lutté pour la justice sociale et a fait preuve de solidarité envers tous les opprimés de la terre. ■

TRIBUNE

“UNE TERREUR TROPICALE SUR UN AIR DE RUMBA”


MARIANELA TOLOSA BRANDT

JACOBO MACHOVER Historien né en 1954 à Cuba – qu'il a quittée en 1963 –, il est l'auteur, notamment, de *Cuba : l'aveuglement coupable* (Armand Colin, 2010) et de *La Face cachée du Che* (Buchet/Chastel, 2007, rééd. Armand Colin, mars 2017).

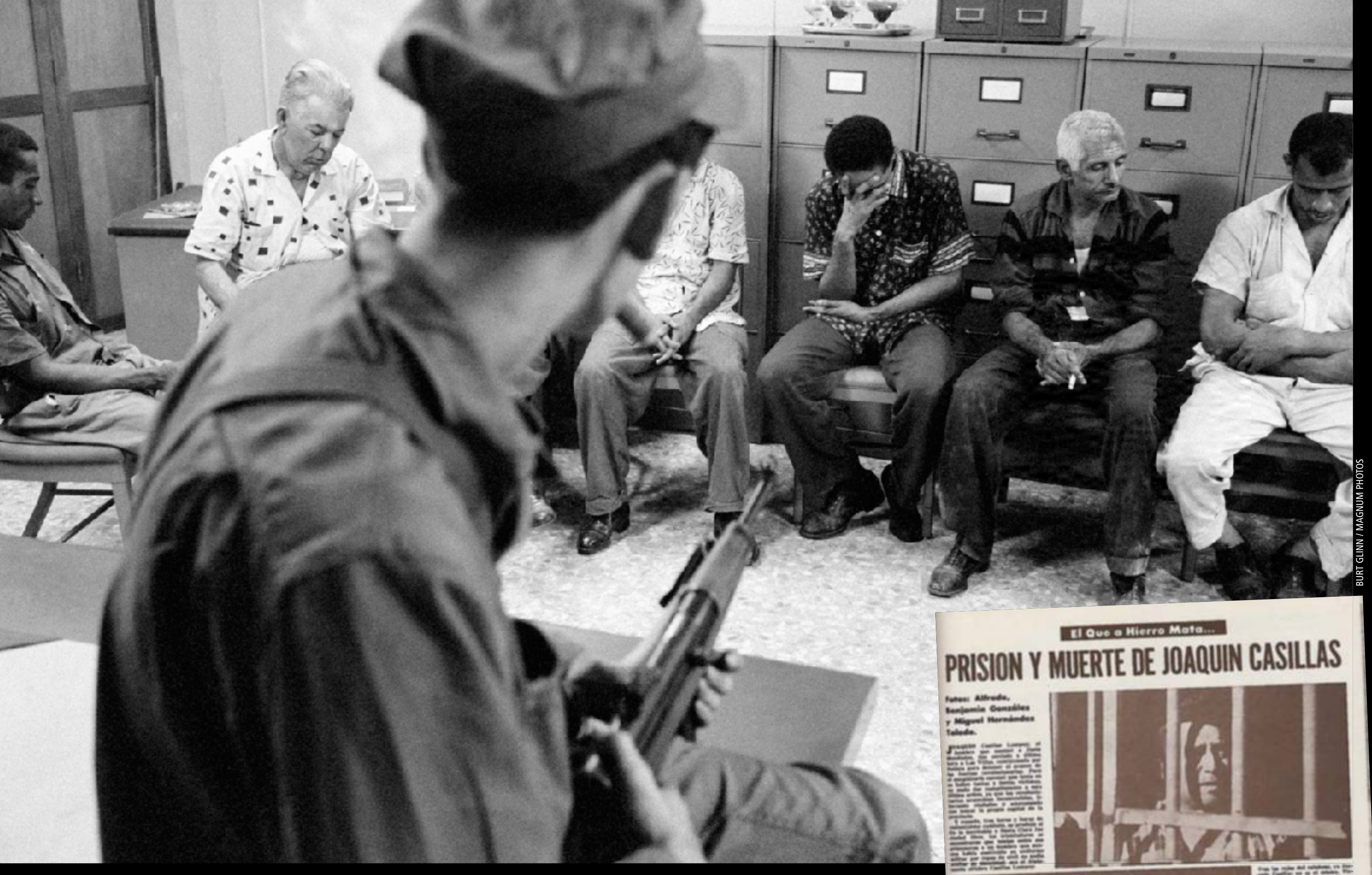
FIDEL ET RAÚL CASTRO NE PASSENT QUE QUELQUES MOIS INCARCÉRÉS ENTRE L'ATTAQUE RATÉE CONTRE LA CASERNE MONCADA, EN JUILLET 1953, ET LEUR LIBÉRATION, EN MAI 1955. C'est là, pourtant, à la prison de l'île des Pins, que l'idéologie castriste prend forme. Son origine se trouve dans la défense de Fidel au tribunal. Celle-ci n'est en réalité qu'un brouillon du texte connu comme « L'Histoire m'acquittera » – sentence qui, contrairement à la légende officielle, n'a pas été prononcée devant les juges. En prison, Castro ne subit aucune contrainte de ses geôliers. De ses lectures sur les révolutions, il ressent une dévotion pour Robespierre, qu'il exprime ainsi : « Il les fallait, ces quelques mois de Terreur, pour venir à bout d'une terreur séculaire. Ce sont des Robespierre qu'il faut à Cuba, beaucoup de Robespierre ! » Ce sera une Terreur tropicale, sur un air de rumba.

Grâce à la surprenante amnistie concédée par Batista, Fidel Castro et ses compagnons quittent le bagne sous les acclamations de leurs partisans. Parmi les révolutionnaires qui figurent sur l'une des photos publiées à l'époque se trouve Mario Chanes de Armas, qui, condamné par les tribunaux castristes en 1961, a passé trente ans en prison à Cuba, pour finir sa vie en exil à Miami. Les frères Castro s'acharnent d'abord contre les ennemis de la révolution, puis contre leurs propres compagnons de lutte devenus des « traîtres ».

L'épisode « héroïque » de la guérilla dans la sierra Maestra (déc. 1956-déc. 1958) permet déjà aux frères Castro, avec l'aide de Che Guevara, de mettre en pratique les mises à mort de traîtres supposés. L'exemple le plus frappant est celui du dirigeant paysan Eutimio Guerra, dont la mort, en 1957, d'une balle dans la tête – administrée par Guevara, en présence de Raúl –, est décrite avec force détails dans les journaux de campagne du Che et de Raúl Castro. Ces deux hommes, exécutant les ordres de Fidel, scellent alors un pacte de sang.

Ce sont eux qui supervisent les exécutions des « sbires » de Batista dès janvier 1959. Raúl officie à la Moncada. Après un « procès » d'une demi-heure devant un « tribunal révolutionnaire », il ordonne le 12 janvier la mise à mort de 72 soldats et officiers de la caserne, fusillés la nuit même. Guevara, lui, prend possession à La Havane de la forteresse de La Cabaña. Des centaines d'hommes, soldats, officiers, collaborateurs civils de la dictature et autres y sont envoyés au peloton d'exécution. Tout cela est photographié, filmé, étalé dans les journaux, sur les écrans de télévision et dans les salles de cinéma. L'ancien avocat Fidel Castro convoque la foule pour lui faire approuver la « justice exemplaire ».

De même, lors des combats de la baie des Cochons, en avril 1961, il fait enfermer dans des stades près de 15 000 « suspects », envoie devant le peloton d'exécution des opposants –



BURT GLINN / MAGNUM PHOTOS

SBIRE Jacobo Machover rappelle que le jeune Castro voue un culte à l'instigateur de la Terreur en 1793 : « Ce sont des Robespierre qu'il nous faut, beaucoup de Robespierre ! » *Partisans de Batista arrêtés en 1959.*

dont celui qui fut dans la sierra Maestra le rédacteur de la loi de Réforme agraire, l'ex-commandant Humberto Sorí Marín – et ordonne de miner les souterrains de la prison de l'Île des Pins pour faire sauter les centaines de prisonniers « contre-révolutionnaires » qui y sont enfermés au cas où la bataille tournerait mal. À l'issue de celle-ci, Raúl fait entasser des dizaines de combattants vaincus dans un camion frigorifique, destination La Havane. Asphyxiés, beaucoup ne survivent pas au voyage. D'autres sont fusillés après un « procès » public célébré à l'intérieur de la prison du Príncipe devant les caméras de télévision, au mépris des conventions internationales. Cependant, les « brigadistes » de la baie des Cochons sont, dans leur majorité, épargnés et « échangés » à la fin de l'année 1962 contre des tracteurs, du lait en poudre pour bébé et 53 millions de dollars de « réparations » versés par les États-Unis. Ainsi Fidel Castro peut-il revendiquer sa « générosité » légendaire – générosité qui ne l'empêchera pas de faire publiquement condamner à mort en 1964 le jeune Marcos Rodríguez (« Marquitos ») et quatre officiers en 1989, au cours de l'affaire Ochoa – et d'autres anonymes.

La peine de mort est désormais « en suspens », selon les déclarations de Raúl Castro en 2013. Jusqu'à quand ? L'emprisonnement arbitraire est encore le lot des Cubains, pour qui la fuite vers d'autres contrées reste la solution. Les « procès » – staliniens – sont aussi une constante du castrisme, de même que l'« autocritique », qui touche les intellectuels égratignant le régime. En 1971, le poète Heberto Padilla se voit contraint de dénoncer en public ses compagnons. Un autre écrivain, Reinaldo Arenas, du fait de son homosexualité et de sa volonté de s'exprimer librement, subit dans sa chair la terreur : camps de travail, censure, prison et, enfin, exil aux États-Unis, où il se suicide en 1990. « Je vous lègue en héritage toutes mes terreurs », écrit-il dans sa « lettre d'adieu », qu'il conclut cependant par ce cri d'espoir : « Cuba sera libre. Moi, je le suis déjà. » ■

El Que a Hierro Mata...

PRISION Y MUERTE DE JOAQUIN CASILLAS

DR

LYNCHAGE MÉDIATIQUE La presse autorisée se fait l'écho du sort infligé aux ennemis de la révolution. *Édition du 11 janvier 1959 de « Bohemia », relatant la mort de Joaquin Casillas Lumpuy, accusé du meurtre d'un syndicaliste en 1958.*





VIES ET MORT DE CHE GUEVARA

Il est, avec Fidel Castro, l'autre visage de la révolution cubaine. Une figure de guérillero, devenue martyr puis icône romantique. *Par Véronique Dumas*

Que reste-t-il du *Comandante*, abattu le 9 octobre 1967, à 39 ans, d'une rafale de fusil-mitrailleur en Bolivie sur ordre du président de ce pays ? Vingt ans plus tard, Fidel Castro dira de son ancien compagnon de guérilla : « Le Che a eu le privilège, comme il l'a toujours pressenti, de mourir jeune. […] Nous qui vivons, nous n'avons pas eu le privilège de l'éternelle jeunesse, mais nous avons eu celui […] de l'éternelle fidélité à nos idéaux. » Les idéaux castristes ont privé les Cubains de liberté pendant plus de cinquante ans. Mais ses propres convictions révolutionnaires, le Che, connu pour son caractère intraitable, son franc-parler de franc-tireur et son mépris des codes, les a assumées jusqu'au bout…

Carabin casse-cou et bagarreur

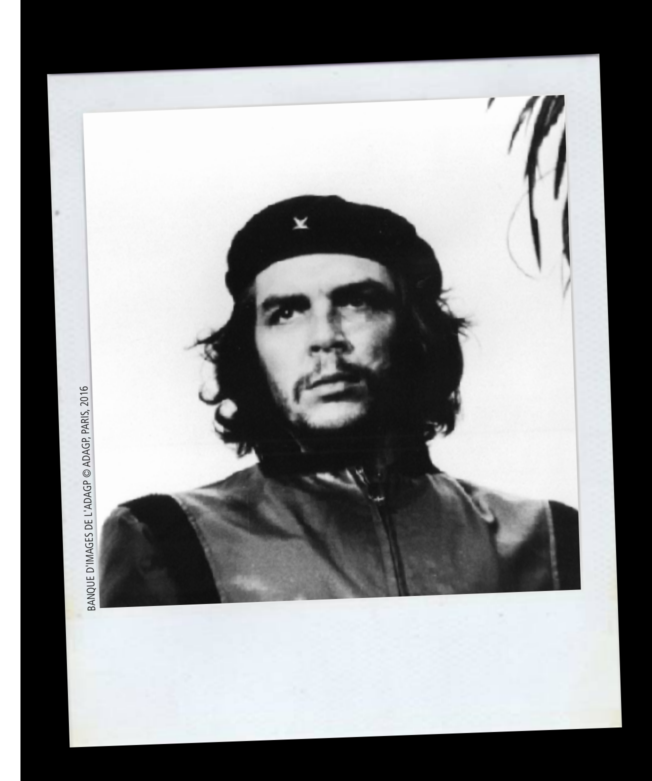
Ce jeune homme de bonne famille argentine, né le 14 juin 1928 d'un père architecte d'origine irlandaise, Ernesto Guevara Lynch, et d'une mère, Celia de la Serna, bourgeoise bohème avant l'heure, aurait pu profiter durant toute son existence de sa position sociale privilégiée. Aîné d'une fratrie de cinq enfants, Ernestito est secoué à l'âge de 2 ans par une première crise d'asthme, ce mal qu'il combattra sa vie durant à bras-le-corps. Faut-il l'élever dans la ouate ou le jeter dans le cours de la vie ? Celia choisit la seconde option et insuffle donc à son fils, elle qui ne cache pas ses opinions libérales, voire libertaires, le goût de l'aventure, du risque et de la provocation.

Contraint au repos pendant ses crises d'asthme, il dévore les livres de la bibliothèque familiale et joue aux échecs avec un sérieux impressionnant. Ce pragmatique à la volonté de fer se destine, comme son meilleur ami, Alberto Granado, à la médecine. Justement, avant de terminer ses études, Ernesto se lance avec lui, de janvier à juillet 1952, dans une traversée de l'Amérique latine.

Au cours de ce voyage, ils font une longue halte au Pérou, escaladent le Machu Picchu et soignent une colonie de lépreux. Leurs patients reconnaissants les aident à construire un radeau de fortune, le *Mambo-Tango*, avec lequel ils descendent l'Amazone. Outre la fraternité, les deux amis ont aussi découvert au cours de leur périple le sort des autochtones, dépossédés de leurs terres et de leur exploitation par des compagnies américaines. C'est là, devant le spectacle de leur misère, qu'Ernesto Guevara forge sa haine de l'impérialisme. De retour en Argentine, il obtient haut la main son diplôme de médecin et repart. Direction la Bolivie, puis le Pérou, l'Équateur et le Costa Rica. C'est dans ce dernier pays qu'il entend parler de la tentative d'insurrection menée, le

PORTRAIT OFFICIEL
Jeune homme de bonne famille, il renonce à une carrière de médecin pour s'engager dans la lutte armée. « En dehors de la révolution, il n'y a pas de vie », aimait-il à répéter. *Photo de René Burri, 1963.*

RENE BURRI / MAGNUM PHOTOS



Le Che et la photographie

La photo a toujours été une passion pour lui – à laquelle il s'adonnait au cours de ses voyages – et le métier de photographe ambulant, qu'il a pratiqué à Mexico, sera l'un de ses nombreux gagne-pain pendant ses tribulations de jeunesse en Amérique latine. Elle aura aussi un rôle essentiel dans la constitution de sa légende, de son vivant, et surtout après sa mort. Le 5 mars 1960, un photographe alors inconnu, Alberto Diaz Gutierrez, dit Korda, assiste au meeting de protestation organisé par Castro après l'explosion meurtrière du navire français *La Coubre*, chargé d'armes belges destinées au régime castriste. Les États-Unis sont soupçonnés d'avoir organisé l'attentat. Soudain apparaît dans le viseur de l'objectif le Che, coiffé de son béret étoilé, le visage sévère et l'œil sombre. Korda prend deux photos coup sur coup. Le cliché *Guerrillero heroico* fera le tour du monde. Il continue d'orner toutes sortes de supports sans rapport avec l'idéal politique du *Comandante*. Quant aux photographies prises par Freddy Alborta dans le lavoir de Vallegrande, en Bolivie, montrant le corps gisant d'Ernesto Guevara, ses yeux grands ouverts face à la mort et son léger sourire, elles ont hissé le Che au rang des martyrs de la cause marxiste et lui ont conféré une dimension de christ rouge. **V. D.**

IL N'A JAMAIS ADHÉRÉ AU PARTI COMMUNISTE CUBAIN, **PAS ASSEZ ROUGE À SES YEUX**

26 juillet 1953, par un certain Fidel Castro Ruz à Santiago de Cuba pour renverser le dictateur Batista. Ernesto, quant à lui, se rend au Guatemala puis, en septembre 1954, au Mexique, où il poursuit ses recherches médicales en allergologie et son activité de photographe et de journaliste. Il y gagne un surnom, ce « Che » dont il fera comme un titre de noblesse – et qui a pour origine un tic de langage propre aux Argentins, qui ponctue le début et la fin de ses phrases.

En juillet 1955, c'est la rencontre à Mexico avec Fidel Castro. Un coup de foudre en somme. Fidel Castro mesure son intelligence. Ernesto admire l'homme d'action. Castro veut débarquer à la tête d'un corps expéditionnaire à Cuba et demande au Che d'en être le médecin. Ernesto, qui s'est marié avec une Indienne du Pérou farouchement marxiste, vient d'être père. Bien qu'il fonde devant la petite Hildita, Guevara sait que rien ni personne ne l'empêchera de faire la révolution armée dont il rêve. Mais la police mexicaine poursuit les activistes cubains et arrête, le 20 juin 1956, Castro, Guevara et leurs compagnons. Faute de preuves, ils sont relâchés un mois plus tard et reprennent, dans l'ombre, leurs préparatifs.

Persona non grata devant les médias

Le 2 décembre 1956, une vieille embarcation de 13 mètres, avec à son bord 82 hommes armés, s'échoue sur un haut-fond au sud de Cuba. Repérés avant même leur arrivée, les rebelles parviennent à gagner la sierra Maestra pour s'y réfugier, mais, trois jours plus tard, ils sont surpris par une attaque de l'armée régulière. Le Che, blessé, fait partie des rescapés qui réussissent à gagner la forêt tropicale. L'« armée révolutionnaire réunifiée », comme il l'appelle avec humour, compte exactement 18 *barbudos*, hirsutes, crasseux et dépenaillés. Fidel Castro reçoit un journaliste du *New York Times* et lui fait croire à la présence de plusieurs bataillons surentraînés.

Guevara est prié de ne pas se montrer. Son image d'extrémiste anti-impérialiste risquerait de nuire à l'impact médiatique recherché. Rassurer les États-Unis en leur montrant que la rébellion cubaine anti-impérialiste n'est pas anti-américaine pour autant est l'un des buts de cette médiatisa-


COURTESY OF THE CUBAN HERITAGE COLLECTION, UNIVERSITY OF MIAMI LIBRAIRIES, CORAL GABLES, FLORIDES

PREMIÈRES ARMES
Le Che se fait l'inlassable adversaire de l'impérialisme. Il considère qu'il faut le combattre sur le terrain, en multipliant les foyers de guérilla. *Dans la sierra Maestra (est de Cuba), 1959.*

tion orchestrée de main de maître. L'interview, publiée sur trois colonnes à la une, a un formidable retentissement aux États-Unis comme à Cuba. Cette fois, la rébellion s'organise pour de bon avec le soutien de la population locale.

Selon le principe de base de la guérilla – «Mords et fuis» –, des attaques éclair sont lancées contre l'armée de Batista. Le Che se jette avec intrépidité dans les combats. Il réussit, comme le lui a demandé Fidel, à rallier à la guérilla tous les mouvements dans l'île opposés à la dictature. En juillet 1957, promu au grade de commandant à 29 ans, il se réjouit de n'avoir plus à «faire le médecin». De nature impulsive, souvent cassant, il apprend à se maîtriser et devient un chef de guerre respecté, exigeant de lui-même ce qu'il demande à ses hommes et ne s'accordant aucun privilège. Mais la victoire n'est pas encore à portée de main. Les rebelles se scindent en deux groupes. Fidel Castro et son frère Raúl conduisent des opérations dans l'est de la sierra Maestra, le Che dans l'ouest. En mai 1958 débute l'offensive des forces gouvernementales contre les rebelles. Ces derniers se battent à un contre dix, mais ont une connaissance parfaite du terrain. En août, enfin, le rapport de force s'inverse, définitivement.

Le 2 janvier 1959, le Che et Camilo Cienfuegos conquièrent La Havane. Les exploits militaires du *Comandante* ont attiré sur lui l'attention de la presse – cubaine et internationale. Mais il n'entre pas le premier dans la capitale. Un étranger, même proche de Cuba, ne peut pas recevoir la reddition des forces armées. C'est donc à Cienfuegos que revient cet honneur.

Sans états d'âme, le Che dirige les exécutions de 200 sbires de Batista, des tortionnaires d'opposants, condamnés à mort au sein des tribunaux révolutionnaires castristes. À peine a-t-il divorcé de sa femme puis s'est-il remarié avec une jeune institutrice rencontrée pendant les combats dans la sierra qu'il entreprend, en juin 1959, une tournée en Europe, en Asie et en Afrique. À son retour, il est bombardé directeur de l'Institut national de



RENE BURRI / MAGNUM PHOTOS

SUR TOUS LES FRONTS
Délaissant la lutte armée – et sa volonté de « créer de nombreux Viêt Nam » –, il occupe le poste de ministre de l'Industrie de 1961 à 1965.



COURTESY OF THE CUBAN HERITAGE COLLECTION, UNIVERSITY OF MIAMI LIBRAIRIES, CORAL GABLES, FLORIDES (X2)



GLOBE-TROTTER
Fidel Castro envoie son bras droit en représentation à l'étranger (en URSS et, ci-contre, dans l'empire du Milieu, en 1960). Le Che s'enflamme pour la Chine de Mao, s'attirant les foudres du Kremlin, en froid avec son voisin.

la réforme agraire et gouverneur de la Banque nationale de Cuba. Alors que s'engagent des nationalisations et que Castro se rapproche de plus en plus de l'URSS, les États-Unis décrètent en octobre 1960 un premier embargo contre l'île. Le Che poursuit son tour du monde, cette fois dans les pays communistes. Le voici en URSS pour obtenir l'aide économique et militaire du président Khrouchtchev. Il apprécie l'accueil chaleureux, beaucoup moins les fougueuses embrassades à la russe. Pris par surprise une première fois, il gardera ensuite prudemment son cigare entre ses lèvres serrées pour décourager toute nouvelle tentative. En Chine, Mao, son idole, le reçoit à bras ouverts. Emporté par son enthousiasme, le Che déclare que la Chine est un modèle pour Cuba. De quoi faire s'étrangler les dirigeants soviétiques. Sans doute rappelé à l'ordre par Castro, Guevara rectifie le tir à l'étape suivante, en Corée du Nord, où il assure que, grâce à l'intercession de Cuba, les différences entre Moscou et Pékin vont s'amenuiser. Le 1er janvier 1961, jour de la fête nationale cubaine, les chars soviétiques défilent à La Havane. Le 3, les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'île.

Devenu ministre de l'Industrie, le Che met en œuvre sa conception du développement industriel. Elle vise l'accroissement de la richesse nationale – et non individuelle – sans recourir aux lois du marché. Toutes les énergies doivent être mobilisées, y compris celle des femmes ! Une autre révolution dans un pays à la culture machiste fortement enracinée. Il se proclame marxiste. L'est-il vraiment ? Oui, mais à sa manière, en électron libre, lui qui n'a jamais adhéré au parti communiste cubain, pas assez « rouge » à ses yeux. Guevara place l'homme, l'« homme nouveau », au cœur de son idéal révolutionnaire, contrairement aux Soviétiques, pour qui prime la lutte des classes.

Le Saint-Just de la révolution marxiste

Le radicalisme et l'activisme du Che, mais aussi sa popularité auprès des Cubains, agacent les membres du Parti socialiste populaire [devenu le Parti communiste cubain en 1965]. Après l'échec du débarquement dans la baie des Cochons et la crise des missiles, c'est un lobby anti-Che qui entoure Castro et se dresse face à lui. Le point de rupture est atteint après le discours d'Alger, en février 1965, lors d'un séminaire afro-asiatique. Il accuse les pays socialistes, et en premier lieu l'URSS, d'être « les complices de l'exploitation impérialiste » du tiers-monde. Cette bombe, reprise par tous les médias étrangers, provoque la fureur des Soviétiques, qui demandent sa mise à l'écart de la scène politique cubaine. En outre, le Che s'est exprimé sans l'aval de Fidel.

De toute façon, *El Comandante* ne souhaite pas rester à Cuba. Lui le pur, le Saint-Just de la révolution marxiste, rêve de l'exporter dans toute l'Amérique latine et en Afrique. Castro ne cherche pas à le retenir. Le Che arrive ainsi en Bolivie sous une fausse identité en novembre. Le 8 octobre 1967, il y livre sa dernière bataille. Lâché par le parti communiste bolivien, abandonné par Cuba, qui, il l'a compris, n'enverra aucun secours, le voici prêt à remporter sa plus belle victoire. Celle de la postérité. ■

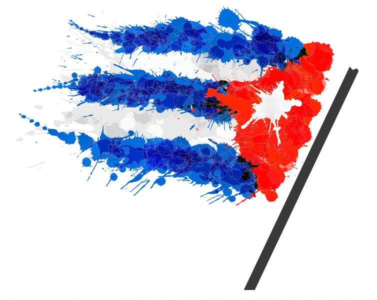
L'ÉCHEC DE LA GREFFE AFRICAINE



AFP PHOTO

FEU DE BROUSSE
En avril 1965, c'est grimé et méconnaissable qu'il prend pied dans l'ancien Congo belge, sous le pseudonyme de « Tatu ». Objectif : ranimer le flambeau de l'émancipation qu'avait allumé Patrice Lumumba. L'opération tourne court.

Conformément à l'idéal de son combat marxiste, le Che rêve de créer des ponts entre les révolutions asiatique, sud-américaine et africaine. Le 1er avril 1965, grimé en retraité chauve et bedonnant, il part pour le Congo après avoir écrit une lettre à Fidel Castro dans laquelle il stipule qu'il renonce à sa citoyenneté cubaine, à ses charges, à son poste de ministre et à son grade de commandant. On sait aujourd'hui que le *Líder Máximo* exigeait ce type d'écrit de tous ceux qui partaient faire la révolution à l'étranger afin de conserver sa marge de manœuvre diplomatique. Le Che a été très choqué par la manière dont Patrice Lumumba, Premier ministre de la nouvelle République démocratique du Congo, a été abandonné par la Belgique, torturé et exécuté par les partisans de Mobutu en 1965. C'est pourquoi il s'intéresse à ce pays, où les partisans du leader assassiné tentent de poursuivre la lutte pour reconquérir le pouvoir. Accompagné de 200 Cubains noirs, le Che, qui a gardé son identité secrète, s'est fixé pour mission d'ouvrir un troisième front international, après Cuba et le Viêt Nam, et d'aider le mouvement socialiste lumumbiste de libération du Congo. Mais « Tatu », le surnom du Che en swahili, découvre la réalité du terrain. Outre la barrière de la langue – il doit recourir à des interprètes –, il doit discipliner à grand-peine une armée divisée en deux groupes, les paysans d'un côté, les intellectuels de l'autre, au sein desquels cohabitent des tribus qui ne s'entendent pas. Désorganisés et sans chefs – tous partis à l'étranger et corrompus –, ces hommes dans l'impossibilité de faire fonctionner l'armement soviétique ou chinois inutilisable car le plus souvent livré en pièces détachées incomplètes, s'en remettent à la *dawa*, la protection magique censée arrêter les balles ennemies. L'armée gouvernementale lance une offensive à laquelle, dans ces conditions, il ne peut répondre. Le 21 novembre 1965, le Che, 120 Cubains et une quarantaine de Congolais se retirent en abandonnant les civils aux représailles des troupes du général Mobutu. ■ **V. D.**



SUR LE FRONT DE LA GUERRE FROIDE

En deux ans, l'ex-« protectorat » américain va basculer dans le camp soviétique. Un coup dur pour les États-Unis, obsédés par la contagion rouge. *Par Vincent Michelot*

RUBICON
Le 3 janvier 1961, presque deux ans jour pour jour après l'entrée de Fidel Castro à La Havane, le président Eisenhower prend acte du rapprochement de son voisin caribéen avec l'ennemi russe et rompt les relations diplomatiques avec Cuba. *Photo de Roberto Salas.*

Lorsque John F. Kennedy, le président nouvellement élu, prend ses fonctions le 20 janvier 1961, les États-Unis sont la première puissance mondiale en matière militaire et plus encore économique. Leur population, selon le recensement de 1960, est supérieure à 185 millions d'habitants. À environ cent kilomètres des côtes de la Floride, Cuba est une nouvelle république dont l'ancien homme fort, Fulgencio Batista, a quitté le pouvoir le 1er janvier 1959, chassé par les révolutionnaires emmenés par Fidel Castro *(lire p. 58)*.

L'île était nominalement indépendante depuis 1902, mais, au départ des États-Unis après l'occupation militaire qui fait suite à la guerre qu'ils ont victorieusement conduite en 1898 contre l'Espagne, les vainqueurs, par l'intermédiaire de l'amendement Platt, conservent une tutelle sur Cuba en se réservant un droit unilatéral d'intervention dans les affaires intérieures du pays *(lire p. 48)*. Cette tutelle, les États-Unis l'exerceront pleinement, maintenant de fait un lien de dépendance économique et militaire tel qu'il eût été



ROBERTO SALAS - ADAVIS 2016

plus juste de parler de «protectorat» plutôt que de «souveraineté» pour qualifier la relation avec leur voisin caribéen. À l'aube des années 1960, dans un moment critique de la guerre froide, Cuba est un pays pauvre d'un peu plus de sept millions d'habitants dont l'économie est en ruine. Comment expliquer la relation si évidemment déséquilibrée entre les deux pays, devenue en quelques mois un centre névralgique de la guerre froide et le point de départ de ce qui aurait pu être une troisième guerre mondiale, nucléaire celle-là?

Plus nationaliste que marxiste

D'abord, il y a la doctrine de Monroe, formulée par le président américain en 1823. En 1796, George Washington avait averti ses concitoyens des périls de l'immixtion et de l'ingérence des puissances européennes dans les affaires des États-Unis et tracé les contours d'une souveraineté sourcilleuse de la politique étrangère de la jeune nation. Monroe la verbalise presque sous forme de fanfaronnade: les États-Unis s'engagent à ne pas s'immiscer dans les affaires européennes si les nations européennes, elles, promettent de ne pas menacer la sécurité du continent américain. Au fur et à mesure que s'affirme la puissance militaire et économique des États-Unis, ceux-ci considèrent que les Amériques du Nord et du Sud, de même que les Caraïbes, sont pour eux une zone d'exclusivité et que toute présence non étasunienne doit être regardée comme hostile, à l'exception des colonies européennes déjà existantes, qui ne pourront désormais s'étendre ou changer de tutelle.

Malgré ses amendements et corollaires, la doctrine reste un prisme structurant de la posture géopolitique des États-Unis en 1961. Il leur est donc impossible d'accepter qu'à quelques miles nautiques des côtes américaines s'installe un pouvoir politique hostile. Après que Fidel Castro, pendant l'année 1959, a saisi progressivement l'ensemble des biens américains sur l'île pour consolider son assise sur le pouvoir, le sentiment de spoliation s'ajoute à une menace qui n'est à ce stade que virtuelle. Car Cuba n'a pas encore tissé des liens économiques et militaires forts avec l'URSS, la première phase de la révolution étant plus nationaliste que marxiste. Ensuite, il y la présence à la Maison-Blanche d'un nouveau président, le plus jeune que les États-Unis aient

AMABILITÉS En avril 1959, le leader cubain est reçu à Washington par le vice-président, Richard Nixon. L'ancien secrétaire d'État Dean Acheson dira de Castro qu'il est « le premier démocrate d'Amérique latine ».

BETTMANN/GETTY IMAGES

jamais élu, qui doit à la fois affirmer son autorité sur l'appareil militaire américain et traduire en actes forts une rhétorique anticommuniste très dure, appuyée sur une croyance presque magique en la théorie des dominos [NDLR, « contagion » d'un État communiste aux États voisins]. S'exprimant devant le Congrès le 30 janvier 1961, Kennedy nomme explicitement Cuba comme un foyer d'inquiétude lorsqu'il définit la mission des États-Unis dans le monde : « Les espoirs de toute l'humanité reposent sur nous, pas simplement sur ceux d'entre nous qui se trouvent dans cet hémicycle, mais sur le paysan du Laos, le pêcheur du Nigeria, l'exilé de Cuba, cet esprit qui habite chaque homme et chaque nation qui partage nos espoirs de liberté pour l'avenir. »

Le fiasco de « Zapata »

Et puis Dwight Eisenhower avait laissé dans les cartons de la CIA le projet de l'opération « Zapata » : l'agence américaine entraînait depuis plusieurs mois des mercenaires cubains au Guatemala ; ceux-ci devaient débarquer à Cuba et joindre leurs forces à l'opposition anticastriste pour renverser le régime. Lancée le 17 avril 1961, moins de trois mois après la prise de fonction de John Kennedy, l'opération est un véritable accident industriel : les renseignements sur lesquels s'appuie la préparation sont erronés ou obsolètes, l'armée castriste a été prévenue et le secret éventé. Les mercenaires sont cloués sur le sable et ceux qui n'ont pu être évacués par la marine américaine se rendent trois jours après : 1 200 des quelque 1 400 soldats sont capturés.

Au cœur du débat se trouve la décision du président Kennedy de refuser l'intervention des forces navales et aériennes américaines au moment où les mercenaires sont sur le point d'être repoussés, ce qui lui permettait de dire, sans que personne n'y croie, qu'il ne s'agissait pas d'une opération américaine. Ce fiasco souligne bien tous les dysfonctionnements du nouvel exécutif : par « machisme présidentiel » mais aussi par peur de se montrer réticent à l'usage de la force dans ses premiers jours en tant que chef des armées, JFK refuse de stopper l'opération « Zapata », persuadé aussi qu'il doit se montrer plus énergique que son prédécesseur face à un régime dont l'existence même représente une grave menace pour les États-Unis. Pour autant, il a exigé des changements dans le projet tout en laissant penser à la CIA que, dans l'hypothèse d'un échec du débarquement, la marine et l'aviation américaines se porteraient à la rescousse des mercenaires.

L'échec pitoyable de « Zapata » a trois conséquences majeures : une réorganisation complète de l'appareil de gestion des crises de la Maison-Blanche, une fragilisation significative de la position des États-Unis dans la communauté des nations et une consolidation forte de la légitimité du régime castriste, qui s'accompagne d'un resserrement de ses liens avec l'URSS. Celle-ci devient le protecteur de Cuba en même temps que la ligne de vie économique d'un pays isolé par un embargo strict que les États-Unis puis l'Organisation des États américains (OEA) mettent en place au début de l'année 1962.

Ainsi, c'est presque en robe de bure que JFK se rend à la conférence de Vienne en juin 1961, d'où il revient en se plaignant amèrement d'avoir

« JE NE SAIS PAS SI FIDEL EST COMMUNISTE. **CE QUE JE SAIS, C'EST QUE JE SUIS FIDÉLISTE. »**

Nikita Khrouchtchev en 1960

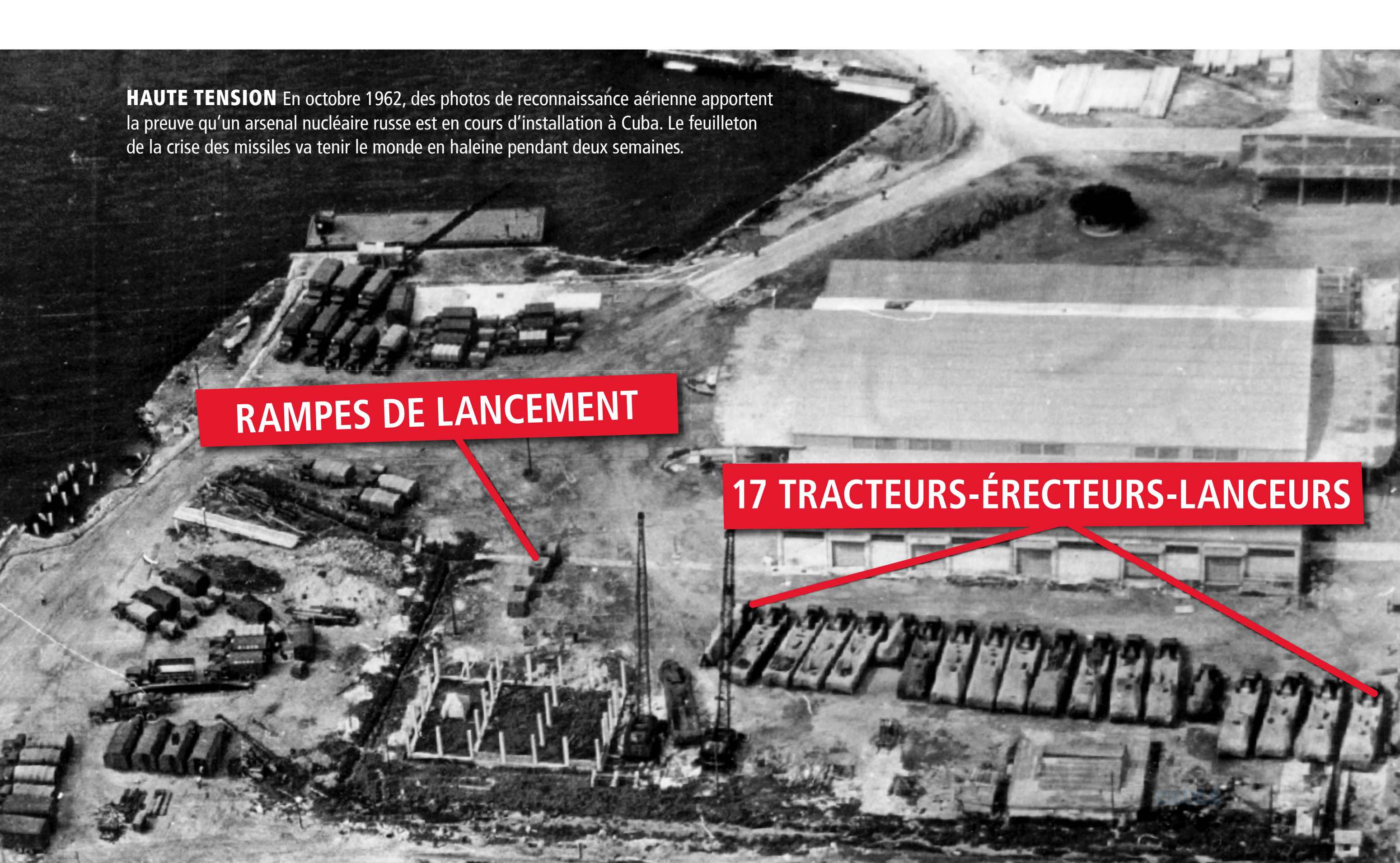
CSU ARCHIVES/EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES

été « tancé comme un petit garçon » par Khrouchtchev – en plus d'avoir dû accepter un débat idéologique sur les mérites respectifs du capitalisme et du socialisme. La baie des Cochons possède pourtant deux vertus pour JFK : endossant seul l'entière responsabilité du fiasco, il pourra par la suite retirer tous les bénéfices de son succès dans la crise des missiles – crise qu'il a expertement gérée car il a appris de toutes les erreurs commises en avril 1961, changeant hommes et structures.

Mais on peut aussi penser que ce triomphe inespéré de la diplomatie soviétique a donné à Nikita Khrouchtchev une vision erronée de la réalité du rapport de force entre les deux grandes puissances. Pourtant, avant même son départ pour Vienne, JFK, dans un second discours sur l'état de l'Union tout à fait exceptionnel, avait appelé à des mesures de grande ampleur pour le renforcement de l'appareil militaire américain – en plus de lancer le programme spatial qui allait conduire les Américains sur la Lune en 1969. C'est une montée parallèle des périls à laquelle on assiste jusqu'à l'été 1962. Les États-Unis tentent par tous

Cuba, Berlin : destins croisés

Berlin, lieu symbolique de la victoire des Alliés sur le nazisme, enchâssé dans le territoire de la RDA, bientôt proclamée par JFK « capitale du monde libre, » était une anomalie territoriale. Cuba, point d'entrée du socialisme et de la révolution dans les Amériques, laboratoire de Che Guevara et de Fidel Castro, est un cœur marxiste qui bat dans la poitrine de l'empire américain. Tout au long des années 1960, leurs destins sont inextricablement liés. Berlin est le talon d'Achille des États-Unis en Europe, car elle est impossible à défendre autrement que par le recours à l'arme atomique. C'est aussi un moyen de pression pour Khrouchtchev : dès lors que les États-Unis menacent Cuba, il évoque la réunification forcée sous l'égide de la RDA ou la partition. Le leader soviétique aimait à plaisanter : « Berlin est le testicule de l'Ouest. Lorsque je veux que l'Ouest hurle, je serre sur Berlin. » Quand les États-Unis pointent des missiles sur le territoire soviétique depuis des pays limitrophes, soutiennent des régimes en Iran et en Turquie ayant un intérêt stratégique pour l'URSS mais refusent à Cuba le droit d'exister en tant que nation souveraine, alors il y a Berlin… **V. M.**



HAUTE TENSION En octobre 1962, des photos de reconnaissance aérienne apportent la preuve qu'un arsenal nucléaire russe est en cours d'installation à Cuba. Le feuilleton de la crise des missiles va tenir le monde en haleine pendant deux semaines.



AGIP/BRIDGEMAN IMAGES

ULTIMATUM Le 29 octobre, John F. Kennedy décrète le blocus naval de Cuba. Une décision risquée : si l'URSS le force, elle déclenche la guerre ; si elle s'y plie, elle courbe l'échine. Khrouchtchev accepte de rapatrier ses missiles. « Ça me fait plus mal à moi qu'à toi ! » dit-il à Castro dans cette caricature d'Ed Valtman (page suivante) parue dans *The Hartford Times* en octobre 1962.

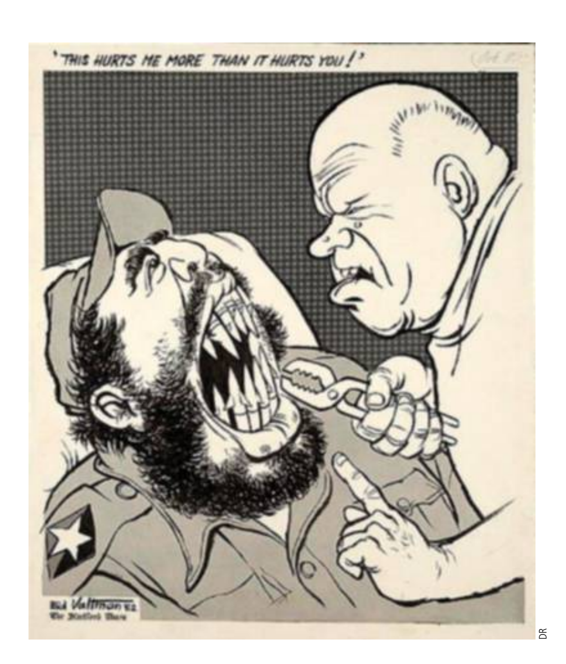
les moyens autres qu'une intervention militaire directe de renverser Fidel Castro, lançant par exemple en novembre 1961 l'opération « Mangouste » : catalogue à la Prévert de propagande, de désinformation, de sabotage, d'aide armée à l'opposition, de pré-positionnement d'armes mais surtout de projets d'assassinat des hauts dignitaires du régime et de Castro lui-même tous plus farfelus les uns que les autres…

Plus sérieusement, le contexte géopolitique est inquiétant : JFK se prépare à des élections de mi-mandat en 1962 qui ont toutes les chances de lui être très défavorables au regard de ses premiers dix-huit mois à la Maison-Blanche, les négociations avec l'URSS sur l'interdiction des essais nucléaires sont au point mort et les tensions en Asie du Sud-Est et à Berlin sont fortes. En conséquence, le président Kennedy, soucieux de ne pas laisser s'ouvrir un troisième front dans la guerre froide, sollicite le soutien du Congrès en septembre 1962 après un discours virulent dans lequel il évoque le rappel des réservistes, fait exceptionnel dans l'histoire politique des États-Unis. Il dispose aussi depuis août d'informations inquiétantes sur les activités soviétiques à Cuba, mais ce n'est que le 14 octobre qu'il aura la confirmation que l'URSS a commencé à acheminer vers l'île des missiles susceptibles de porter des armes nucléaires.

S'ouvre alors la quinzaine la plus brûlante de la guerre froide, celle de la crise des missiles de Cuba. Devant l'imminence de l'installation de bases de lancement de missiles capables de frapper les villes de la côte Est des États-Unis – l'URSS affirme qu'il s'agit d'« armes de défense » –, le président Kennedy a le choix entre trois stratégies : une protestation diplomatique devant les institutions internationales, un blocus naval et aérien de Cuba (qui constitue un acte de guerre) ou une frappe nucléaire préventive de grande ampleur qui interdise à l'URSS toute forme de réponse.

Un monolithe iconique et immuable

Choisissant l'option intermédiaire, il négocie secrètement par télégrammes interposés avec Nikita Khrouchtchev, qui, en retour d'un engagement à cesser l'acheminement vers Cuba de matériel militaire, obtient des États-Unis d'abord qu'ils s'interdisent toute intervention à Cuba et ensuite qu'ils retirent leurs missiles Jupiter d'Italie et surtout de Turquie. Pendant ces deux semaines, un avion espion U2 est abattu, un sous-marin russe forcé de faire surface par la marine des États-Unis, des actes de guerre entre deux superpuissances nucléaires. Autant la baie des Cochons avait été une humiliation pour JFK,



DR

autant cette sortie de crise représente l'acte (re) fondateur de sa présidence, à l'intérieur comme à l'extérieur. La menace directe est écartée, le statu quo dans les Amériques préservé, ses talents de diplomate et de chef des armées consacrés.

La relation entre Cuba et les États-Unis devient alors une longue glaciation marquée par des débats au Congrès sur le renforcement ou au contraire la levée partielle de l'embargo, débats qui mesurent la température de la guerre froide. Aucun réel progrès n'est accompli, y compris après la chute du mur de Berlin, malgré les pressions des pays de l'OEA ou de l'Europe. Cuba est devenue pour les États-Unis un monolithe archéologique iconique et immuable, tous étant persuadés qu'aucun président des États-Unis ne souhaitera dépenser de capital politique pour ouvrir un nouvel échange avec un régime dont on attend simplement la chute par usure et obsolescence, physique et idéologique.

Lorsque, en décembre 2014, Barack Obama annonce sa politique de dégel avec Cuba, avec l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, c'est l'une des toutes dernières moraines – ou résidus glaciaires – de la guerre froide qui commence à fondre. Elle est pourtant encore loin de disparaître, tant les séquelles de cinquante-quatre années d'affrontement demeurent fortes. Cuba est et restera longtemps une cicatrice indélébile de la guerre froide. ■

Le vol d'*Air Force One*

Air Force One, le 747 présidentiel qui survole les faubourgs de La Havane avec ses automobiles construites aux États-Unis avant la révolution de 1958 : l'image en dit autant que l'allocution du président Obama à la nation cubaine depuis le Grand Théâtre de La Havane le 22 mars 2016 : « Je suis venu ici enterrer les derniers vertiges de la guerre froide dans les Amériques. » Le moment est historique : Calvin Coolidge était le dernier président des États-Unis à se rendre dans l'île. C'était en 1928. En annonçant la reprise du dialogue en décembre 2014, le président Obama met fin à un anachronisme politique mais aussi entame un processus périlleux. Les résistances sont nombreuses : tout rapprochement est vu par les conservateurs comme une reconnaissance imméritée de la légitimité du régime castriste et un abandon des principes qui ont permis aux États-Unis de « gagner » la guerre froide ; et surtout Cuba, comme l'Amérique centrale ou latine en général, n'a jamais été au centre des préoccupations de la diplomatie américaine. Les deux pays voguent donc presque mécaniquement d'une crise à une autre, de l'Angola à Mariel en passant par les *balseros*. Si Barack Obama casse ce déterminisme de l'affrontement, c'est d'abord parce qu'il est en 2014 un président presque libre qui construit son entrée dans les livres d'histoire. Lorsqu'il propose la réouverture des ambassades à Washington et à La Havane, la libéralisation des échanges économiques et des voyages et, surtout, lorsqu'il retire Cuba de la liste des États qui soutiennent le terrorisme, il déploie tout l'arsenal de l'exécutif pour convaincre les Cubains que rien ne leur sera imposé et que leur destinée se trouve entre leurs mains. Mais la dernière étape du processus, la levée de l'embargo, ne pourra se faire qu'au Congrès. Or le législatif américain est aujourd'hui dans un état institutionnel critique. Cuba devra encore attendre. **V. M.**



ALBERTO REYES / REUTERS



Complétez votre collection

Cochez les numéros qui vous intéressent puis calculez le montant de votre commande à l'aide de notre grille tarifaire.

LE MENSUEL
5,70€ le numéro

ANNÉE 2014

- ☐ N° 805 Les contes de fées
- ☐ N° 806 Les archives du Vatican
- ☐ N° 807 La Grande Guerre
- ☐ N° 808 Vercingétorix : le Gaulois qui a trahi César
- ☐ N° 809 Au cœur de l'Histoire : les prouesses des images 3D
- ☐ N° 810 Ils débarquent… Ces heures qui ont changé la face du monde
- ☐ N° 811 Ceux qui font trembler les rois
- ☐ N° 812 La grande aventure des Celtes
- ☐ N° 813 Louis XIV : sa passion pour la Chine
- ☐ N° 814 Sacré Saint Louis !
- ☐ N° 815 François 1er, un grand roi ?
- ☐ N° 816 Résistants : la France qu'ils nous ont léguée

ANNÉE 2015

- ☐ N° 817 Moïse : ce que dit la Bible… et ce que disent les historiens et les scientifiques
- ☐ N° 818 Les Chrétiens d'Orient : boucs émissaires depuis 2 000 ans
- ☐ N° 819 L'homme providentiel : comment les Français se trouvent un sauveur
- ☐ N° 820 Hitler : comment il s'est inspiré de l'Amérique des années 20
- ☐ N° 821 Napoléon et Paris : quand Paris dominait le monde
- ☐ N° 822 Secrets d'état : les dossiers interdits de l'histoire







- ☐ N° 823-824 NUMERO DOUBLE Les trésors cachés de la France
- ☐ N° 825 Égypte : les mystères d'Osiris révélés
- ☐ N° 826 Les prostituées
- ☐ N° 827 Ces enfants qu'on fanatise
- ☐ N° 828 Jérusalem : toujours ressuscitée

ANNÉE 2016

- ☐ N°829 Nouvelle formule Qui sont les barbares ?
- ☐ N°830 Hitler : intime et politique
- ☐ N°831 Histoires érotiques de l'Élysée
- ☐ N°832 La grande Russie, terrible et fascinante
- ☐ N°833 Complotisme, mille ans de mensonges

Historia SPÉCIAL
5,95€ le numéro

ANNÉE 2014

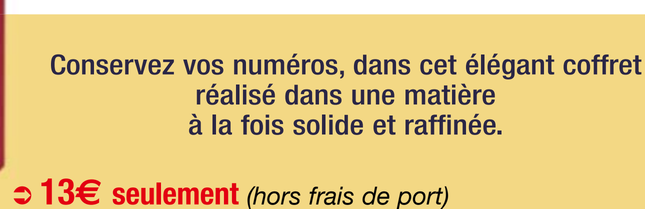
- ☐ SP 15 Napoléon : la gloire et la honte
- ☐ SP 16 Les Français contre les Français
- ☐ SP 17 Le Moyen Âge libère la femme
- ☐ SP 18 Les Super-Héros : sentinelles de l'histoire du XXe siècle
- ☐ SP 19 Les bonnes et les mauvaises manières
- ☐ SP 20 La révolution française : du chaos à l'unité

ANNÉE 2015

- ☐ SP 21 L'art de la guerre au Moyen Âge
- ☐ SP 22 Les génies du mal : Hitler, Staline, Mao…
- ☐ SP 23 Vikings : la saga scandinave
- ☐ SP 24 Les assassins de la mémoire
- ☐ SP 25 Mafia : la véritable histoire des parrains
- ☐ SP 26 Versailles

ANNÉE 2016

- ☐ SP27 Les revenants
- ☐ SP28 La folie des sciences
- ☐ SP29 États-Unis



Conservez vos numéros, dans cet élégant coffret réalisé dans une matière à la fois solide et raffinée.

➲ **13€ seulement** *(hors frais de port)*

Retrouvez l'intégralité des numéros disponibles sur le site www.sophiaboutique.fr

Merci de retourner cette page complétée et accompagnée de votre règlement à : Historia - Sophia Publications
BP 65 - 24 Chemin latéral - 45390 Puiseaux - Tél : 00 33 2 38 33 42 89 - nchevallier.s@orange.fr

VPC 032

Nom : ____ Prénom : ____

Adresse : ____

Code postal : ____ Ville : ____ Pays : ____

Calculez le montant de votre commande

Articles	Qté		Prix unitaire		TOTAL
HISTORIA					
Exemplaire(s)		x	5,70 €	=	………€
HISTORIA SPÉCIAL					
Exemplaire(s)		x	5,95 €	=	………€
LE COFFRET					
Exemplaire(s)		x	13,00 €	=	………€

FRAIS DE PORT France métropolitaine (Étranger, nous contacter)
1,50€ le numéro / **+ 0,50€** le numéro supplémentaire ………€
6,85€ le coffret / **8,35€** de 2 à 3 / **9,10€** de 4 à 5 ………€
Au-delà de 5 coffrets, nous contacter.
Total de ma commande (Frais de port inclus) ………€

Téléphone portable : ____

Pour recevoir plus rapidement des informations sur votre commande, merci de nous indiquer votre email :

……………………@……………………

Je choisis de régler par : ❑ chèque à l'ordre de Sophia Publications ❑ carte bancaire

N° ____ Expire fin ____

Merci de noter les 3 derniers chiffres du numéro inscrit dans la zone signature, au dos de votre carte bancaire ____

Signature obligatoire :

Votre commande vous parviendra dans les 10 jours qui suivent l'enregistrement de votre règlement.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés »du 06.01.1978 (art. 27), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Elles sont destinées exclusivement à Sophia Publications et à ses partenaires, sauf opposition de votre part en cochant cette case ❑

DÉCOUVERTE
La Croatie, trésor des Balkans



CNTB

Des opulentes plaines slavones au millier d'îles dalmates en passant par la péninsule de l'Istrie, le 28e État de l'Union européenne offre une diversité de paysages façonnés par deux mille ans d'une histoire riche et mouvementée.

CARTOGRAPHIE : GREGORY PROCH

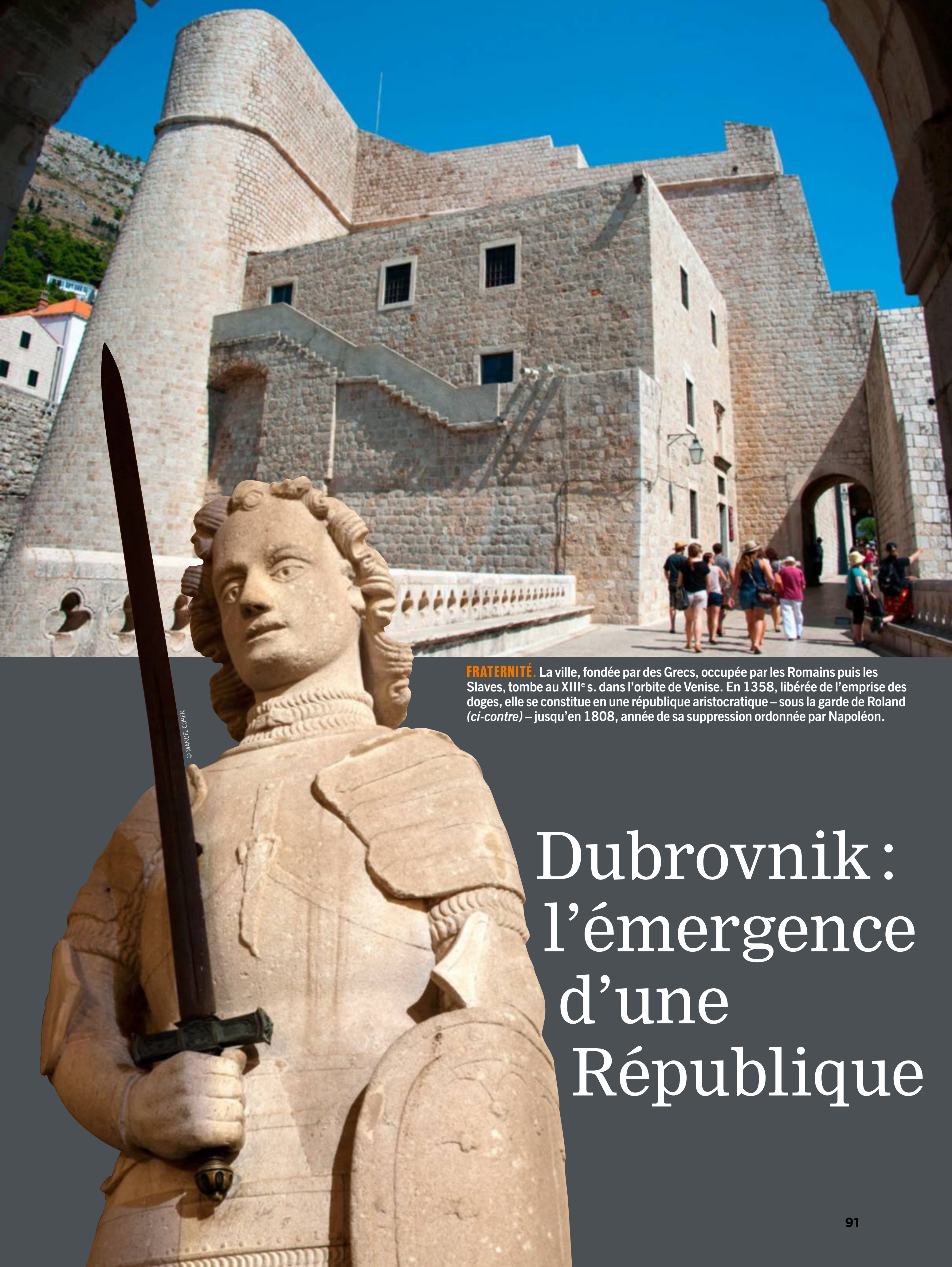


Les eaux de l'Adriatique baignent les remparts de la cité de Dubrovnik, l'antique Raguse, perle des possessions de Venise.

LIBERTÉ. Une belle ordonnance architecturale unit encore les monuments de la cité. Une gageure, au vu des événements souvent tragiques qu'elle a traversés – le dernier en date étant son bombardement par les troupes serbes, d'octobre 1991 à mai 1992.



ÉGALITÉ. Vue de la nef et de l'abside de l'église baroque Saint-Ignace, construite selon les plans de l'architecte jésuite Andreza. Outre des fresques de Gaetano Garcia, le visiteur pourra y admirer… une reproduction de la grotte de Lourdes, réalisée en 1885.



FRATERNITÉ. La ville, fondée par des Grecs, occupée par les Romains puis les Slaves, tombe au XIIIe s. dans l'orbite de Venise. En 1358, libérée de l'emprise des doges, elle se constitue en une république aristocratique – sous la garde de Roland *(ci-contre)* – jusqu'en 1808, année de sa suppression ordonnée par Napoléon.

Dubrovnik : l'émergence d'une République

ONT CROATIE

TUTTI FRUTTI. Sur la place de Pula, l'architecture offre un condensé de plus de deux millénaires : arc de triomphe (*porta Aurea*) érigé entre 29 et 27 av. J.-C. en l'honneur de la famille romaine des Sergi, façades baroques italianisantes et immeubles viennois qui témoignent de l'Empire austro-hongrois.

COLOSSEO. L'amphithéâtre de Pula, construit, au Ier siècle sous le règne de Vespasien, est contemporain du Colisée de Rome. Il pouvait accueillir 20 000 spectateurs, assis sur les gradins en pierre ou debout dans les galeries.



RENÉ MATTES / HEMIS.FR



SERENISSIMA. Difficile de ne pas reconnaître une influence vénitienne à la cité de Rovinj. Le campanile de la cathédrale Sainte-Euphémie (XVIIIe s.) – qui n'est pas sans rappeler celui de Saint-Marc – domine le paysage du haut de ses 60 mètres.

L'Italie pousse sa botte en Istrie

SANCTISSIMA. À Porec, on admire les décors de style byzantin de la basilique (VIe s.). Ce complexe épiscopal, dédié à l'évêque Euphrasius, comprend un baptistère octogonal, un campanile datant du XVIe s. et un atrium bordé de colonnades.


BORISLAV MARINIC/ALAMY/HEMIS


NINO MARCUTTI/ALAMY/HEMIS

ABRI. Le château de Veliki Tabor (« grand camp », en croate) est fièrement implanté sur une hauteur dominant le Hrvatsko Zagorje, une région de collines qui marque la frontière avec la Slovénie. Aux XVIe et XVIIe s., les populations environnantes menacées par les raids ottomans y trouvaient refuge.

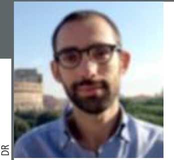
Transylvanie ? Bavière ? Non, comitat de Varazdin !

MANOIR. Au cœur de Varazdin, une cité au riche patrimoine médiéval, Renaissance et baroque, la forteresse, de style gothique tardif, a été transformée aux XVIIe et XVIIIe s. en une confortable résidence aristocratique.

© MALHERBE MARCEL - WWW.AGEFOTOSTOCK.COM



FOLIE. Le château de Trakoscan, dans le nord de la Croatie, est bâti à la fin du XIIIe s. Abandonné après 1750, il est restauré et remanié au XIXe s. dans un style néogothique.


DR

PAR OLIVIER TOSSERI

« L'aigle romaine a planté ses griffes sur les rives de l'Adriatique. Les puissants vestiges d'un palais impérial enflamment l'imagination du visiteur. Ici, en Croatie, ce n'est pas l'Italie, mais c'est encore Rome. »

Le palais de Dioclétien

À la fin du IIIe siècle, le souverain suprême de l'Empire romain renonce à sa charge pour se retirer dans cet antre somptueux qu'il fit édifier à Split, sur la côte dalmate.

Split est une ville-maison qui n'a cessé d'être habitée depuis plus de mille sept cents ans. Une maison dont les murs sont l'enceinte du palais de l'empereur Dioclétien, construit au début IVe siècle, et dont les locataires ont été aussi bien romains que, par la suite, vénitiens, français ou austro-hongrois. Chacun y a laissé son style architectural, surprenant les badauds de ses rues étroites au tracé romain, flanquées de palais médiévaux voisinant avec des immeubles habsbourgeois. La ville n'est pourtant pas le simple cadre d'un bric-à-brac monumental figé dans le passé. Elle s'y coule comme dans un fauteuil confortable qu'elle aurait chiné pour regarder le spectacle de ces milliers de visiteurs débarqué des navires de croisière ou des yachts mouillant dans la baie.

À Split, le présent ne cohabite pas avec l'Histoire, il se fond dedans. Une employée de banque reçoit ses clients avec ses dossiers calés contre une colonne antique. Chez un chausseur, des touristes essaient leurs futurs achats en foulant un sol romain, avant de rejoindre des amis qui boivent un verre dans un café à la façade Renaissance dont les fondations circulaires sont celles d'un autel dédié à la déesse Vénus. Split la balnéaire surgit dans un cadre naturel exceptionnel appuyé au Mosor, massif montagneux qui court le long du littoral tel un rempart. La baie choisie pour édifier la résidence de l'empereur est une magnifique fenêtre ouverte sur la mer Adriatique, avec son chapelet d'îles.

Split, ville-maison. D'enfance, d'abord, avant d'être de retraite pour Dioclétien. C'est à quelques kilomètres à peine, à Salona, qu'il voit le jour dans une famille modeste, vers 244. C'est sur cette côte dalmate qu'il décide, à 60 ans, de terminer son existence après son abdication en 305. Affaibli par la maladie, mais surtout par une longue carrière militaire et politique de deux décennies, à une époque où les règnes s'inscrivaient le plus souvent entre un coup d'État et un assassinat, sur fond de guerres civiles. En vingt ans au sommet du pouvoir, Dioclétien traverse l'Empire d'est en ouest, refonde son système administratif en instaurant la tétrarchie (partage du gouvernement de l'Empire entre quatre empereurs), réforme son système monétaire avec une nouvelle fiscalité et consolide son système défensif en renforçant le limes – cette ligne de fortifications édifiées pour pallier l'insuffisance ou l'absence de défenses naturelles aux frontières de Rome – pour faire face à la menace barbare.

Après s'être emparé du pouvoir en 284, Dioclétien décide – fait inouï – de l'abandonner en 305. Ce qui l'occupe de plus en plus à partir de 294, c'est la construction de sa résidence sur sa terre natale : un somptueux palais-forteresse en forme de trapèze, de 215 mètres de longueur et 180 de largeur, sorti de terre sur les rives des côtes dalmates. Les traditionnels axes est-ouest et nord-sud, caractéris-



DEAGOSTINI/LEEMAGE

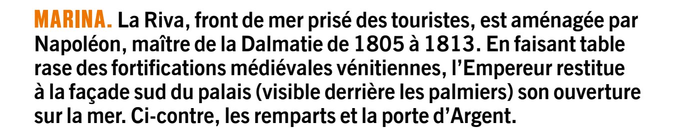
JADIS. Reconstitution du palais, tel qu'il était au début du IVe siècle. Un ensemble architectural d'une superficie totale de 38 000 mètres carrés.

ET AUJOURD'HUI. Vue aérienne de la baie de Split. La ville croate déploie un camaïeu de bleu adriatique, de vert méditerranéen et de cet ocre vif transalpin, qui se décline de toiture en toiture.

ONT CROATIE



ZOONAR/D.BRLEK - WWW.AGEFOTOSTOCK.COM



MARINA. La Riva, front de mer prisé des touristes, est aménagée par Napoléon, maître de la Dalmatie de 1805 à 1813. En faisant table rase des fortifications médiévales vénitiennes, l'Empereur restitue à la façade sud du palais (visible derrière les palmiers) son ouverture sur la mer. Ci-contre, les remparts et la porte d'Argent.

tiques des camps de légionnaires, le divisent en quatre quadrants, où sont aménagés les appartements privés de l'ancien souverain, les quartiers de ses serviteurs et de sa garde, une bibliothèque, des thermes – avec un aqueduc dont les vestiges se dressent encore sur la route menant à Split –, son mausolée, où reposait le sarcophage dans lequel fut déposé son corps, et un temple dédié à Jupiter.

En son cœur, un superbe péristyle – une cour rectangulaire de 27 mètres sur 13. Deux élégantes colonnades en granit rouge d'Égypte et en marbre d'Italie, des pierres blanches des îles toutes proches de Brac et Trogir, et 11 sphynx rapportés par Dioclétien de l'une de ses campagnes victorieuses en Orient… Rien n'est trop beau pour la ville-maison de l'empereur – ni trop grand : 38 000 mètres carrés, descendant en pente douce vers la mer. Entre 8 000 et 10 000 personnes vivaient en son sein et dans ses environs à son apogée. Derrière des remparts de 15 à 20 mètres de hauteur, de plus de deux mètres d'épaisseur, percés de quatre portes (d'Or, d'Argent, de Fer et de Bronze), défendus par 16 tours, l'ex-empereur mène une paisible retraite qu'il consacre… au jardinage. Activité à laquelle il refuse de renoncer quand on lui propose de reprendre le pouvoir. Et ce, même pour sauver sa femme, Prisca, et sa fille, Galeria Valeria, tombées entre les mains de ses ennemis !



GARDEL BERTRAND / HEMIS.FR

Dioclétien meurt en 311. Son palais ne disparaît pas pour autant. Après avoir été utilisé par quelques successeurs ou comme siège administratif de cette province de l'Empire appelée Dalmatie, il est laissé à l'abandon après sa chute. Ironie de l'Histoire, des moines l'occupent, alors que Dioclétien fut l'auteur de la dernière grande vague de persécutions antichrétiennes. Ils sont rejoints au VIIe siècle par la population de la région fuyant l'invasion des Avars, peuple originaire des steppes de la mer Caspienne. Les réfugiés percent des fenêtres dans les remparts, ouvrent des échoppes contre les monuments, transforment le mausolée de Dioclétien en cathédrale et le temple de Jupiter en baptistère. Le péristyle devient le centre névralgique, de la ville autour duquel on érige ou



PLEIN CENTRE. Le péristyle, cour rectangulaire située au cœur du palais, est bordé de colonnades de marbre et de granit. Il est l'un des lieux de promenade préférés des Spalatins comme des visiteurs.

HEMIS.FR

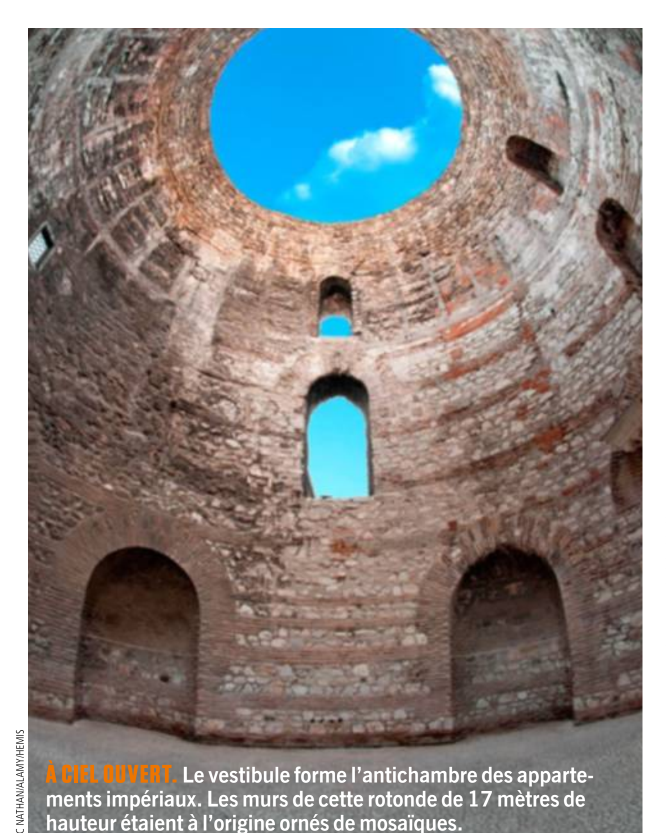
remanie des bâtiments religieux, administratifs ou qui servent de logements. S'appuyant ou comblant les arcs et les colonnes d'origine, des demeures patriciennes de style gothique ou Renaissance ajoutent une couche temporelle et architecturale au millefeuille historique de Split. C'est toujours aujourd'hui le lieu de passage le plus animé de la ville ; des musiciens profitent de l'acoustique du lieu, les enfants y jouent, les amoureux échangent des mots doux, assis sur les marches entourant le péristyle. Le regard se pose sur un sphinx égyptien vieux de trois mille cinq cents ans rapporté par Dioclétien de l'une de ses campagnes militaires victorieuses, sur les vestiges d'un temple romain et des palais vénitiens de la Renaissance.

Le visiteur contemporain peut mettre ses pas dans ceux de Dioclétien en pénétrant dans la cité par la *porta Septemtrionalis*, rebaptisée au XVIe siècle « porte d'Or ». C'est en la franchissant, le 1er juin 305, que l'ancien empereur prit possession de son palais. À l'époque, seul lui et les membres de sa famille jouissaient du privilège de l'emprunter pour gagner le péristyle. Si la structure du palais a été préservée, ses appartements ont été détruits et remplacés par un millier de nouveaux. On peut néanmoins s'en faire une idée précise grâce à leurs souterrains, qui en sont une fidèle réplique. Ces caves voûtées, à l'époque au niveau de la mer, permettaient de surélever les salles de la résidence impériale, à cause du terrain légèrement en pente, et servaient également de dépôt.

TROPHÉE. Un sphinx vieux de trois mille cinq cents ans, que Dioclétien rapporta de sa campagne égyptienne de 297-298, trône sur la cité.

FRANCK GUIZIOU/HEMIS.FR

Clin d'œil à leur fonction originelle, on y accède par un marché coloré aux allures de bazar. Ils ne sont pourtant accessibles que depuis 1956, quand ont commencé les fouilles archéologiques et les travaux de déblaiement. Ces larges couloirs aux murs épais, hauts par endroits de huit mètres, sont un exemple du remarquable travail de



ERIC NATHAN/ALAMY/HEMIS

À CIEL OUVERT. Le vestibule forme l'antichambre des appartements impériaux. Les murs de cette rotonde de 17 mètres de hauteur étaient à l'origine ornés de mosaïques.



IVAN VDOVIN - WWW.AGEFOTOSTOCK.COM



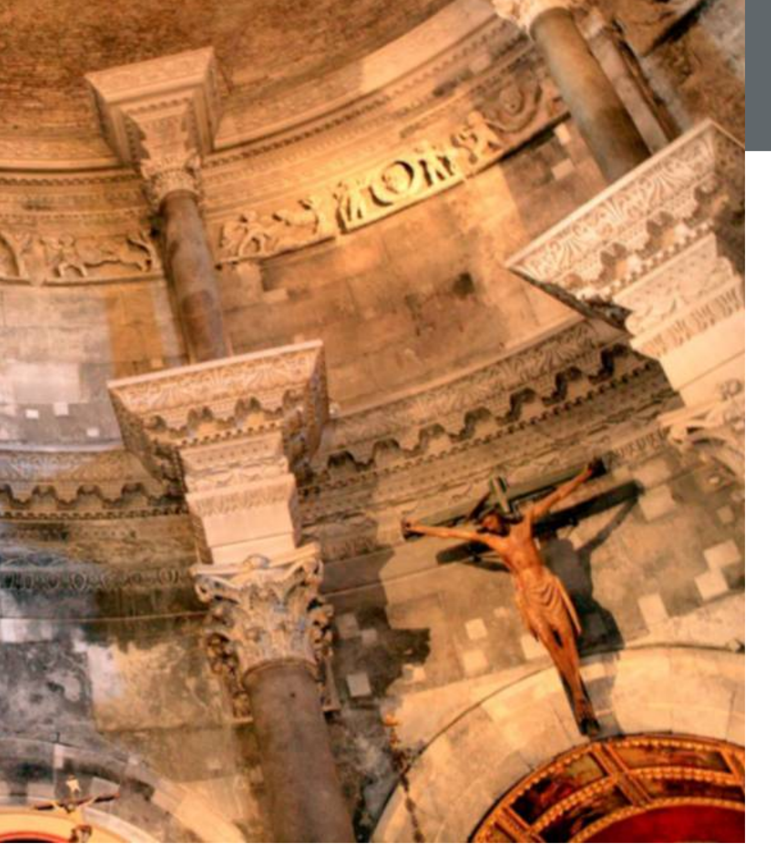
IMAGO / STUDIOX

maçonnerie des Romains. En les arpentant, on y trouve le calme et la fraîcheur qui manquent à la surface. C'est l'un des ensembles antiques les mieux conservés au monde, ce qui a justifié en partie l'inscription du noyau historique de Split sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 1979.

Habité dans un premier temps, le sous-sol du palais de Dioclétien est vite devenu une décharge publique où l'on jetait gravats, débris et autres immondices de la ville en pleine construction. Car Split n'a cessé de croître. La cité a connu sa plus grande expansion au Moyen Âge. Sa superficie double au XIIIe siècle. Au siècle suivant, ce second centre est à son tour fortifié. Chaque fois, on bouge ou change les « meubles de la maison ». Des tours sont murées ou rasées, d'autres transformées en habitations. Un beffroi est dressé au-dessus des remparts près de la porte ouest. Le mausolée, octogone de près de huit mètres de côté devenu la cathédrale Saint-Domnius, est flanqué d'un clocher de 57 mètres, d'où l'on peut aujourd'hui admirer les toits de tuile ocre vif, qui contrastent avec le bleu profond de la mer et le vert intense de la végétation méditerranéenne.

L'essor économique et commercial de Split ne pouvait que susciter la convoitise des Vénitiens, les maîtres de l'Adriatique. Ils la traversent pour s'en emparer en 1420. C'est le début d'une domination de près de quatre siècles. Période de prospérité, mais aussi d'expansion et d'embellissement urbains. *Spalato*, son nom italien, se pare d'élégants édifices publics, tels l'hôtel de ville ou le palais du Recteur, mais surtout de demeures d'aristocrate, dont les blasons de pierre ornent toujours murs et portes. La menace d'une invasion turque impose également au XVIIe siècle l'édification d'imposantes fortifications et de tours de défense.

Le Siècle des lumières, caractérisé par la passion des artistes pour les ruines antiques, marque un regain d'intérêt pour le glorieux passé de Split. L'architecte écossais Robert Adam (1728-1792) s'y plonge, en 1757, avec son homologue français – également peintre – Charles Louis Clérisseau (1721-1820). Les planches illustrées, fruit de leurs travaux, auront une influence majeure sur l'architecture néoclassique européenne. Mais l'influence et la présence françaises ne se limitent pas aux domaines scientifique et artistique. Napoléon, fossoyeur de la



RÉSURRECTION. Le mausolée, bâti sur un octogone de huit mètres de côté, abrite la cathédrale Saint-Domnius depuis le VIIe siècle. Il est flanqué d'un clocher médiéval (visible ci-contre) – très remanié en 1906 – qui culmine à 57 mètres de hauteur.

république de Venise en 1797, imprime sa marque. De 1805 à 1813, la Dalmatie devient un département de l'Empire, dans les Provinces Illyriennes. Le maréchal Marmont en est l'un de ses gouverneurs. Il lègue le Code civil et l'administration des Postes – l'inscription « boîte aux lettres » est encore lisible sur l'un des murs de la ville. La domination française laisse un autre témoignage urbain à Split : la Riva. La destruction de structures défensives vénitiennes libère la superbe promenade plantée de palmiers sur le quai qui longe la façade sud du palais de Dioclétien, une longue galerie d'appartements impériaux formée de 42 arcades délimitées par 44 colonnes, face à la mer.

Si le péristyle est le cœur de la ville, la Riva est son artère principale, qui sert de cadre aux événements festifs, spectacles de rue carnaval, célébrations de victoires sportives… Les Spalatins se pressent dans ses boutiques, cafés, restaurants et terrasses, bondés de jour comme de nuit. La douceur de vivre évoque la Belle Époque, quand Split vit sous le règne de ses derniers occupants, les Austro-Hongrois, qui resteront jusqu'à la disparation de leur empire, en 1919. Ils font de la cité l'un de leurs principaux débouchés sur la mer pour la marine de guerre, tout en la dotant d'élégants édifices Art nouveau, dont un hôpital et un théâtre. Ce sont les dernières touches d'un tableau aux couleurs romaine, slave, française… La maison de retraite de l'empereur Dioclétien est devenue la plus belle maison de vacances de l'Adriatique. ■

La galerie Mestrovic

Split, ville-maison, abrite également une maison-musée. Celle du sculpteur Ivan Mestrovic (1883-1962), « le Rodin croate ». La galerie qui porte son nom est au pied de la colline Marjan, hérissée d'une dense forêt de pins qui surplombe la mer. C'est dans ce cadre idyllique que l'artiste se fait construire une villa de style néoclassique entre 1931 et 1939. Mestrovic étudie à l'académie des Beaux-Arts de Vienne de 1901 à 1906 et se rend ensuite à Paris, où il devient le disciple de Rodin. Il développe un style expressionniste puissant, allié à une religiosité mystique. Certaines de ses plus belles œuvres ont été projetées ou réalisées dans cette maison-atelier où il travaillait le bois, l'argile et la pierre. Après s'être réfugié en Suisse pendant la Grande Guerre, il part enseigner dans des universités américaines. En 1952, il lègue à la Croatie sa villa, baptisée « galerie Mestrovic », ainsi qu'une grande partie de son travail, que l'on peut ainsi admirer dans ce lieu paisible, loin de la cohue touristique. Certaines de ses plus remarquables sculptures – des évocations de Moïse, de Job, de nombreuses statues de femmes, l'un de ses sujets de prédilection – embellissent le jardin. Les pièces de la villa ne disposent, elles, pour tout mobilier que des œuvres du maître. Une chapelle a également été construite sur le site pour accueillir un cycle de 28 reliefs en bois sur la vie du Christ. Mais la création de Mestrovic la plus impressionnante reste la monumentale statue de l'évêque Grégoire de Nin, face à la porte d'Or. La croyance veut que ceux qui touchent son orteil doré voient leurs souhaits se réaliser, notamment celui de revenir à Split. ■ O. T.

Setaliste Ivana Mestrovica 46, 21000, Split.
Tél. : (385) 21 340 800.



PETER FORSBERG / ALAMY STOCK PHOTO

Que faire en Croatie ?

La mer et les lacs, les plages et les montagnes… et surtout deux mille ans d'histoire(s).

Avant de partir

S'INFORMER

Office national du tourisme : 01 45 00 99 55, www.croatie.hr, info@croatie-tourisme.fr
La Française des circuits : www.lafrancaisedescircuits.biz
Comptoir des voyages : www.comptoir.fr

S'Y RENDRE

En avion : www.airfrance.fr www.croatiaairlines.com www.xl.com
En voiture : Paris et Zagreb sont séparés par 1 500 km, dont 90 % d'autoroutes.

CLIMAT

Deux climats cohabitent en Croatie : méditerranéen sur la côte et continental à l'intérieur du pays.

FÊTES ET TRADITIONS

5 janvier : anniversaire de la reconnaissance internationale de la Croatie.
2 au 4 février : fête de la Saint-Blaise à Dubrovnik.
21 avril : anniversaire de la libération de Jasenovac (l'« Auschwitz croate »).
22 juin : journée de la lutte antifasciste.
25 juin : fête nationale.
5 août : jour du souvenir de la guerre des années 1990.
Tout septembre : festival mondial de théâtre et du cinéma de Split.
8 octobre : fête de l'Indépendance nationale.
18 novembre : journée d'hommage aux victimes de Vukovar.
26 décembre : fête de la Saint-Étienne.



Circuit 1 : Autotour, 11 jours, 10 nuits



FRANÇAISES DES CIRCUITS

Jour 1. Arrivée à Zagreb. Location d'un véhicule, nuit à hôtel. **Jours 2 et 3.** Découverte de la baie de Kvarner, située dans la péninsule d'Istrie, au nord de la Dalmatie. Deux nuits dans la région de Pula. Passage par la riviera d'Opatija, visite du Monte-Carlo croate puis halte dans la ville de Rijeka, l'ancienne Fiume. **Jour 3.** Destination les îles de la baie de Kvarner et des plages de Porec. Continuation vers la ville de Rovinj puis de Novigrad (Cittanova d'Istria) ; la dernière halte de la journée sera pour Pula. **Jour 4.** De Kvarner à la ville médiévale de Zadar par la route qui sépare l'Istrie de la Dalmatie. Découverte du port antique. **Jours 5 et 6.** Cap sur Dubrovnik, étape dans la région de l'ancienne république de Raguse. Possibilité de se rendre sur les îles Élaphites et l'île de Mljet. **Jours 7 à 9.** Visite de Split et de sa région. Inscrite, comme Dubrovnik, au patrimoine mondial de l'Unesco, Split regorge de trésors architecturaux gothique et Renaissance, de palais, musées, d'églises… **Jour 10.** Départ de Split pour la région des 16 lacs de Plitvice, qui propose de nombreuses randonnées. **Jour 11.** Départ pour l'aéroport de Zagreb et restitution de la voiture. ■

Prix : 1050 € (au départ de Zagreb), voiture et hôtels quatre étoiles avec petits déjeuners – hors aérien (150 €).
Infos : La Française des circuits, 80, rue de la Roquette, Paris. Tél. : 0826 28 88 00, www.lafrancaisedescircuits.biz



CARTOGRAPHIE : HUGUES PIOLET

Circuit 2 : À la découverte de Split, 3 jours, 2 nuits



DR

Arrivée à Split. Transfert libre jusqu'à l'hôtel pour deux nuits. **Jour 1.** Découverte du palais de Dioclétien et de la vielle ville, avec son dédale de ruelles, sa cathédrale et ses surprenants souterrains. L'après-midi, concert ou pièce de théâtre, ou encore balade sur la Riva Obala, la promenade des Anglais splitoise. **Jour 2.** Le matin, petit tour au marché suivi d'une visite au palais Papalic. Puis direction l'ancien hôtel de ville, la vieille poste et le Musée ethnographique. L'après-midi, balade dans le poumon vert de Split sur la colline du mont Marjan ; superbe vue sur la ville et sa baie. Une alternative : la plage de Bacvice, à l'est de Split, pour une baignade dans un cadre et verdoyant. **Jour 3.** Matinée et transfert libre à l'aéroport. ■

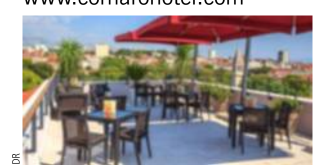
Prix : à partir de 480 € pour deux personnes.
Infos : Comptoir des voyages. 18, rue Saint-Victor, Paris. Tél. : 01 53 10 30 15, www.comptoir.fr



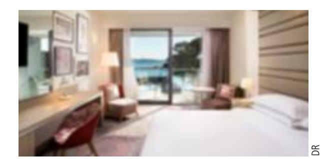
Où dormir ?

Cornaro Hotel

Situé à quelques pas du palais de Dioclétien et de la cathédrale Saint-Domnius de Split, difficile de trouver plus central. Ce 4-étoiles très design offre le confort et les services d'un petit palace. Environ 200 € la nuit. ■
Sinjska Ulica, 6.
Tél. : + 385 21 644 200,
www.cornarohotel.com


DR

Sheraton Dubrovnik Riviera Hotel


DR

Près des plages, ce complexe de luxe ultramoderne a ouvert fin 2015 et propose de nombreux services (piscine intérieure, spa, wi-fi…). ■
Setaliste Dr. F. Tudmana, 17, Srebreno, Mlini Dubrovnik.
Tél. : + 385 20 601 500,
www.sheraton dubrovnikriviera.com

Où se restaurer à Split ?

Restaurant Sperun

Voici l'une des meilleures *konoba* (taverne traditionnelle) de Split. Située à côté de l'église Saint-Francis, on y mange toutes les spécialités dalmates. Réservation conseillée, ce restaurant étant très prisé. ■
Sperun, 3.
Tél. : + 385 21 346 999.



DR


DR

Restaurant Paradigma

Ouvert en 2014, il propose l'une des meilleures expériences culinaires de la ville et une excellente cave ! Entre 15 et 50 €. ■
Bana Jelachica, 3.
Tél. : + 385 21 645 103,
www.restoranparadigma.hr

Notre sélection de guides

Lonely Planet. Une sélection thématique permet d'organiser son voyage en phase avec ses envies : top des plages, gastronomie, activités, parcs nationaux… le tout réalisé par deux auteurs croates (15,50 €).

Le Routard. Split, Zagreb, archipel des Kornati… ce guide trace la route du voyageur. Cartes, plans et bonnes adresses sont au menu (14,20 €).



OFFICE DE TOURISME CROATIE

…Shopping…

CROATA (À ZAGREB)

DR

Le mot « cravate » est une déformation de « croate ». Un accessoire popularisé au XVIIe siècle par les hussards croates. Dans cette boutique, elles sont en soie et fabriquées maison.
Oktogon, Ilica 5.
Tél. : + 385 16457052, www.croata.hr

COSMÉTIQUES NATURELS DE CROATIE (À SPLIT)

La boutique Natura Dalmatica est reconnue pour la qualité de ses produits bio. Elle propose toute une gamme de savons parfumés, d'huiles essentielles et toutes sortes de produits de beauté naturels de Dalmatie. On y trouve aussi différentes liqueurs de fabrication artisanale.
Dioklecijanova Ulica, 2. Tél. : + 385 91 444 25 80.

ÉPICERIE FINE D'ISTRIE

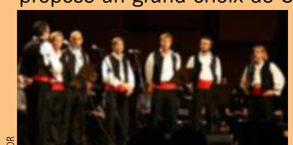
Zigante Tartufi International est à la fois un lieu de dégustation et une épicerie fine. Huiles d'olive, miels, charcuteries, vins, fromages mais aussi et surtout la truffe blanche d'Istrie, que l'on trouve ici sous toutes ses formes. Zigante Tartufi existe dans plusieurs villages de la région. Tél. : + 385 52 777 409, www.zigantetartufi.com



FOTO PRIZMA

LE CHANT KLAPA (À SPLIT)

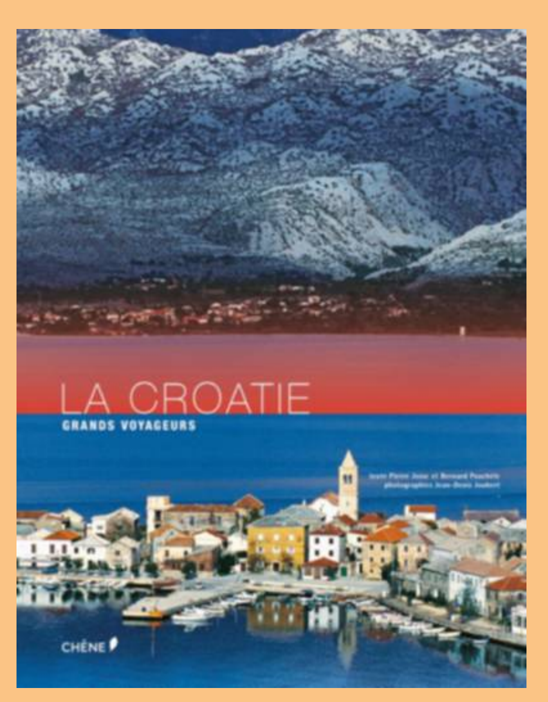
Inscrit depuis 2012 sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, ce chant a cappella à plusieurs voix est issu des régions méridionales de Dalmatie. Cette boutique propose un grand choix de CD de klapa pour prolonger le séjour. Dancing Bear Records, Dioklecijanova, 6.
Tél. : + 385 21 344 309,
www.dancingbear.hr


DR

Au cœur de l'Europe, cités d'art et îles aux trésors

La Croatie

de Pierre Josse et Bernard Pouchèle, photographies de Jean-Denis Joubert (Le Chêne, coll. «Grands voyageurs», 160 p., 26,90 €).



HHH Sublime Croatie. Ce trésor de l'Europe centrale se situe à la charnière de l'Occident et de l'Orient. «Le Croate est occidental par sa façon de dire et oriental par sa façon d'être», elle frappe le voyageur par la diversité de sa géographie, les contrastes de ses deux climats, méditerranéen sur les côtes et continental dans les terres, la beauté de ses paysages et la richesse de son histoire. La porte d'entrée de ce pays est Zagreb, la capitale, et ses environs, dont Varazdin, ville baroque par excellence. Le voyage se poursuit dans la péninsule de l'Istrie, marquée par l'empreinte de Venise, avec une incursion dans le golfe de Kvarner et ses îles paradisiaques, puis direction la Dalmatie. Celle du Nord, verdoyante, qui compte trois parcs nationaux, la ville de Trogir, classée par l'Unesco, Split, la cité de Dioclétien, et celle du Sud, avec la baie de Hvar, ses eaux cristallines, et Dubrovnik la belle, classée elle aussi et reconstruite après la guerre des années 1990 grâce à la solidarité internationale. Un éblouissant tour de Croatie qui aboutit en Slavonie, région encore méconnue des touristes, productrice d'excellents vins blancs et où abondent les villes d'art. Ce beau livre s'achève par une pensée pour Vukovar, cité martyre qui peine à renaître de ses cendres. ■

HISTOIRE

Croatie
son histoire culturelle, ses liens avec l'Europe

de Gabrijela Vidan (L'Harmattan, 222 p., 22 €).



HHH Les Croates ? Un peuple slave venu de la plaine de Pannonie et des Carpates qui serait arrivé au VIIe siècle. C'est à partir du XIXe siècle que naît, en réaction à la suprématie des Habsbourg, un mouvement patriotique nationaliste. Les Croates revendiquent alors des liens avec les premières populations de l'Illyrie, installées à l'âge du bronze. Filiation imaginaire, qui porte malgré tout une part de vérité. Car les tribus croates se sont approprié l'héritage des cités illyriennes, grecques et romaines. On songe aussi aux legs de Dioclétien et de Justinien, tous deux illyriens. Un ouvrage pointu mais accessible, et un instrument de réflexion pour touristes curieux. ■

CINÉMA

Croatie, Bosnie, Serbie : mises en scènes

de Matthieu Dhennin (Espaces et signes, 96 p., 12 €).

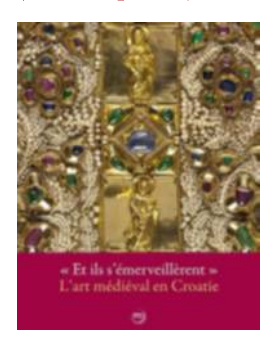


HHH La collection «Ciné voyage» permet de (re) découvrir une ville ou une région à travers le cinéma. Illustré d'images de longs métrages, balisé par des localisations de scènes de film emblématiques, le livre est complété par des index par œuvres, réalisateurs et lieux. L'exercice est intéressant avec l'ex-Yougoslavie, pays qui n'existe plus qu'au travers des films qui y ont été tournés. Parmi ceux-ci figure notamment *Le Procès* d'Orson Welles, d'après Kafka. Citons aussi *Croix de fer* de Sam Peckinpah (1977), *Le Tambour* de Volker Schlöndorff (1979) et *Le Choix de Sophie* d'Alan J. Pakula (1982). Pour voyageurs et cinéphiles passionnés. ■

ART

Et ils s'émerveillèrent. L'art médiéval en Croatie

(RMN, 96 p., 22 €).



HHH Voici le catalogue de la splendide exposition consacré à l'art médiéval croate, qui s'est tenue au musée de Cluny en 2012. Cette monographie éclaire une période de création sans précédent localisée dans l'ancienne Dalmatie et enrichie depuis le IXe siècle par de nombreux échanges artistiques avec l'Europe occidentale. Orfèvrerie, sculpture, art textile ou manuscrits enluminés… toutes les pièces présentées attestent à la fois l'influence européenne et la singularité de l'expression artistique croate. Mention spéciale aux nombreux objets liturgiques. ■

GUIDE

La Croatie de A à Z

de Jean-Arnault Dérens (André Versailles éditeur, 240 p., 15 €).

HH En 120 entrées, voici, signée de l'historien et journaliste Jean-



Arnault Dérens, – qui fut correspondant, entre autres médias, du journal *Ouest France* –, une introduction aux multiples facettes de ce pays complexe, qui s'est toujours défini dans sa relation à l'étranger. Culture, économie, géographie, Histoire, relations extérieures, vie politique… rien n'échappe à l'étude méthodique de ce spécialiste des Balkans. ■

ROMAN

Le Palais en noyer

de Miljenko Jergovic (Actes Sud, 462 p., 25 €).

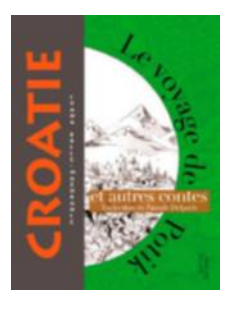


HHH « La noblesse du malheur tient à la façon dont on le porte tout au long de sa vie. » Tirée de cette fresque de l'écrivain et journaliste Miljenko Jergovic, cette phrase pourrait à elle seule en exprimer l'essence, faite de nostalgie, de tristesse et de fatalisme. Regina Delavale, 97 ans, devenue folle à lier, fait vivre l'enfer à sa fille et à ses petits-enfants. C'est en remontant le cours de sa vie dans un pays déchiré par l'Histoire, de ses dernières années à sa naissance en 1904, que l'auteur reconstitue le puzzle de l'existence de cette grand-mère épouvantable, décrivant une cellule familiale et une société balkanique fissurées et morcelées. Une traversée du XXe siècle, chaotique et ensanglantée. Et une œuvre maintes fois primée, à juste titre. ■

CONTES

Le Voyage de Potik et autres contes de Croatie

d'Ivana Brlic-Mazuranic (Elytis, 144 p., 10 €).



HHH Ivana Brlic-Mazuranic est considérée comme l'un des plus grands écrivains croates du XXe siècle. Elle a été nommée pas moins de quatre fois pour le prix Nobel. Elle nous raconte ici quatre contes tirés du riche imaginaire croate, peuplé de fées et de diablotins déchaînés, de rois, de princesses et de chevaliers. Ils feront voyager le lecteur avec Potik, parti à la recherche de la Vérité, ou bien frémir en lisant les aventures de Palounko le pêcheur, de Régotch le bon géant ou de la belle et charmante Néva Névinita. ■

GASTRONOMIE

Cuisine de Croatie

d'Évelyne Marty-Marinone (Edisud, 176 p., 14 €).

HHH Au cours de ses nombreux voyages culinaires, l'auteur a récolté des centaines de recettes, qu'elle partage via ses livres et sur son site (www.voyages-gourmands.com). Sa *Cuisine de Croatie* révèle les saveurs d'une gastronomie mâtinée d'influences italienne, hongroise, autrichienne mais aussi grecque et turque. Le pays se découpe, selon l'auteur, en cinq régions : la Croatie centrale, bien pourvue en gibier ; la Dalmatie, pays de la vigne et de l'olivier ; l'Istrie, au parfum d'Italie ; le Lika et le Gorski Katar, régions de montagnes, ainsi que la Slavonie. Dommage, cependant, que ce livre si alléchant contienne si peu d'illustrations. ■



MOTS FLÉCHÉS CUBA

par Pascal Wion



Capitale de Cuba
Ressource principale de Cuba
Les premiers habitants des îles de Cuba
Héros de l'indépendance cubaine
Obtenus
Prêt à la consommation
Débordement
Un des fidèles de Fidel
Surnom donné au révolutionnaire Ernesto Guevara
Dictateur chassé du pouvoir par Fidel Castro en 1959
Pénible
Prénom de l'actuel président cubain
Prénom
Point humide
Agrément du Sud
Maudit
Danse typique de Cuba
Point sur la carte des Antilles
Flotte
Assemblée
Non traitée
1er président cubain en 1959
Du nez
Fils de Noé
Dans le coup
Pige
Pays dont Cuba fut une colonie jusqu'en 1898
Sumérienne
Cuba s'aligna sur sa politique
Continent
Lettre grecque
Maladie qui faisait des ravages chez les marins
Englouti
Articles typiquement cubains
Revenus
Rebelles cachés dans la sierra Madre
Chants sacrés
Affecté spécial
Du grisbi en pagaille !
Diable
L'argent du peuple
Son pour la mule
Graisse animale
Plantes grimpantes
Article de souk
Envisagé
Celle des Cochons est bien connue des Cubains
Colle
Coupable idéal mais dont on n'obtient jamais les aveux
Peut désigner le peuple
Avens
Stupéfiant
L'adieu aux Cubains
Quantité limitée
Résultat de manipulations génétiques
Possessif
Proche de Jules Ferry
Monnaie officielle de Cuba
Fortes en anatomie
Donne l'exemple
Finalement créée
Jeune vache

	W		R		U		A		A	
H	A	S	T	I	N	G	S		L	A
	T	O	L	B	I	A	C		A	
N	E	M		M		V	A	L	M	Y
	R	M	I		C	A	L	A	O	S
A	L	E	S	I	A		O	C		E
	O		S	E	D	A	N		P	R
C	O	L	O	N	I	E		P	O	
		O	S	A		T	R	O	I	E
F	E	U			B	I		E	T	C
		V	E	R	D	U	N		I	L
A	B	O	Y	E		S	E	R	E	U
	O	I	L		F		T	I	R	S
R	U	S	A	I	E	N	T		S	E
	V		U	L	M		E			
R	I	Z		E	U	S				
	N	A	V	A	R	I	N			
B	E	M	O	L		O	U			
	S	A	L	E	R	N	E			

Solution du numéro 31



8, rue d'Aboukir, 75002 Paris.
Service abonnements France : 01 55 56 70 56.
www.historia.fr - Tél. : 01 70 98 19 19.
Pour joindre votre correspondant, veuillez composer le 01 70 98 suivi des quatre chiffres figurant à la suite de chaque nom.
Président-directeur général et directeur de la publication : Claude Perdriel.
Directeur éditorial : Maurice Szafran.
Directeur éditorial adjoint : Guillaume Malaurie.
Directeur délégué : Jean-Claude Rossignol.

Service abonnements : *Historia Spécial*, service abonnements, 4, rue de Mouchy, 60438 Noailles Cedex.
Tél. France : 01 55 56 70 56 ; étranger : 00 33 1 55 56 70 56.
Tarifs France : 1 an, 6 numéros + *Historia* (mensuel) 10 numéros + 1 numéro double : 88 €. Tarifs pour l'étranger : nous consulter.
Anciens numéros : Sophia Publications, BP 65, 24, chemin Latéral, 45390 Puiseaux. Tél. : 02 38 33 42 89.

RÉDACTION – Rédacteur en chef : Éric Pincas (1939). **Rédacteur en chef adjoint chargé des *Spéciaux* :** Victor Battaggion (1940), **assistante :** Florence Jaccot (1923). **Secrétaires de rédaction :** Alexis Charniguet (1946), Xavier Donzelli (1945), Jean-Pierre Serieys (1947). **Directeur artistique :** Stéphane Ravaux (1944) ; **rédacteur graphiste :** Nicolas Cox (1943). **Rédactrices photo :** Annie-Claire Auliard (1942), Claire Balladur Segura (1941).

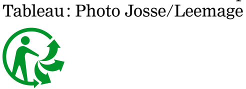
Comité éditorial : Olivier Coquard, Patrice Gélinet, Catherine Salles, Thierry Sarmant, Laurent Vissière.

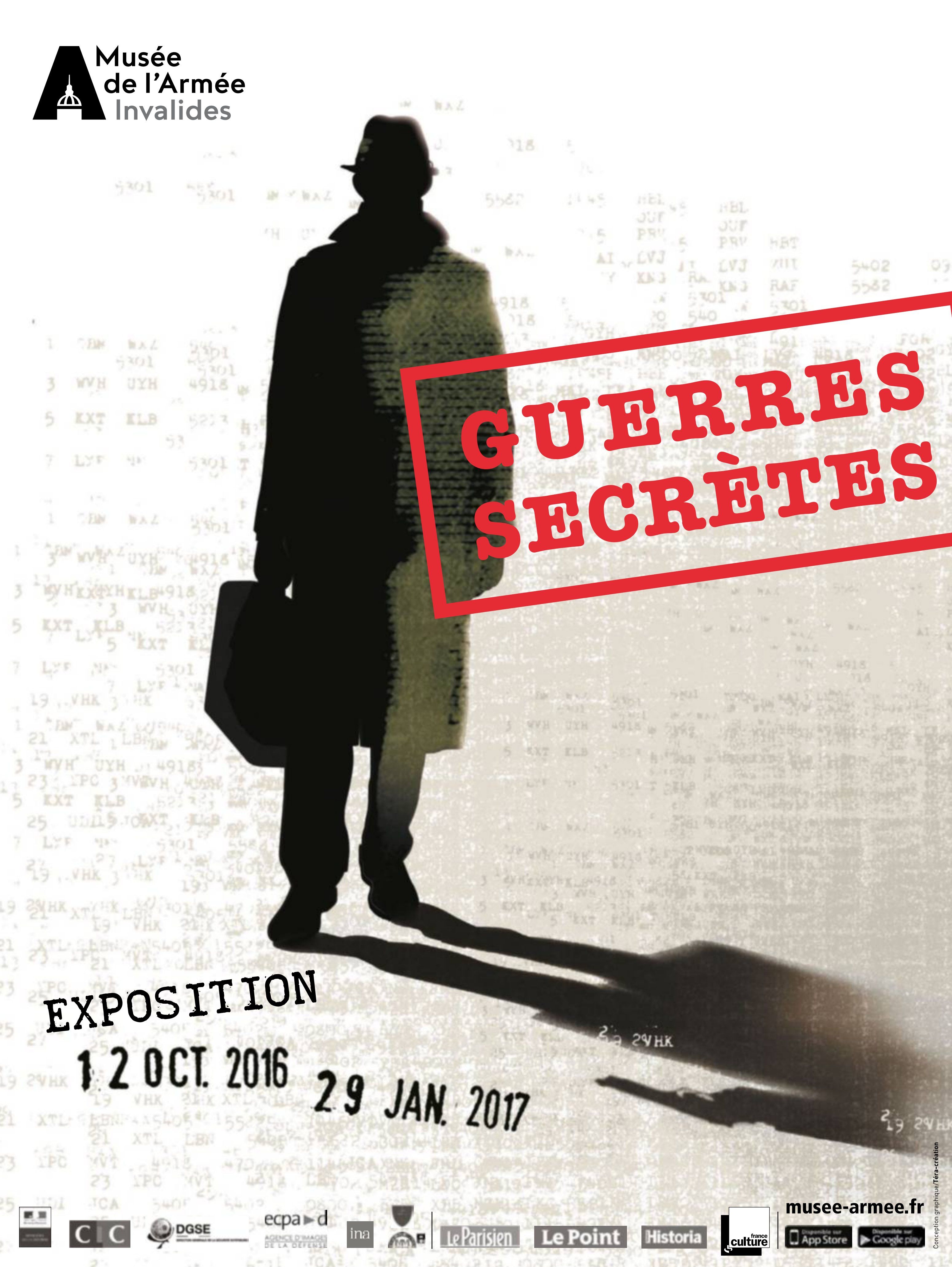
Responsable administratif et financier : Vincent Gentric (1918).

Comptabilité : Teddy Merle (1971).

Direction des ressources humaines : Agnès Cavanié (1971).

Directeur des ventes et promotion : Valéry-Sébastien Sourieau (1911) ; **ventes messageries :** À juste titres – Benjamin Boutonnet – Réassort disponible : 04 88 15 12 41, www.direct-editeurs.fr.
Responsable marketing direct : Linda Pain (1914) ; **responsable gestion abonnements :** Isabelle Parez (1912).
Communication : Nelly Chirio (1970).
Fabrication : Christophe Perrusson.
Régie publicitaire : Mediaobs – 44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris. Fax : 01 44 88 97 79.
Directeur général : Corinne Rougé (01 44 88 93 70, crouge@mediaobs.com) ; **directeur commercial :** Jean-Benoît Robert (01 44 88 97 78, jbrobert@mediaobs.com) ; **publicité littéraire :** Pauline Duval (01 70 37 39 75, pduval@mediaobs.com). www.mediaobs.com
Impression : G. Canale & CSPA, via Liguria, 24, Borgaro T. se 10071, Turin. Imprimé en Italie/Printed in Italy.
Dépôt légal : novembre 2016. © Sophia Publications. Commission paritaire : n° 0321 K 80413. ISSN : 2114-544X.
Historia Spécial est édité par la société Sophia Publications.
Ce numéro comporte un encart abonnement *Historia* sur les exemplaires kiosques France + étranger (hors Suisse et Belgique).
Crédits de couverture : Fidel Castro : Ullstein bild/Getty – Drapeau : Valerio Berdini/REX/Shutterstock/Sipa – Tableau : Photo Josse/Leemage




Musée
de l'Armée
Invalides
GUERRES
SECRÈTES
EXPOSITION
12 OCT. 2016
29 JAN. 2017
musée-armee.fr
DGSE
ecpa-d
ina
Le Parisien
Le Point
Historia
france culture
App Store
Google play
Conception graphique/Téra-création